



LE MONDE diplomatique

NON, LES HOMMES
N'ONT PAS
TOUJOURS
FAIT LA GUERRE

PAR MARYLÈNE PATOU-MATHIS
Pages 20 et 21.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 736 - 62^e année. Juillet 2015

L'ESPAGNE ENTRE DEUX SCRUTINS

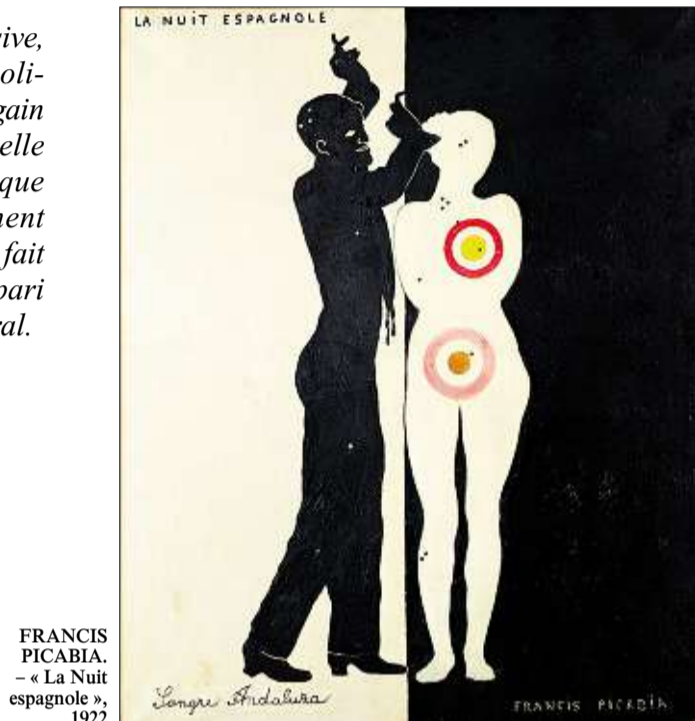
Podemos, « notre stratégie »

Crise financière, paupérisation massive, discrédit des professionnels de la politique : tout aurait dû conduire à un regain de la gauche en Europe. Et pourtant elle piétine presque partout. Cela explique sans doute que les regards se tournent vers l'Espagne, où le parti Podemos a fait preuve d'inventivité stratégique. Un pari que présente ici son secrétaire général.

PAR PABLO IGLESIAS *

L'ATTITUDE de Berlin vis-à-vis d'Athènes lors des négociations ne m'a pas surpris. Même si la Grèce est un Etat faible, le gouvernement Tsipras remet en question le mode de fonctionnement de l'Union européenne sous hégémonie allemande. L'ampleur de la provocation est donc sans commune mesure avec la taille du pays. Par ailleurs, Podemos apparaît désormais comme un acteur politique important en tant que candidat au pouvoir dans la quatrième économie de la zone euro. Or nos camarades grecs nous l'ont dit : nos bons résultats dans les sondages ne constituent pas nécessairement une bonne nouvelle pour eux. Nos adversaires craignent en effet que toute victoire enregistrée par Syriza dope nos propres résultats, qu'elle nous alimente en oxygène. Leur objectif ne se borne donc pas à tenir en échec le gouvernement grec : il s'agit également de barrer la route à d'autres menaces, comme celle que nous représentons à leurs yeux. Mettre

* Député européen et secrétaire général de Podemos. Ce texte est tiré d'un entretien paru dans la *New Left Review* (mai-juin 2015). L'analyse du résultat des élections municipales et régionales espagnoles du 24 mai 2015 a été rédigée pour *Le Monde diplomatique*.



FRANCIS PICABIA.
- « La Nuit espagnole », 1922

Syriza sous pression revient à faire de même avec Podemos, à démontrer qu'il n'y a pas d'alternative. « Vous voulez voter Podemos? Regardez ce qui se passe en Grèce » : voilà, en substance, le refrain que l'on sert aux Espagnols à l'heure actuelle.

De notre point de vue, Alexis Tsipras s'est montré très habile. Il est parvenu à donner corps à l'image d'une Allemagne isolée, dont les intérêts ne coïncident pas nécessairement avec ceux du reste de l'Europe, y compris en termes de politique étrangère. C'est ce qu'il a tenté de faire valoir auprès de la France et de l'Italie, avec un succès mitigé, mais également auprès des pays de l'Est. Il ne faut donc pas trop s'étonner que l'Allemagne se montre aussi dure lors des négociations.

Nos camarades grecs ont développé une stratégie similaire à la nôtre dans un contexte très différent. D'abord, ils entendent rebâtir la légitimité institutionnelle du gouvernement, laquelle avait été méthodiquement minée, puis détruite. Cela passe par une réforme de l'impôt qui dote l'Etat d'une marge de manœuvre, notamment en termes de politiques publiques, afin de reconstruire le tissu social et les liens détruits par l'austérité. Il s'agit ensuite, au plan extérieur, de générer des contradictions au sein du bloc hégémonique de l'Eurogroupe. Cela s'est traduit, surtout au début, par de timides critiques de la manière dont l'Allemagne gérait la crise européenne. Il ne fait aucun doute que l'objectif était de fissurer le consensus dominant.

(Lire la suite page 7.)

EN IRAK, UNE ÉMANCIPATION QUI PROGRESSE

L'autre combat des femmes kurdes

Loin de l'image très médiatisée – et positive – des combattantes, la condition féminine au Kurdistan irakien demeure contrastée. Si de notables progrès ont été réalisés en matière d'émancipation, y compris sur le plan législatif, l'oppression misogyne et des maux tels que les crimes d'honneur perdurent.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
NADA MAUCOURANT *

ELLE est devenue l'un des emblèmes de la lutte acharnée des Kurdes contre l'Organisation de l'Etat islamique (OEI). Helly Luv, de son vrai nom Helan Abdulla, multiplie les chansons pop pour exalter le sentiment patriotique. Avec un succès international. Réalisé en 2015, le clip de *Revolution* appelle à défendre le Kurdistan contre des envahisseurs dont le spectateur comprend qu'il s'agit des troupes de l'OEI. En tenue de combat et talons dorés, cheveux rouge sang et keffieh vermillon, la chanteuse, qui porte des bracelets en balles de mitrailleuse, arrête à elle seule la progression d'une colonne de chars. Dans une autre vidéo, celle de la chanson *Risk It All*, elle apparaît entourée de guerrières aux yeux maquillés, leurs mains aux ongles vernis brandissant des kalachnikovs. Ces images illustrent bien le charisme prêté aux guerrières du Kurdistan. Nul doute que leur diffusion planétaire contribue à renforcer l'intérêt récurrent et enthousiaste pour les combattantes kurdes.

Quelle que soit leur localisation géographique, les responsables kurdes n'ont pas attendu la lutte contre l'OEI pour nommer des femmes aux postes-clés, militaires ou même politiques. En 1909, déjà, Adila Khanim succéda à son mari comme gouverneure de Halabja et chef de la tribu Jaf, l'une des plus importantes du Kurdistan. Elle demeure connue pour avoir réussi à rétablir l'ordre et la loi dans sa région. Aujourd'hui, deux colonelles, M^{mes} Nahida Ahmed Rachid et Aïla Hama Amin Ahmed, font de cette figure historique l'une des inspiratrices du bataillon 106, une force exclusivement féminine constituée en 1996 à Souleimaniyé, ville irakienne sous le contrôle du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) (1).

* Journaliste.

(Lire la suite pages 8 et 9.)

(1) Lire Vicken Cheterian, « Chance historique pour les Kurdes », et Allan Kaval, « Les Kurdes, combien de divisions? », *Le Monde diplomatique*, respectivement mai 2013 et novembre 2014.

Sobriété contre austérité

PAR PHILIPPE DESCAMPS

LA conférence Paris Climat 2015 est mal partie. Depuis le sommet de la Terre de 1992 à Rio, la consommation d'énergie fossile n'a cessé d'augmenter. En 2013, les seules subventions allouées dans le monde aux combustibles responsables de l'effet de serre représentaient 400 milliards d'euros, soit quatre fois les sommes consacrées aux énergies renouvelables. Lancé en 2011 par les Nations unies, le Fonds vert pour le climat n'a pu à ce jour rassembler que 10 milliards d'euros...

Un accord international échouera à contenir le réchauffement de la planète en deçà de deux degrés, comme l'envisage la conférence qui doit s'ouvrir le 30 novembre, si les gouvernements continuent de subordonner leurs décisions à la préservation d'un système de production basé sur l'accumulation, le pillage et le gaspillage. On ne répondra pas au défi climatique sans l'implication des populations, mais les initiatives individuelles ou locales demeureront inopérantes en l'absence de volonté politique globale. L'acceptation d'une société moins énergivore, plus frugale, qui imposera la modification de nombreuses habitudes, réclame la perspective d'une amélioration de la qualité de la vie. Il n'y aura pas de transition énergétique sans transformation économique et sociale, sans redistribution des revenus tant à l'échelle nationale que mondiale. En Inde, où trois cents millions d'habitants vivent sans électricité, l'air pollué tue plusieurs centaines de milliers de personnes chaque année.

En Occident, la sobriété s'oppose frontalement à l'austérité, qui apparaît comme un subterfuge pour répartir plus inéquitablement encore les richesses. Le chemin de la décroissance de nos émissions de gaz carbonique passe par des investis-

sements massifs dans l'habitat, les transports publics, les énergies renouvelables – à la hauteur, par exemple, des sommes mobilisées pour renflouer les banques en 2008... Tant la recherche d'une efficacité énergétique que l'amélioration concrète des conditions de vie peuvent créer de nombreux emplois, réduire les nuisances et générer dans chaque foyer des économies substantielles.

La sobriété conduit aussi à définir le bien-être autrement : moins de matière, plus de main-d'œuvre ; moins de machines, plus d'intelligence. Taxer le kérosène pour réduire l'usage intempestif de l'avion ; renchérir le transport maritime pour entraver la dérive du libre-échange et favoriser les circuits courts ; renoncer à certaines ressources du sous-sol.

Avec seulement le quart de la population mondiale, les pays industrialisés ont laissé une ardoise considérable dans l'atmosphère. Leurs émissions cumulées entraînent déjà un réchauffement de 0,8 degré, et elles provoqueront sous peu 0,8 degré supplémentaire (1). Ils refusent pourtant de se fixer des objectifs tenant compte de leurs émissions passées, ou d'envisager les coopérations indispensables. Or le moment est venu de fournir aux Etats du Sud les fonds et les technologies leur permettant de faire directement le saut vers un développement basé sur la sobriété. Le mieux plutôt que le plus.

(1) Sunita Narain, « Climat : l'injustice faite au Sud », *Politique étrangère*, vol. 80, n° 2, Paris, été 2015.

La nature, c'est de l'or

Comment la crise écologique est devenue une bonne affaire



Éditions
La Découverte

216 pages, 16,50 euros
Disponible au format ePub

M 02136 - 736 - F: 5,40 € - RD



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA: 2 400 F CFA, Algérie: 250 DA, Allemagne: 5,50 €, Antilles-Guyane: 5,50 €, Autriche: 5,50 €, Belgique: 5,40 €, Canada: 7,50 \$C, Espagne: 5,50 €, Etats-Unis: 7,50 \$US, Grande-Bretagne: 4,50 €, Grèce: 5,50 €, Hongrie: 1835 HUF, Irlande: 5,50 €, Italie: 5,50 €, Luxembourg: 5,40 €, Maroc: 35 DH, Pays-Bas: 5,50 €, Portugal (cont.): 5,50 €, Réunion: 5,50 €, Suisse: 7,80 CHF, TOM: 780 CFP, Tunisie: 5,90 DT.

« COSMOS », RADIOGRAPHIE D'UN BEST-SELLER

Michel Onfray ou l'amour de l'ordre

A en croire l'auteur, le dernier ouvrage de Michel Onfray serait à la fois son premier livre et son grand œuvre ; sa pensée y aurait enfin trouvé à s'accomplir pleinement. Cette philosophie « solaire » a séduit en se présentant comme un rationalisme joyeux, en opposition à tous les conformismes. Or, au nom de cette opposition, « Cosmos » renoue avec un discours qui exalte l'irrationnel et la tradition.

PAR EVELYNE PIEILLER

« **Q**ui se cache derrière l'intellectuel le plus populaire de France, bête noire de Manuel Valls ? » Question judicieuse que celle posée par *Le Point* (1), l'hebdomadaire où officie son ami Franz-Olivier Giesbert, à l'occasion de la parution du dernier ouvrage de Michel Onfray, *Cosmos* (2). La pensée et les opinions du personnage ont assez de rayonnement pour faire de ses essais des best-sellers ; il lui suffit d'apparaître en couverture d'un magazine pour en redynamiser les ventes. Mieux encore, quand il dénonce la « terreur idéologique activée par cette mafia qui se réclame de la gauche » et affirme préférer « une analyse juste d'Alain de Benoist à une analyse injuste de Minc, Attali ou BHL », ou « une analyse juste de BHL à une analyse injuste d'Alain de Benoist » (3), le premier ministre lui-même se sent tenu de réagir. A l'évidence, M. Valls a été perturbé par la référence à Alain de Benoist, principal représentant de ce que l'on a nommé la Nouvelle Droite, cofondateur jadis du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece). Car si Onfray, qui se dit de gauche, et même proudhonien, peut être d'accord avec un homme dont le chef du gouvernement estime qu'il a « d'une certaine manière façonné la matrice idéologique du Front national », alors « ça veut dire

qu'on perd les repères » (4). En bref, concluait sobrement un autre membre du gouvernement, M. Jean-Marie Le Guen : « Mais où va-t-on ? »

Or, si Onfray semble parfois tirer contre son camp, c'est toujours au nom d'une conception de l'homme qui s'affirme reliée à un idéal émancipateur. L'examen de cette conception pourra peut-être élucider ce qui apparaît aujourd'hui comme ambigu ou contradictoire.

Cosmos, premier volume d'une trilogie modestement intitulée *Brève Encyclopédie du monde*, aborde une thématique très fréquentée, puisqu'il a pour objectif d'énoncer la décadence de notre civilisation « mourante ». Et de lutter contre le nihilisme, ce temps de la « néantisation du sens » caractéristique de notre « Occident effondré » (5), quand il devient manifeste que « les valeurs supérieures se déprécient », pour citer l'un des grands inspirateurs d'Onfray, Friedrich Nietzsche (*La Volonté de puissance*). Que faire, dans un moment de l'histoire aussi éprouvant ? « Il reste ce qu'Epicure disait : le bateau coule, mais il y a la possibilité d'être dans un salut personnel, d'être droit, d'être debout et de se dire : "Le nihilisme ne passera pas par moi." » (6)

« Les déterminismes qui nous programment »

Pour renouer avec les « valeurs supérieures » et recréer du sens, Onfray propose une voie empruntée par de nombreux déçus de l'*Homo sapiens sapiens* : comprendre et saluer « le sacré de la nature », auquel n'aurait plus accès l'homme, qui fut progressivement dévoyé par le langage – car « les mots médient un réel s'enfuyant dès qu'on le nomme » –, puis diminué par l'écriture – car, avant les livres, « les civilisations orales disposaient d'une sagesse issue de la contemplation de la nature, de la réflexion sur les indices donnés par le cosmos » – et enfin abîmé par le monothéisme, en particulier dans sa version judéo-chrétienne – car, avant celui-ci, « le monde est un tout. (...) Rien n'est supérieur, puisque tout se trouve à égalité ontologique ». En bref, c'était mieux avant, avant que « la culture » ne « passe à son prisme la lumière de ce qui est, et ce qui est en sort réfracté, diffracté, mais jamais pur ».

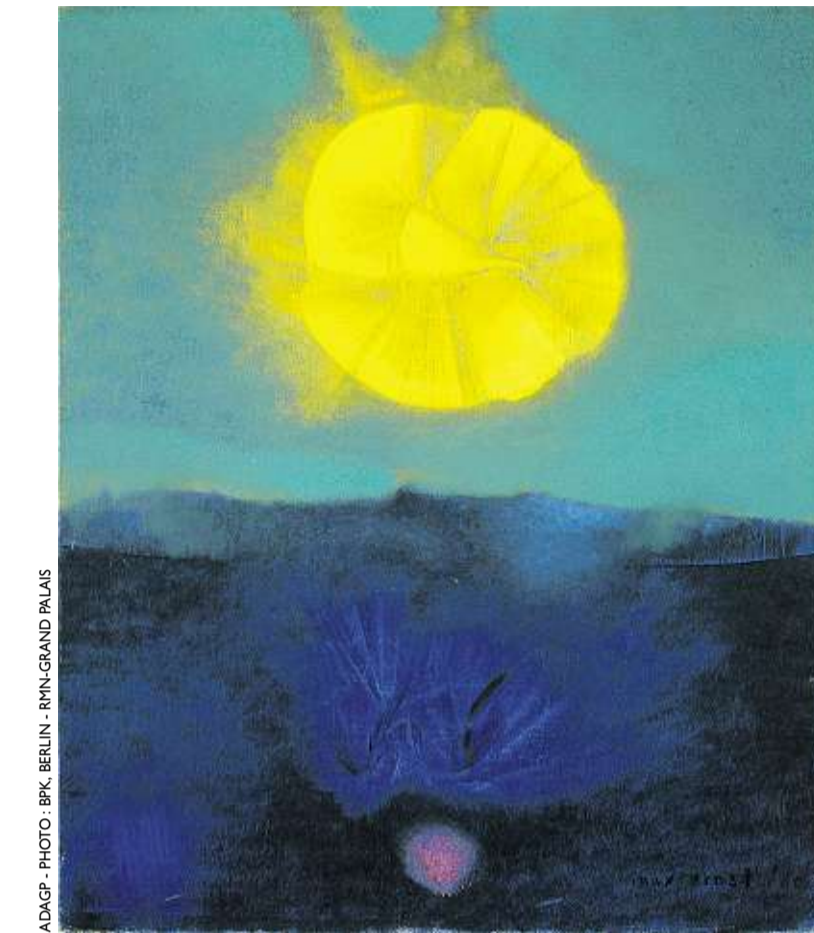
Si l'on ajoute à tous ces maux les ravages de la modernité, « temps nihiliste... temps reconstruit par les machines à produire de la virtualité... temps des villes contre temps des champs », pour ne rien dire – ou en tout cas, bien peu – des mouvements du marché, la cause est entendue : combien il serait beau de retrouver « l'authenticité métaphysique » du Tzigane n'ayant pas subi l'acculturation, de vivre sa journée « de pure présence au monde, de jouissance voluptueuse d'un temps lent, naturel, surtout pas culturel ».

Cet anti-intellectualisme étonnamment insistant se double de la conviction tout aussi insistante selon laquelle l'humain ne serait qu'une variété du vivant, et pas forcément la mieux dotée. Hardiment, Onfray va jusqu'à affirmer que les plantes pensent, savent compter (du moins jusqu'à deux, précision d'importance), anticipent et communiquent. Merveille, elles « peuvent percevoir, sentir, s'émouvoir sans tout cet appareillage complexe qui semble étouffer la physiologie élémentaire des sensations directes avec le cosmos ». Quant à l'animal, il n'est pas de différence de nature entre lui et l'homme, animal tout

autant, mais « dénaturé » par la civilisation ; il n'est qu'une différence de degré. Onfray ne précise pas en quoi consiste ce degré, pas plus qu'il n'indique ce qu'il entend par « penser ».

Un tel ensemble de notions floues semble aisément participer de la sensibilité contemporaine, qu'anime souvent le rejet d'une raison supposée occidentale, marquée par le dualisme corps-esprit, le mépris du reste du vivant, et soupçonnée d'avoir permis le développement d'une technique qui impose la rentabilité comme valeur suprême. Onfray le libertaire hédoniste, puisqu'il a longtemps aimé se présenter ainsi, ne ferait guère que développer, ô combien longuement, un discours à ambition poétique sur la nécessité de se redonner une liberté épanouissante en se déprenant de notre fallacieuse croyance en les pouvoirs de l'intellect. Mais il y a là aussi une valeur absolue accordée aux sens, et un déni surprenant du rôle du langage, spécificité humaine, ce dont *Cosmos* a l'intérêt de développer les conséquences. Car il entend célébrer, y compris sous le nom de « nature », le principe même de la vie. Or ce principe, qu'il l'appelle « vitalisme énergétique » ou « volonté de puissance », a peu à voir avec la liberté.

Difficile, à vrai dire, de saisir avec précision de quoi il s'agit : « La volonté de puissance nomme tout ce qui est, et contre lequel on ne peut rien faire, sinon savoir, connaître, aimer, vouloir cet état de fait qui nous veut et que l'on ne peut a priori vouloir. » Certes, mais encore ? Les dictionnaires restent prudents : c'est là une théorie qui attribue à la vie une force propre. Onfray, dans le plan du cours qu'il consacrait à la question (*Contre-Histoire de la philosophie*, 5 janvier 1999), résumait : « a : tout est matière ; b : mais quelque chose échappe à l'agencement. La vie, ce qui échappe pour l'instant à la réduction intellectuelle. » On flotte dans le flou, mais notre homme, qui s'affirme matérialiste, tient à lester ce flou du poids de la scientificité. La vie, puissance obscure et mystérieuse, n'ayant d'autre but qu'elle-même, se donne des formes mul-



MAX ERNST. - « Wenn die Vernunft schläft, singen die Sirenen » (Quand la raison dort, les sirènes chantent), 1960

tiples, qu'on nomme « nature ». Celles-ci n'existent que comme supports, manifestations de la vie. Y compris l'homme. « Notre vérité intime et profonde » se trouve ainsi « dans la biologie, en l'occurrence l'histologie [l'étude des tissus], qui conserve la mémoire souche dont on sait qu'elle porte le programme du vivant : naître pour mourir, vivre pour se reproduire et mourir, s'activer pour réaliser le plan de la nature et mourir, se croire libre, se dire libre, tout en avançant en aveugle dans la vie qui nous veut plus que nous ne la voulons, et mourir. »

Le libre arbitre n'est donc qu'une « fiction », « une fable qui masque la méconnaissance des déterminismes qui nous programment ». Et quel programme ! « Le sexe, le sang, la mort : aucun animal n'y échappe. » Nous qui nous croyons autonomes et porteurs d'une multiplicité de choix et de potentialités ne faisons qu'« obéir », et dans tous les domaines : par exemple, « quand l'homme répand des pesticides, (...) il se contente de dérouler un plan qui est celui de sa nature ». Il y aurait donc une nature humaine, première, essentielle, commune à tous, mue par ce programme qui « veut les individus pour le profit de l'espèce à laquelle ils sacrifient tout, alors qu'ils croient vouloir quand ils sont voulus ». Un « premier moteur » au-delà du bien et du mal, pure volonté d'existence.

Evidemment, l'humanisme ne saurait rattraper de cette vision du monde. La fatalité remplace la liberté ; le sujet n'est plus que le vecteur d'une force qui l'utilise pour se poursuivre, toute Histoire ne peut être qu'illusion. Il demeure une seule marge de manœuvre, un seul interstice de liberté : reconnaître que « la même force qui fait sortir le germe de la terre (...) persiste en l'homme. Une force aveugle et sourde, mais puissante et déterminante, contre laquelle on ne peut pas grand-chose, sinon savoir

pensée de l'ordre, un ordre immuable, premier, seul porteur de vérité, auquel il convient de se soumettre. Exaltation de l'instinct et de l'inconscient collectif au détriment de la raison, prééminence accordée à l'animalité de l'homme, dégoût de la « civilisation », glorification de la puissance de la vie, hantise de la décadence, aspiration à retrouver un âge d'or par le retour à la tradition : autant de notions qui font écho, parfois très précisément, à une sensibilité largement déployée jadis.

C'est Maurice Barrès (1862-1923), qui chante « l'énergie créatrice, la sève du monde, l'inconscient » (*Le Jardin de Bérénice*, 1891), l'instinct des humbles et... le nationalisme. C'est le philosophe Ludwig Klages (1872-1956), proche de la révolution conservatrice allemande, dont l'essai *L'Homme et la Terre* (1913), l'un des premiers grands manifestes écologistes, postule que le cosmos est vivant, que le progrès est « un désir de meurtre inassouvi » et que le retour à la nature est salvateur. C'est l'Allemand Oswald Spengler (1880-1936), attaché à l'ordre, au devoir et à un socialisme « conservateur », qui, dans *Le Déclin de l'Occident* (1918), déplore la stérilité de la modernité et incite à trouver le salut collectif dans la considération du passé. Ces quelques exemples, tous représentatifs d'un courant à strictement parler réactionnaire, n'épuisent pas l'effervescence d'une pensée, souvent lyrique, qui fleurit jusque dans les années 1930, et dont ce qu'on n'ose appeler la « pensée New Age » fut une variation plus récente. Rechercher l'accès « direct » aux forces du vivant, toute subjectivité abolie, relève du fantasme mystique. Le théoriser engage sur la voie périlleuse qui préfère l'irrationnel à l'émancipation.

Onfray déclarait dans *Le Point* (9 mars 2005) « ne plus se faire avoir par les étiquettes ». Ce n'est guère aujourd'hui un signe d'originalité, mais c'est en revanche une recommandation à faire à ses lecteurs : l'athée farouche qu'il fut est désormais tout imprégné d'une spiritualité aussi vague que confuse ; le rationaliste qu'il se veut chante la louange de l'instinct silencieux ; le libertaire qu'il se proclame est devenu le héraut du respect des traditions.

(1) Franz-Olivier Giesbert, « Michel Onfray, le philosophe qui secoue la France », *Le Point*, Paris, 14 mars 2015. Cf. également le dossier en ligne qui réunit avec affection interviews, vidéos, commentaires critiques... www.lepoint.fr

(2) Michel Onfray, *Cosmos. Une ontologie matérialiste*, Flammarion, Paris, 528 pages, 22,90 euros. Premier tome d'une trilogie, qui sera suivi de *Décadence* et de *Sagesse*.

(3) *Le Point*, 25 février 2015.

(4) Manuel Valls, « Le Grand Rendez-Vous Europe 1 - iTélé - Le Monde », 8 mars 2015.

(5) Michel Onfray, *Cosmos*, op. cit. Toutes les citations suivantes, sauf mention contraire, proviennent de ce livre.

(6) Débat à l'Opéra de Nice animé par Franz-Olivier Giesbert, 5 juin 2015.

actuellement en kiosque

Politis
HORS-SÉRIE N° 62

Politis

Où va la presse ?

Hors-Série
N°62
juin-juillet
2015

NOUVEAUX LECTEURS - NOUVEAUX JOURNALISTES - NOUVEAUX MODÈLES

Chaque jeudi retrouvez **Politis** en kiosque, sur abonnement et sur politix.fr

Abonnement TOUT POLITIS
11€ par mois

abonnement@politix.fr
03 80 48 95 36

www.politis.fr

L'ABONNEMENT
un moyen simple et rapide de soutenir votre journal



www.monde-diplomatique.fr/abojournal
(voir abonnement en page 2)

Sortie de l'euro,

PAR
COSTAS LAPAVITSAS *

DÈS 2010, la perspective d'un défaut grec et d'une sortie de l'Union économique et monétaire (UEM) a surgi. Du point de vue de la théorie économique, le problème est cristallin : une économie faible, caractérisée par d'importantes failles institutionnelles, a rejoint une union monétaire structurellement dysfonctionnelle. Elle s'est dotée d'une devise non seulement forte, mais intrinsèquement problématique. Dans un tel contexte, il n'y a que deux issues : soit l'UEM se réforme en profondeur, soit la Grèce doit envisager un défaut et une sortie.

Le dysfonctionnement de l'euro s'explique avant tout par la politique allemande visant à comprimer les salaires, ce qui a permis à Berlin d'accroître son avantage compétitif et de devenir l'un des principaux prêteurs en Europe. En adoptant cette politique, l'Allemagne a amputé sa propre demande pour mieux capter des richesses en provenance de l'étranger ; une politique dont la population a fait les frais, mais qui a ravi les grands exportateurs et les établissements bancaires.

Pour les autres pays membres, l'option allemande a eu l'effet opposé : une hausse des déficits et des emprunts. Là réside le déséquilibre fondamental de l'UEM, masqué au début des années 2000 par la disponibilité de liquidités bon marché qui ont facilité la consommation et l'investissement dans le secteur de la construction. Mais la crise mondiale de 2007-2009 a mis au jour le hiatus et provoqué le dérapage de la zone euro. Ayant enregistré la plus importante dégradation en termes de compétitivité, la Grèce s'est révélée le pays le plus vulnérable de la région. Elle s'est

* Economiste, député de Syriza, membre de la Plateforme de gauche.

bientôt retrouvée confrontée à une dette astronomique de 300 milliards d'euros et à des déficits béants au niveau du budget et du compte courant : plus de 15 % du produit intérieur brut (PIB) dans les deux cas. Une monnaie forte venait de détruire une économie faible.

Le destin de la Grèce a néanmoins été scellé après 2010, lorsque l'Union européenne a choisi l'austérité comme principale solution à ses difficultés. La recette ? Amputation des salaires, coupes budgétaires, hausse des impôts, réformes favorables au marché et institutionnalisation de la rigueur à travers les traités (notamment le « six-pack » et le « two-pack » [1]).

D'un point de vue étroitement allemand, l'austérité présente l'avantage de faire porter le coût de l'ajustement aux pays dégageant des déficits, tout en pré-

servant les intérêts des grandes banques et des exportateurs. Les dirigeants allemands actuels semblent estimer que l'austérité cimentera leur position dominante au sein de l'Union. Du point de vue de l'UEM, cependant, une telle politique déprime la demande et contracte l'économie, sans offrir aux pays déficitaires la moindre perspective d'un retour de leurs comptes en terrain positif, et donc d'un remboursement de leurs dettes. Il s'agit ainsi de la méthode la plus efficace pour provoquer l'effondrement de l'UEM à moyen terme. Du point de vue grec, enfin, l'austérité s'avère désastreuse, puisque la contraction de l'activité et des revenus emprisonne le pays dans une situation de faible croissance, de chômage massif et de dette monumentale. La politique allemande conduit l'UEM à l'échec ; mais elle aura ravagé la Grèce bien avant.

Une détermination d'airain

ELU le 25 janvier 2015, le gouvernement Syriza mesure depuis longtemps les implications des politiques européennes. Pendant les cinq mois qui ont suivi son accession au pouvoir, il a tenté d'obtenir la fin des mesures d'austérité, un allègement de la dette, ainsi qu'un programme d'investissement susceptible de dynamiser l'économie. On peinerait à imaginer réponse plus cruelle que celle des créanciers en juin : la Grèce doit, selon eux, dégager un excédent primaire (2) de 1 % du PIB en 2015, de 2 % en 2016, de 3 % en 2017 et de 3,75 % les années suivantes. Pas la moindre évocation d'un allègement de la dette ni d'un programme d'investissement sérieux. Bref, l'austérité la plus sévère, et pour longtemps.

Dans un tel contexte, l'avenir de la Grèce s'annonce sombre. La croissance moyenne des cinq prochaines années pourrait atteindre 2 %, avec d'importantes fluctuations. Le chômage restera probablement très élevé, sans que l'on puisse envisager un retournement de l'évolution

des revenus, dont la chute a dépassé 30 % pour de larges pans de la société. Une population déjà âgée, écrasée par la dette, verrait alors sa jeunesse – notamment la mieux formée – prendre le chemin de l'exil. La situation de fragilité géopolitique dans laquelle un tel scénario plongerait le pays s'imagine aisément : Athènes serait bientôt relégué à l'insignifiance historique.

Si l'Union européenne insiste pour imposer ses politiques, la survie du pays passera par un défaut et par une sortie de l'UEM, premiers pas vers la réactivation de l'appareil productif grec, la dynamisation des investissements et la restauration

Toutes les notes sont de la rédaction.

(1) Lire Raoul Marc Jennar, « Deux traités pour un coup d'Etat européen », *Le Monde diplomatique*, juin 2012.

(2) Solde budgétaire avant paiement des intérêts de la dette, ou, pour reprendre la formule de l'économiste Paul Krugman, « l'ensemble des ressources qu'un pays est en mesure de transférer à ses créanciers » (*New York Times International*, 28 février et 1^{er} mars 2014).



PATRICK CAULFIELD. – « Greece Expiring on the Ruins of Missolonghi (after Delacroix) » (La Grèce expirant sur les ruines de Missolonghi [d'après Delacroix]), 1963

PAR GABRIEL COLLETIS,
JEAN-PHILIPPE ROBÉ ET ROBERT SALAIS *

METTRE un terme à la crise grecque ? En dépit de leurs déclarations, les dirigeants européens s'emploient surtout à « passer l'été » : trouver une solution temporaire, sans traiter le problème de fond. Le plus urgent serait de continuer comme avant, au risque que des populations excédées par l'Europe telle qu'elle se construit finissent par élire des partis nationalistes d'extrême droite.

La crise interne dont souffre l'Europe a été révélée par la déflagration financière internationale de 2007-2008. Elle n'en couve pas moins depuis la création de la

monnaie unique, économiquement prématurée et institutionnellement non viable. Pour que l'établissement de taux de change fixes entre Etats membres ait un sens – c'est le projet de toute monnaie unique –, il convient d'œuvrer préalablement à la convergence progressive des rythmes de croissance et de la productivité. Cela n'a pas été le cas en Europe. Dans ces conditions, le drame grec représente un cas extrême d'une situation commune : la plupart des pays membres, France et Italie comprises, peineront à supporter indéfiniment la parité externe de l'euro et l'impossibilité de dévaluer.

Face aux écarts de productivité et de compétitivité, avec l'Allemagne notamment, la nécessité de transferts internes à la zone euro apparaît clairement. Elle nous renvoie aux idées développées par l'économiste britannique John Maynard Keynes

lors de la conférence de Bretton Woods, en 1944. Sa proposition, que nous pourrions adapter à la zone euro : inciter les pays européens à retenir le principe d'une gestion coopérative de leurs balances des paiements pour les maintenir autour de l'équilibre. Non par de simples transferts financiers ou des ajustements de change internes, mais par des investissements des pays excédentaires vers les pays déficitaires qui corrigeraient les déséquilibres.

Quel est le problème principal de la Grèce ? Pour beaucoup, il s'agit de son incapacité à honorer ses créances. Selon la commission pour la vérité sur la dette constituée par le Parlement hellène, le stock actuel de dettes résulte de la très

forte augmentation des taux d'intérêt (entre 1988 et 2000), de dépenses militaires massives, puis, à partir de 2000, de la chute des recettes publiques provoquée par l'évasion fiscale ainsi que par les amnisties fiscales et autres « cadeaux » concédés aux mieux lotis.

Une telle analyse identifie sans aucun doute certaines des causes de l'augmentation du fardeau des créances grecques. Mais pas toutes. Car la dette n'est pas la cause des maux du pays ; elle ne fait que les aggraver. Le problème principal ? Le sous-développement des activités productives et son corollaire : la grande dépendance de la Grèce à l'égard des financements externes.

Des institutions schizophrènes

A L'HEURE actuelle, une sortie de la Grèce de la zone euro suivie d'une forte dévaluation de la monnaie nationale affecterait de façon très négative la capacité des Grecs à se procurer les produits dont ils ont besoin pour vivre. Non seulement le pays importe la quasi-totalité de ses biens d'équipement et de ses biens de consommation durables, mais sa balance commerciale plonge également dans le rouge dans les domaines de l'énergie, des médicaments, du textile, de l'électronique domestique. Même le secteur agricole enregistre un déficit.

Dans la foulée de l'adhésion de la Grèce à l'Union européenne, en 1981, la consommation de la population s'est progressivement rapprochée de celle de la moyenne des autres pays européens développés. Mais, dans le même temps, la production industrielle s'est effondrée : sa

part dans le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 17 % en 1980 à environ 10 % en 2009. Et, de 2009 à 2013, la production industrielle a encore reculé de 30 %.

Une telle situation rend le pays largement tributaire du tourisme et des transferts en provenance de l'étranger pour équilibrer sa balance externe. Historiquement, ces derniers provenaient des personnes résidant et travaillant ailleurs dans le monde (années 1960-1980) ; à partir des années 1980-1990, ils furent remplacés par les financements européens. Dans les années 1980, la Grèce – ses banques, ses entreprises et, en dernier ressort, l'Etat – se tourne vers les marchés financiers pour se financer. Un choix qui explique l'explosion de la charge des intérêts dus par Athènes.

Appareil productif déficient d'une part, dépendance envers les financements

externes de l'autre (dès lors que l'économie ne produit pas assez pour soutenir les revenus et la consommation ni pour financer l'Etat et les services publics) : le drame grec se noue.

Confrontés au double déficit des échanges extérieurs et des comptes publics, les gouvernements qui se sont succédé entre 2008 et 2015 – jusqu'à celui de M. Antónis Samarás – ont répondu par un écrasement de la consommation (1) et des dépenses publiques (2). La première saignée devait réduire le déficit de la balance commerciale ; la seconde, celui des comptes de l'Etat. On connaît les effets de ces choix funestes : un recul du PIB de 25 %, une envolée du chômage à 26 % de la population en âge de travailler et... une explosion de la dette.

Se contredisant lui-même, après avoir reconnu dans un rapport de 2013 que les mesures imposées à la Grèce avaient été une erreur (3), le Fonds monétaire international (FMI) a continué à exiger une amputation des retraites et une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Mais une telle recette ne permet pas d'imaginer une reprise de la croissance, seule perspective de remboursement des dettes existantes, qui atteignent aujourd'hui plus de 175 % du PIB.

Quelle autre piste envisager ? L'option de l'annulation partielle, décidée unilatè-

(1) Le pouvoir d'achat des ménages grecs a baissé de 25 % entre 2009 et 2013.

(2) Les dépenses publiques de santé ont ainsi été amputées de 28 % en volume de 2008 à 2011 ; les dépenses d'éducation, de 15 %.

(3) « Greece : ex post evaluation of exceptional access under the 2010 stand-by arrangement », *IMF Country Report*, n° 13/156, Fonds monétaire international (FMI), Washington, DC, juin 2013.

* Respectivement professeur d'économie à l'université Toulouse-I Capitole et chercheur au Laboratoire d'étude et de recherche sur l'économie, les politiques et les systèmes sociaux (Lereps) ; avocat aux barreaux de Paris et de New York ; directeur de recherches émérite en économie au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

VRAIMENT LA GRÈCE

une occasion historique

de l'Etat-providence. La Grèce serait alors libérée du piège de l'euro et pourrait engager un processus de transformation sociale, caractérisé par la croissance économique et la redistribution des richesses. Une telle ambition, cela va sans dire, se heurterait à de puissants adversaires, à la fois sur le plan intérieur et au sein de l'Europe. Elle requerrait non seulement une détermination d'airain, mais également le soutien de la population.

La seule force politique capable de placer la Grèce sur cette voie porte le nom de Syriza. Depuis longtemps, la position officielle du parti est que l'on peut procéder à des changements radicaux sans quitter l'UEM. Mais l'attitude inflexible des créanciers a conduit le parti et ses électeurs à réviser leur analyse. L'idée selon laquelle le chantage des créanciers doit nous conduire à envisager le défaut et la sortie de l'euro gagne en popularité chez les travailleurs, les pauvres et au sein des classes moyennes inférieures.

Un coût élevé mais temporaire

POUR commencer, Athènes suspend sa participation à l'UEM sans revenir sur son adhésion à l'Union européenne. Les traités prévoient en effet la sortie de l'Union ; or ce qui s'applique au tout (l'Union) s'applique nécessairement à la partie (l'UEM).

La Grèce interrompt le remboursement de sa dette publique à l'étranger, c'est-à-dire, principalement, au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque centrale européenne (BCE). Le pays pourrait choisir de continuer à honorer ses engagements auprès des créanciers privés, de façon à faciliter son retour ultérieur sur les marchés. Athènes propose une conférence internationale afin d'obtenir une restructuration de ses créances, y compris celles liées au FMI. Le gouvernement s'emploie à rembourser l'ensemble des agents domestiques.

On peut s'attendre à une opposition importante des strates supérieures de la société, jusqu'à maintenant sorties largement indemnes de la crise. Celles-ci voient leurs positions défendues à droite par la Nouvelle Démocratie, au centre gauche par le Parti socialiste hellène (Pasok) – deux partis qui se sont partagé le pouvoir pendant des décennies – et au centre par To Potami (« La Rivière »), apparu récemment sur l'échiquier politique grâce à de généreux soutiens financiers. L'élite n'a pas la moindre vision d'avenir pour le pays : elle se contente de mettre en œuvre la feuille de route des créanciers. Les divisions sociales liées à l'euro ont ressurgi de façon aiguë au cours de la crise, et ces tensions s'avèreront décisives dans la période qui s'ouvre.

Une sortie de l'UEM n'aurait rien d'un dîner de gala. Mais l'histoire et la théorie monétaire permettent de dessiner les grandes lignes d'une stratégie, que l'on peut résumer ainsi.

Le pays reprend le contrôle de sa banque centrale, laquelle quitte l'Eurosystème, mais pas le Système européen des banques centrales (3). Le système bancaire est nationalisé et de nouveaux établissements, sains, voient le jour. L'Etat organise la restructuration des emprunts réalisés par des entreprises et des particuliers en difficulté (notamment dans le domaine immobilier), dont le montant n'a cessé de croître au cours de la crise pour dépasser 100 milliards d'euros. Il met par ailleurs en place un contrôle des changes et des transactions bancaires, comme l'Union européenne l'a fait à Chypre en 2013, mais sans ponctionner les dépôts, lesquels sont convertis en nouvelles drachmes au taux de un pour un, tout comme les emprunts sous loi grecque.

La nouvelle drachme se dévalue, probablement beaucoup, au cours des premières semaines, avant de se stabiliser quelques

mois plus tard autour d'une décote de 10 à 20 % de sa valeur initiale (sachant que le compte courant est déjà pratiquement à l'équilibre et que l'Etat aura mis en place un contrôle des changes). Les travaux empiriques montrent que l'impact sera positif sur la production et l'emploi, tandis que l'inflation ne devrait connaître qu'une augmentation modeste.

La satisfaction des besoins des groupes les plus vulnérables de la société en produits de base – principalement l'essence, la nourriture et les médicaments – est élevée au rang de priorité. Un minimum de préparation devrait suffire à éviter le recours aux carnets de rationnement.

Personne ne nie qu'un défaut et une sortie de l'euro auraient un coût social élevé, en particulier dans les premiers temps. Mais il s'agirait d'une épreuve temporaire ; cela ne justifie pas que le pays tout entier accepte l'austérité qu'exige le maintien au sein de l'UEM.

La période d'ajustement de quelques mois verra sans doute l'économie entrer en récession. Le pays peut par la suite compter sur une reprise de la croissance, grâce à la libération d'une demande domestique jusque-là comprimée et grâce à la mobilisation de ressources que l'austérité a rangées dans la naphtaline : travailleurs, usines et équipements. Sur cette base, la Grèce serait en mesure de réformer à la fois son économie et sa société, notamment en opérant un basculement des activités de service vers l'industrie et l'agriculture. En restaurant la souveraineté monétaire du pays et sa capacité à générer ses propres liquidités, un défaut suivi d'une sortie de l'UEM autoriserait en effet Athènes à procéder à des transformations aussi profondes. Le pays retrouverait par ailleurs une marge de manœuvre budgétaire qui lui permettrait de relancer l'investissement public et de soutenir son équivalent privé.

Nous aurions, bien sûr, à défendre le nouveau taux de change, mais les res-

sources mobilisées n'auraient rien de comparable à celles requises par la camisole de l'UEM. Sans compter que les événements monétaires de ce type ouvrent en général de nouvelles possibilités à l'activité économique.

A l'heure actuelle, le coût de l'austérité repose en grande partie sur les salariés, les retraités, les pauvres et les classes moyennes inférieures. Un gouvernement de gauche profiterait d'une sortie de l'euro pour reporter ce fardeau sur les épaules des mieux lotis et pour transformer le rapport de forces au sein du pays.

Petit pays, grande responsabilité

ON trouverait dans le camp des perdants les banques et les grands patrons, qui ont dirigé le pays depuis des décennies avant de le conduire à la ruine. A leurs côtés, les créanciers européens, à commencer par la BCE, dont l'exposition au dispositif d'aide d'urgence (Emergency Liquidity Assistance) dépasse actuellement 90 milliards d'euros.

La Grèce se trouve à la croisée des chemins : son économie s'est effondrée, sa société souffre, ses institutions boitent et sa position géopolitique n'a jamais été aussi mauvaise depuis des décennies. Au cœur d'une Europe en crise, elle se distingue par l'ampleur de la déconfiture de ses élites. Les forces sociales désormais en mesure de faire repartir le pays de l'avant, en le sortant de sa torpeur, se trouvent au bas de la pyramide sociale ; elles soutiennent Syriza. Il est donc crucial que le parti saisisse cette chance historique.

L'entrée dans l'UEM s'est révélée une erreur considérable de la part de la Grèce. Mais le pays peut toujours suivre une voie différente. Ce faisant, il aiderait l'Europe à se débarrasser d'un système monétaire toxique, qui ne survit que grâce au soutien des secteurs politiques et économiques

A n'en pas douter, l'épisode réduirait le pouvoir d'achat de la population à travers un renchérissement des importations. Mais il raboterait d'autant la valeur réelle des crédits immobiliers et autres emprunts. La reprise de l'activité économique après le choc initial favoriserait les travailleurs en protégeant l'emploi et en facilitant une hausse progressive des salaires. La politique du gouvernement autoriserait de surcroît la redistribution du revenu national de façon à améliorer la situation des plus pauvres. L'activation du marché intérieur bénéficierait aux petites et moyennes entreprises.

COSTAS LAPAVITSAS.

(3) L'Eurosystème coordonne l'action des banques centrales des dix-neuf pays de la zone euro ; le Système européen des banques centrales, celle des vingt-cinq membres de l'Union européenne.

Nos précédents articles

- « Grèce, le coup d'Etat silencieux », par *Stelios Kouloglou* (juin 2015)
- « Soutenir la Grèce », par *Serge Halimi* (mars 2015)
- « Dette publique, un siècle de bras de fer », par *Renaud Lambert* (mars 2015)
- « A Athènes, des médias à genoux », par *Valia Kaimaki* (mars 2015)
- « En Grèce, un espoir tempéré, la crainte des coups tordus », par *Thierry Vincent* (février 2015)
- « La gauche grecque peut-elle changer l'Europe ? » par *S. H.* (février 2015)
- « Quand l'austérité tue », par *Sanjay Basu et David Stuckler* (octobre 2014)
- « Visite guidée de la nouvelle Athènes », par *Panagiotis Grigoriou* (avril 2014)
- « Prendre le pouvoir sans perdre son âme », par *Baptiste Dericquebourg* (juin 2013)
- « Dossier : « Le laboratoire grec » (février 2013)
- « Le nationalisme grec corseté par les pressions internationales », par *Christophe Chiclet* (décembre 1993)
- « La Grèce face à l'Europe, dépendance et industrialisation truquée », par *Hassan Zaoual* (juin 1992)
- « Les communistes grecs dans la guerre », par *Alain Gresh* (juillet 1987)
- « Un socialisme sans teinte sous le signe de l'austérité », par *Stelios Kouloglou* (avril 1985)
- « Les structures de la dépendance », par *Andreas G. Papandreou* (novembre 1977)

Au final, l'enjeu, au-delà du cas de la Grèce, serait de faire progresser l'Europe sur la voie d'un codéveloppement s'inscrivant dans le cadre de la transition énergétique et du développement durable. On trouverait ainsi le germe d'une relance du projet européen sur des bases nouvelles : coopération, recherche de l'efficacité environnementale et sociale, démocratisation la plus large possible des choix politiques, économiques et financiers.

Reste désormais à se passer du conditionnel...

GABRIEL COLLETIS,
JEAN-PHILIPPE ROBÉ
ET ROBERT SALAIS.

en investissements

ralement, exacerberait les tensions entre Athènes et les institutions sur lesquelles le pays doit pouvoir compter dès lors qu'il souhaite rester dans la zone euro. Celle d'un effacement partiel a été exclue par une majorité de créanciers. En outre, elle n'aurait de vertu que temporaire, et repousserait à plus tard la quête d'une véritable solution au problème grec.

Une autre voie s'offre toutefois : utiliser le problème de la dette comme une chance d'industrialiser les pays européens en difficulté, dont la Grèce. Un projet dont la portée dépasse le cas spécifique qui préoccupe aujourd'hui marchés, médias et dirigeants politiques.

Le montant des créances grecques dont chacun pourrait convenir qu'il est perdu s'élève au minimum à 50 milliards (pour l'essentiel remboursables entre 2016 et 2024). Soit environ 15 % du total. Or un projet de sortie de crise reposant sur un plan d'industrialisation du pays offrirait aux créanciers une garantie assez sérieuse d'être remboursés. Comment ? Le budget de l'Etat grec affiche un excédent primaire. Autrement dit, avant le service de la dette, le gouvernement dépense moins que le montant des impôts qu'il collecte. Il existe deux façons d'analyser une telle situation : y voir une capacité de remboursement, ce à quoi concluent inmanquablement les créanciers ; ou une capacité d'investissement, ce à quoi une négociation pourrait les inviter.

Cette seconde piste implique une restructuration préalable de la dette, sans nouveau financement du FMI ou de la zone euro. L'opération se déroulerait avec deux objectifs principaux. D'une part, faire passer les créances actuellement détenues par le FMI et la Banque centrale

européenne (BCE) à échéance 2016-2024, soit 70 % des créances, aux mains des Etats européens. De l'autre, rendre les dates de paiement de certaines échéances plus flexibles afin que le montant total des remboursements pour une période donnée n'excède pas celui de l'excédent primaire.

Les Etats devenus détenteurs de la dette grecque payable sur 2016-2024 en substitution du FMI et de la BCE apporteraient leurs créances à hauteur de 50 milliards à des fonds d'investissement publics bilatéraux. Ces derniers seraient détenus à égalité par deux institutions publiques. Dans le cas de la France, ce pourrait être la Banque publique d'investissement (BPI) ; pour l'Allemagne, la Kreditanstalt für Wiede-

raufbau (Institut de crédit pour la reconstruction). Le fonds franco-grec détiendrait 20 % des créances sur l'Etat grec ; son homologue germano-grec, 27 %, etc. La Grèce continuerait à honorer le paiement de sa dette, mais – et c'est le point essentiel – l'argent doterait des fonds chargés d'investir dans l'économie productive du pays. Autrement dit, au lieu de sortir pour garnir les poches des créanciers, les sommes seraient mises à profit pour développer l'industrie locale. Les Etats créanciers-investisseurs seraient remboursés une fois les investissements réalisés et vendus. Le droit de la concurrence européen s'est tout à fait accommodé des fonds souverains nationaux jusqu'ici ; on imagine mal qu'il désapprouve des fonds bilatéraux qui poursuivraient des fins tout à fait similaires.

Nouveau départ pour l'Union

LA COORDINATION des investissements s'effectuerait au premier chef sous l'égide de la banque de développement grecque, partenaire de chacun des fonds. Mais elle bénéficierait de l'expérience des fonds nationaux, qui l'aiderait à éviter certains errements du passé – à commencer par la gabegie. On peut aussi imaginer que la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et/ou la Banque mondiale mettent leur expérience et une partie de leur capacité d'investissement au service des projets identifiés.

Si une telle proposition requiert un effort d'imagination du côté européen, elle implique également que la Grèce engage une profonde réforme de ses institutions afin de sortir de son ornière traditionnelle :

celle d'une économie de rente (rente touristique, immobilière, profits liés au commerce d'importation) gangrénée par le clientélisme. Il faudrait sans doute créer des institutions nouvelles – à l'instar de la banque de développement grecque en voie de constitution –, améliorer le régime fiscal des investissements étrangers, réaliser un véritable cadastre couvrant la totalité du pays. Il conviendrait par ailleurs de soutenir la recherche, d'encourager la décentralisation... Bref, un chantier institutionnel d'ampleur, corollaire du projet de développement sans lequel la Grèce ne pourra sortir des difficultés héritées du passé, que les plans d'austérité ont à la fois mises en évidence et aggravées.

L'effort serait donc de taille, mais le jeu n'en vaut-il pas la chandelle ? Les créanciers devenus investisseurs contribueraient

à l'industrialisation de la Grèce, à la création d'emplois industriels, à la baisse du chômage, à l'augmentation de la consommation, à la hausse des rentrées fiscales, au rapatriement des capitaux du fait de l'ancrage de la Grèce dans la zone euro, etc. Ils dessineraient un cercle vertueux à l'exact opposé de celui, vicieux, que tracent les politiques d'austérité. Sans compter que l'un des avantages d'un tel plan serait d'identifier de nouvelles occasions d'investissement pour les industriels du nord de l'Europe. En d'autres termes, la relance de l'Europe endettée servirait celle de l'Union dans son ensemble.

Allons plus loin encore : pourquoi ne pas profiter d'un tel projet pour approfondir les complémentarités industrielles au sein de l'Union ? Bruxelles se complait aujourd'hui à placer les appareils productifs nationaux en concurrence frontale. Ne pourrait-on envisager que les investissements engagés en Grèce soient sélectionnés pour répondre aux besoins de la population, mais également pour s'inscrire dans un système productif véritablement européen ? Les savoir-faire grecs dans certains domaines agroalimentaires, dans les cosmétiques naturels, la construction navale et même dans certaines activités liées aux applications spatiales pourraient être développés et ainsi conforter la base industrielle de l'ensemble de la région.

Un nouveau modèle, susceptible d'être dupliqué ailleurs en Europe, ouvrirait alors la voie à une véritable relance européenne. A l'opposé d'une course à l'échalote productiviste, celle-ci permettrait d'engager l'Europe sur la voie d'un développement nouveau, écologique, humain et solidaire, sur la base de critères élaborés de manière démocratique.

En Espagne, un bâillon sur la colère

La manœuvre visant à casser le thermomètre pour faire chuter la température n'a jamais fait la démonstration de son efficacité. C'est toutefois celle qu'a choisie Madrid pour enrayer les mobilisations que connaît le pays depuis mai 2011 : l'occupation des places, la distribution de tracts ou le collage d'affiches seront désormais interdits. Au risque de souffler un peu plus sur les braises.

PAR CECILIA VALDEZ *

FONDÉE en 2009, notamment par M^{me} Ada Colau – qui, soutenue par le parti anti-austérité Podemos (lire l'article de Pablo Iglesias en première page), vient de remporter les élections municipales à Barcelone –, la Plate-forme de lutte contre les expulsions (PAH) organise la résistance contre les quelque cent quatre-vingts expulsions de logements qui se produisent chaque jour en Espagne. Elle convoque par exemple des manifestations le jour de l'intervention des huissiers ; non sans une certaine efficacité. A partir du 1^{er} juillet, toutefois, cette solidarité exposera ses membres à d'importantes amendes, du fait de la « loi de sécurité citoyenne » approuvée par le Parlement le 26 mars. Principal objectif ? Rendre illégales les actions des nombreux collectifs de ce type qui s'opposent aux mesures d'austérité.

Le mouvement du 15-Mai et l'occupation des places des grandes villes (1) ont fortement irrité les franges les plus conservatrices de la classe politique espagnole. Arrivé au pouvoir lors des législatives de novembre 2011, le Parti populaire (PP, droite) a très vite affirmé son ambition de soumettre certains aspects

* Journaliste.

de la liberté de réunion à une réglementation plus stricte. Le 2 octobre 2012, la déléguée du gouvernement de Madrid, M^{me} Cristina Cifuentes, suggérait de « rationaliser » l'utilisation de l'espace public. La grève générale du 29 mars 2012 avait déjà convaincu divers dirigeants conservateurs d'une urgence : imaginer, pour reprendre les termes du dirigeant politique catalan Felip Puig, « un système judiciaire dont les manifestants aient peur » (TV3, 3 avril 2012). De son côté, M. Jorge Fernández Díaz, ministre de l'intérieur du gouvernement

Interdiction d'appeler à un rassemblement

LE FLOU du texte accroît encore l'inquiétude. Les concepts utilisés sont vagues, ambigus, ouverts à toutes les interprétations. Comment définir, par exemple, les « comportements objectivement dangereux raisonnablement susceptibles d'affecter la sécurité citoyenne » ? Aucune précision n'est apportée, alors que le « principe de clarté » juridique prévoit que les textes législatifs soient suffisamment intelligibles « pour que chacun puisse adapter son comportement

de M. Mariano Rajoy, suggérait le 11 avril 2012 – sans le démontrer – qu'un « saut qualitatif » dans les faits de violence enregistrés justifiait une réforme du code pénal, car il révélait la vraie nature des manifestations : une forme de terrorisme. Trois ans plus tard, son rêve est devenu réalité (2).

Rebaptisée « loi bâillon » par ses détracteurs, la nouvelle loi recense méthodiquement les divers modes de protestation du mouvement social espagnol... et les interdit. Occupation de places, distribution de tracts, collage d'affiches : tout y passe. « La loi bâillon condamne des pratiques qui relèvent de l'exercice légitime du droit de se réunir et de manifester, argue M^{me} Anaïs Franquesa, avocate pénaliste. Manifester devant un centre de santé, par exemple, vous expose à une amende pouvant aller jusqu'à 600 000 euros. » L'un des aspects les plus préoccupants du texte, souligne-t-elle, tient au fait que certaines infractions relevant du code pénal se voient dorénavant rattachées au droit administratif : « Cela permet de se passer des garanties que prévoit le droit pénal en termes de présomption d'innocence, de droit à la défense, de procès équitable, etc. »

de façon à s'y conformer », ainsi que le requiert le Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour les lois restreignant la liberté d'expression.

Le texte punit par ailleurs la diffusion d'appels à manifester sur les réseaux sociaux. Une personne qui informe sur Facebook ou Twitter d'un rassemblement, par exemple, court désormais le risque d'être accusée de délit si des infractions

sont commises lors de l'événement. Les organisations auxquelles appartiennent les personnes accusées de trouble à l'ordre public pourront également être sanctionnées par des amendes allant de 600 à 30 000 euros. Une atteinte inédite au principe de personnalité des peines, selon lequel « nul n'est punissable que de son propre fait ».

La réforme du code pénal transforme la résistance en attentat : une action pacifique comme un sit-in équivaut

désormais à une agression contre les représentants de l'autorité. Pour finir, et sans prétendre à l'exhaustivité, on mentionnera l'introduction d'une peine de prison « permanente révisable » : une forme de perpétuité qui ne dit pas son nom, dans un pays qui compte déjà une peine maximale de quarante ans de prison, et une mesure qui contrevient à l'article 25 de la Constitution, selon lequel « la privation de liberté et les mesures de sécurité doivent favoriser la rééducation et la réinsertion sociale ».

Fraude fiscale et corruption absoutes

MAIS que l'on se rassure : les détenteurs de fortunes mal acquises, eux, peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Non seulement le nouveau code pénal n'alourdit pas les peines prévues pour les délits de corruption – véritable fléau en Espagne –, mais il réduit celles encourues par des fonctionnaires coupables de malversation. Pour les entreprises, même impunité : pour que l'on considère qu'il y a fraude fiscale, il faut désormais que le montant en jeu dépasse les 120 000 euros annuels. Les sociétés privées pourront par ailleurs financer les partis dès lors que les versements ne dépassent pas la bagatelle de... 500 000 euros.

Dans ces conditions, M. Luis Bárcenas, l'ancien trésorier du PP, ne serait même plus inquiété. Celui qui est devenu le symbole de la corruption en Espagne se trouve en première ligne de l'affaire Gürtel (3), qui éclabousse le parti : il est accusé de fraude fiscale, de blanchiment d'argent, de falsification de documents, de détournement de fonds et de tentative de fraude procédurale. Mais en dépit d'un tel palmarès et des sommes astronomiques figurant sur les documents comptables qui l'accablent, il ne pourra plus être condamné

avec la nouvelle loi : aucune des transactions qu'il a effectuées ne dépasse 500 000 euros...

A tout cela s'ajoutent la légalisation du renvoi immédiat des migrants vers le territoire marocain, l'absence d'enquête sérieuse sur les crimes du franquisme ou encore l'annulation du principe de justice universelle, qui permet de poursuivre des responsables d'actes graves perpétrés à l'étranger. Le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, M. Nils Muiznieks, a jugé la loi « hautement problématique (4) ». Human Rights Watch et l'ONU ont fait part de leur préoccupation face à de telles atteintes aux droits humains en Espagne. Sans le moindre effet.

(1) Lire Raúl Guillén, « Alchimistes de la Puerta del Sol », *Le Monde diplomatique*, juillet 2011.

(2) L'une des dispositions, qui encadre le renvoi des migrants à la frontière de Ceuta et de Melilla, est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2015.

(3) Du nom de l'homme d'affaires Francisco Correa, dont le nom signifie « ceinture », en allemand Gürtel.

(4) Cité dans « 20N : Defiende tus derechos, defiende tu justicia », communiqué de l'association No Somos Delito, 13 novembre 2014.

DONNER UNE EXISTENCE LÉGALE À DIX MILLIONS D'ÊTRES HUMAINS

Un passeport pour les apatrides

En France, des dirigeants politiques ont évoqué l'idée de déchoir de leur nationalité certains militants salafistes, créant par là de nouveaux apatrides. Au même moment, le maire de New York Bill de Blasio vient de fournir une carte d'identité municipale aux sans-papiers de sa ville. Une initiative qui n'est pas sans rappeler le passeport Nansen, inventé au lendemain de la première guerre mondiale.

PAR CHLOÉ MAUREL *

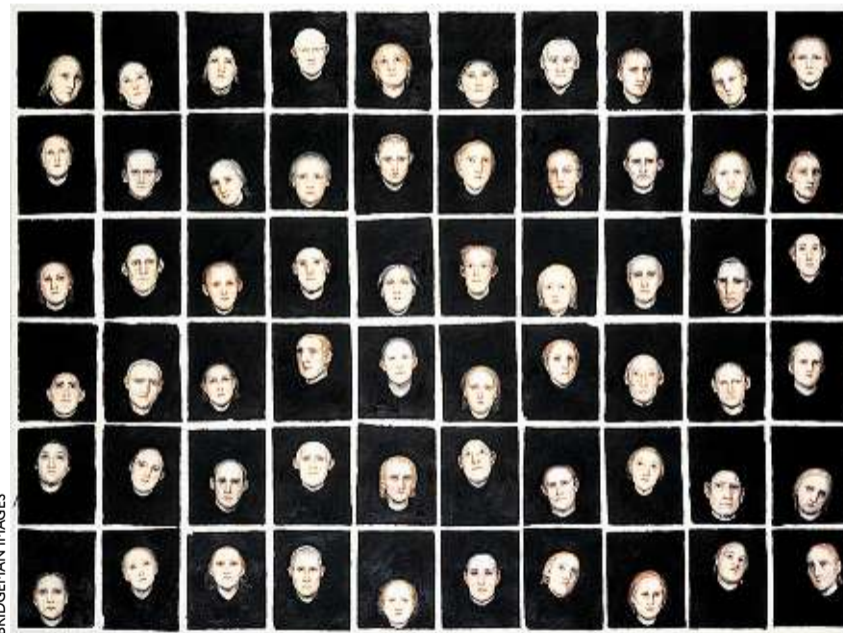
PARTOUT, le nombre de citoyens privés d'existence légale dans les pays où ils résident se multiplie. En Europe, des centaines de milliers de sans-papiers risquent à tout moment d'être enfermés dans l'un des trois cent quatre-vingt-dix centres de rétention administrative que compte le continent. En Chine, plus de deux cent cinquante millions de migrants intérieurs (*mingong*) ayant changé de province sans autorisation officielle, à la recherche d'un travail et d'un sort meilleur, sont cantonnés à un statut de citoyens de seconde zone ; ils n'ont pas accès à des services de base comme l'éducation ou la santé. Au Canada, des « citoyens perdus » – souvent des Amérindiens non pris en compte par la loi sur la citoyenneté de 1947 – sont apatrides dans leur propre pays. Une situation proche de celle des *bidoun* (les « sans », sous-entendu « sans nationalité ») du Koweït, ces habitants principalement d'origine bédouine qui ne se sont pas enregistrés auprès des comités de nationalité créés à l'indépendance, en 1961 (1). Dans les pays baltes, les résidents russes ou d'origine russe sont également considérés

comme des non-citoyens, rejetés et marginalisés (cela concerne plus de 15 % des habitants de la Lettonie). Enfin, en Bosnie, ceux qui refusent d'être rangés dans l'une des trois communautés (Bosniaques musulmans, Serbes orthodoxes ou Croates catholiques) sont appelés « les autres » et ne peuvent pas bénéficier de tous les droits politiques.

Ces cas sont bien entendu très différents. Quoique dépourvus de titres légaux aux yeux de leurs pays d'installation, les sans-papiers d'Europe disposent d'une nationalité, contrairement aux « citoyens

D'Igor Stravinsky à Marc Chagall

LE MAIRE de New York Bill de Blasio a lancé une initiative originale pour doter les sans-papiers de sa ville (environ cinq cent mille personnes) d'une existence légale : depuis le mois de janvier, ces derniers ont la possibilité d'obtenir une carte d'identité municipale qui leur permet d'accéder à certains services publics (bibliothèques, hôpitaux...), ainsi qu'aux banques et à d'autres organismes exigeant un document d'identité. Avec



EVELYN WILLIAMS. – « Audience » (Public), 1993

perdus » ou aux *bidoun*, juridiquement apatrides. Toutes ces personnes ont néanmoins un point commun : faute de documents d'identité, elles se voient privées de nombreux droits politiques, économiques et sociaux.

des milliers de personnes sont venues retirer ce document valable cinq ans.

L'idée de M. de Blasio n'est pas sans rappeler le passeport Nansen, proposé par la Société des nations (SDN) après la première guerre mondiale et qui porte le nom de son inventeur, le Norvégien Fridtjof Nansen. Scientifique et explorateur polaire, diplomate et homme d'Etat, visionnaire et humaniste, celui-ci devint, en 1920, président de la délégation norvégienne auprès de la SDN. Il fut alors chargé d'organiser le rapatriement de quatre cent cinquante mille prisonniers de guerre (la première mission humanitaire de l'organisation). Une fois cette tâche accomplie, Nansen prit, en 1921, la tête du Haut-Commissariat pour les réfugiés de la SDN. Il se consacra alors aux centaines de milliers de personnes déplacées par la guerre – des Magyars

chassés des pays limitrophes et réfugiés en Hongrie, des rescapés du génocide arménien, des musulmans expulsés de Grèce, des chrétiens ayant dû fuir la Turquie, etc.

Comprenant que l'un de leurs principaux problèmes était l'absence de documents d'identité reconnus au niveau international, Nansen inventa un passeport, valable un ou deux ans, renouvelable, premier instrument juridique utilisé dans le cadre de la protection internationale des réfugiés. Une idée qui lui valut le prix Nobel de la paix en 1922 (2), avant que l'Office international Nansen pour les réfugiés ne reçoive lui aussi la prestigieuse récompense en 1938.

Le passeport Nansen a été délivré, pendant l'entre-deux-guerres, à quatre cent cinquante mille personnes : des réfugiés russes fuyant la famine et la guerre civile, devenus apatrides après un décret de décembre 1922 ; des membres des anciennes minorités de l'Empire ottoman, etc. Parmi eux, quelques personnalités, comme la ballerine Anna Pavlova, le compositeur Igor Stravinsky, le peintre Marc Chagall, l'écrivain Vladimir Nabokov ou encore le photographe Robert Capa. Ce document a permis à ses bénéficiaires de ne pas être apatrides, de voyager librement, de bénéficier de droits et, finalement, de s'insérer dans leur pays d'accueil. Le passeport Nansen a disparu avec la SDN. L'Organisation des Nations unies (ONU) pourrait aujourd'hui s'en inspirer pour doter les quelque dix millions d'apatrides que compte la planète d'une existence légale et de droits élémentaires.

(1) Lire Alain Gresh, « Sans-papiers koweïtiens au Koweït », *Le Monde diplomatique*, juin 2013.

(2) Cf. Bruno Cabanes, *The Great War and the Origins of Humanitarianism, 1918-1924*, Cambridge University Press, 2014.

L'ESPAGNE ENTRE DEUX SCRUTINS

Podemos, « notre stratégie »

(Suite de la première page.)

Notre stratégie serait différente, d'abord parce que l'Espagne représente 10,6 % du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro en 2013, contre 1,9 % pour la Grèce (1). Nous engagerions donc le bras de fer avec la certitude de disposer d'une marge de manœuvre plus importante. Bien évidemment, nous aborderions également la question d'une réforme des traités budgétaires, pour accroître les dépenses publiques en investissements et développer les politiques sociales, notamment les retraites, mais aussi pour mettre un terme à la baisse des salaires qui érode la consommation. Une fois ces réformes acquises, et seulement alors, nous pourrions poser la question de la dette au niveau européen, dans le cadre d'une restructuration visant à lier les remboursements à la croissance économique, par

exemple. Seule une stratégie à l'échelle européenne – qui n'existe pas à l'heure actuelle – permettrait d'imaginer un autre paradigme que celui des politiques d'austérité.

Or cette démarche ferait émerger des contradictions chez nos adversaires, notamment au sein des forces sociales-démocrates. Nous sommes conscients de l'immense résistance qu'elle rencontrerait, au sein de l'appareil d'Etat espagnol comme dans l'Eurogroupe; mais si un pays aussi petit et faible que la Grèce a réussi à devenir un tel facteur d'instabilité dans la zone euro, notre capacité à révéler des contradictions de ce type au sein des forces sociales-démocrates serait d'autant plus grande. Il deviendrait clair que le projet européen n'est pas compatible avec les politiques d'austérité, ce qui ouvrirait un espace politique sur la question économique.

Un si long printemps

LES élections municipales du 24 mai dernier [qui ont vu la victoire de Podemos et de ses alliés à Madrid et à Barcelone] constituent un moment-clé du processus de changement, sans précédent depuis la transition démocratique [engagée en 1975 avec la mort du général Francisco Franco]. Bien que cela ait été plus lent que nous l'attendions – et espérons –, nous sommes arrivés à une situation où le bipartisme ne permet plus de comprendre la vie politique en Espagne. Les deux grands partis – Parti populaire (PP, droite) et Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE, gauche) – ont obtenu leurs pires résultats depuis le retour de la démocratie.

S'ouvre ainsi une situation inédite pour les élections générales (2), puisque la bataille se jouera autour d'un front principal : continuité ou changement. Il ne fait aucun doute que le PSOE tentera lui aussi de se présenter comme une force de changement, mais ce ne sera pas facile (3). Pour Podemos, ces élections représentent au contraire un rendez-vous naturel, puisqu'elles viennent clore le cycle politique ouvert par les manifestations du mouvement du 15-Mai (4). Nous sortons d'un hiver difficile, au cours duquel notre adversaire a pensé pouvoir nous faire échouer. Nous avons pris des coups, mais nous avons tenu, et nous avons abordé ces élections municipales, ainsi que les élections andalouses (5), dans de bonnes conditions. Il nous faut néanmoins tirer quelques leçons de la campagne ainsi que du résultat du scrutin.

Pendant quelques semaines, nous avons été sur la défensive. Mais nos efforts pour nous réapproprier notre discours originel – visant à représenter les classes populaires et à défendre les droits sociaux, en mettant en valeur l'action des mouvements sociaux – se sont révélés le meilleur moyen d'incarner la nouveauté,

la régénération. Sur ce terrain, Ciudadanos (Citoyens [6]) n'est pas en mesure de lutter.

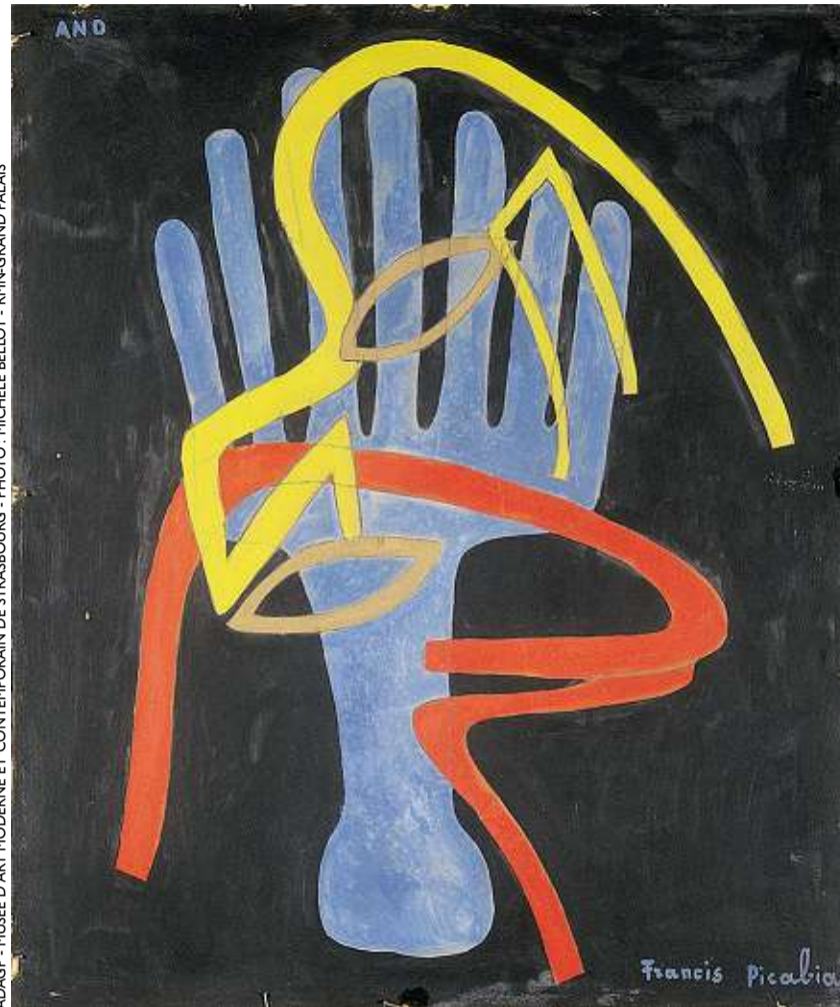
Autre leçon : la dénonciation de la corruption comme modèle économique et politique dont le PP serait la clé de voûte permet d'introduire un clivage efficace. Ici, c'est le PSOE qui n'est pas en mesure de lutter contre nous.

Ces deux axes – défense des classes populaires et refus de la corruption, conçus comme les deux faces d'une même médaille – nous ont permis d'être la seule force politique capable de défier le bipartisme dans bon nombre de municipalités.

L'hiver s'achève ; arrive un printemps qui nous conduira jusqu'en novembre. Le terrain ne nous est pas favorable, mais notre présence institutionnelle s'adosse maintenant à une expérience du combat. Il nous faut désormais sortir des tranchées où nous avons dû nous replier ; il ne nous reste que quelques mois.

D'ici là, la possibilité d'accords avec le PSOE est avant tout un problème stratégique, car notre principal objectif – nous avons toujours été très clairs à ce sujet –, ce sont les élections générales de cet automne. De sorte que chaque décision, chaque situation doit être analysée à la lumière de la position dans laquelle elle nous place pour ce scrutin. En même temps, on ne peut ignorer l'ampleur du désir de changement dans la population, ce qui implique de se montrer à la hauteur.

Il y a donc la question des résultats électoraux, bien sûr, mais au-delà, il y a surtout celle de notre capacité à exercer une pression sur les autres forces politiques. Quand on nous demande : « Passerez-vous des accords avec le Parti socialiste ? », nous répondons : « Les socialistes devront d'abord effectuer un virage à 180 degrés. » Nous savons qu'il existe deux



FRANCIS PICABIA. – « Main mystérieuse », 1938-1942

tendances au sein du PSOE. La première se caractérise par une logique de système, ou de régime, qui soutient que la priorité est de nous stopper, d'arrêter ce mouvement. Pour eux, cela pourrait se traduire par une grande coalition avec le PP ou Ciudadanos. La seconde raisonne selon une logique de parti : elle sait qu'une telle option conduirait à l'implosion du PSOE et donnerait davantage d'espace à Podemos. La question des accords se régletera donc en fonction des résultats électoraux, mais également de notre analyse des différentes situations, en prenant en compte notre capacité à exploiter les dissensions de nos adversaires. Notamment si, comme les sondages le suggèrent, l'Espagne se dirige vers un système à quatre partis, avec des résultats entre 15 et 25 %.

En Andalousie, la question qui se posait n'était pas de former une coalition. Nous avons fixé trois conditions à notre soutien au PSOE pour qu'il forme le gouvernement régional. Nous demandions tout d'abord la démission de deux anciens présidents de l'Andalousie soupçonnés de corruption (l'un siège à l'Assemblée nationale, l'autre au Sénat). Nous exigeons par ailleurs que le gouvernement andalou ne signe aucun contrat avec des établissements financiers qui expulsent des gens sans leur proposer de relogement. Et nous demandions enfin une réduction du

nombre d'assistants politiques haut placés, de façon à permettre la réintégration de tout le personnel des écoles et des hôpitaux qui a été licencié pendant la crise. Il ne s'agissait pas d'un programme de gouvernement, mais de trois conditions pour que nous ne bloquions pas la voie au PSOE. Nos résultats ayant été moins bons que ceux du Parti socialiste, notre marge de manœuvre était limitée. Nous essayons de faire en sorte que tout soutien institutionnel de la part de Podemos – y compris lorsqu'il s'agit simplement de ne pas s'opposer à une prise de fonctions – se traduise immédiatement par des mesures sociales qui attestent qu'un changement est possible. (...) Ces demandes ne coûtaient pas un centime ; elles n'accroissaient pas la dépense publique. Le PSOE a choisi le soutien de Ciudadanos.

La création de ce parti a été un coup très malin, non pas tant parce qu'il drainerait

directement des électeurs qui se tournaient auparavant vers Podemos, mais parce qu'il affaiblit notre discours visant à nous présenter comme le choix du renouveau et qu'il nous subtilise une partie de l'espace que les médias nous accordaient à ce titre. Il existe désormais un autre « parti du changement », qui présente des traits fort différents, puisque Ciudadanos émerge largement au sein même de l'establishment libéral. Cela nous a conduits à reformuler l'hypothèse Podemos.

Notre objectif-clé a toujours été d'occuper la centralité du champ politique en tirant parti de la crise. Cela n'a rien à voir avec le « centre » politique du discours bourgeois. En termes gramsciens (7), notre but dans cette guerre de positions a été de créer un nouveau « sens commun » qui nous permette d'occuper une position transversale au cœur du spectre politique récemment reconfiguré. A l'heure actuelle, l'espace disponible a été réduit par les contre-attaques de l'élite, à commencer par la promotion de Ciudadanos. Notre tâche s'avère donc désormais plus délicate ; elle requiert une nouvelle intelligence stratégique.

Ces initiatives de l'adversaire ont par ailleurs créé de nouvelles difficultés au sein même de notre camp. D'abord, l'apparition de Ciudadanos nous replace dans une logique que nous avons depuis le début considérée comme perdante : celle de l'axe gauche-droite traditionnel. Nous pensons que sur cette base, il n'y a pas de possibilité de changement en Espagne. Le danger aujourd'hui serait d'être renvoyés à cet axe et d'échouer à définir une nouvelle centralité. Dans ce paysage, le discours plébéien de Podemos, organisé autour de l'opposition entre « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut » (l'oligarchie), pourrait être réinterprété comme le discours habituel de l'extrême gauche, ce qui l'exposerait à perdre sa transversalité et le priverait de la possibilité d'occuper la nouvelle centralité. Enfin, nous faisons aussi face au risque – qui représente également un levier potentiel – de la normalisation. Nous n'apparaissions plus comme des outsiders, l'effet de nouveauté s'estompe, mais Podemos a désormais aussi gagné en force et en expérience ; il dispose d'une capacité de représentation accrue. Nous devons impérativement redéfinir ou affiner notre discours afin de déjouer les contre-attaques et de rouvrir l'espace qui nous a été fermé. Ce ne sera pas facile.

Maintenir le jeu politique ouvert

NOUS avons été confrontés à un cas d'école lors de la visite officielle du roi d'Espagne au Parlement européen, le 15 avril 2015. Un tel événement nous place devant une question difficile : celle de la monarchie. Pourquoi difficile ? Parce qu'elle nous interdit d'emblée la centralité du terrain. Il existe, grosso modo, deux options. La première, généralement adoptée par la gauche – dont Izquierda Unida (Gauche unie) –, consiste à dire : « Nous sommes républicains. Nous ne reconnaissons pas la monarchie, nous n'irons donc pas à la réception en l'honneur du roi d'Espagne. Nous ne reconnaissons pas cet espace de légitimité pour le chef de l'Etat. » Même si c'est une position parfaitement tenable sur le plan éthique et moral, elle nous place immédiatement dans l'espace de la gauche radicale, dans un cadre très traditionnel. Cela nous aliène instantanément de larges couches de la population qui éprouvent de la sympathie pour le nouveau roi (8), et ce quoi qu'elles puissent penser d'autres questions et indépendamment du fait qu'elles associent l'ancien roi à la corruption de l'ancien régime. La monarchie figure toujours parmi les institutions les plus appréciées en Espagne. (...) Deux options, donc : soit nous n'allons pas à la réception et nous restons coincés dans la grille d'analyse traditionnelle de l'extrême gauche, qui offre très peu de possibilités d'action ; soit nous y allons, et Podemos se mêle à la classe politique, ce qui revient à valider le cadre institutionnel. Bref, à passer pour des traîtres, des monarchistes ou que sais-je...

Comment avons-nous résolu ce dilemme ? Nous y sommes allés, mais sans rien changer à notre façon de nous présenter, avec nos vêtements de tous les jours, en ignorant le protocole. C'est une toute petite chose, mais c'est symboliquement représentatif de Podemos. En outre, j'ai offert au roi le DVD de la série *Le Trône de fer* (*Game of Thrones*), en les lui présentant comme un outil d'interprétation de ce qui se passe en Espagne. (...) Bien sûr, c'est une posture délicate à tenir, mais c'est la seule qui nous permette de maintenir le jeu politique ouvert, de manœuvrer au cœur de ces contradictions, bref, de remettre en cause le statu quo, au lieu d'être relégués dans une position pure mais impuissante.

PABLO IGLESIAS.

Toutes les notes sont de la rédaction.

- (1) Source Eurostat.
- (2) Qui doivent se tenir avant décembre 2015.
- (3) Le PSOE a dirigé le pays de 1982 à 1996 puis entre 2004 et 2011.
- (4) 15 mai 2011, début de l'occupation de la Puerta del Sol à Madrid.
- (5) Lors du scrutin anticipé pour le renouvellement du Parlement régional andalou, le 22 mars, le PSOE a obtenu 35,5 % des voix, contre 27 % pour le PP et 15 % pour Podemos. La candidate du PSOE Susana Diaz a conclu un accord d'investiture avec Ciudadanos le 9 juin 2015.
- (6) Parti conservateur anticorruption issu de la formation catalane Ciutadans, fondée en 2006.
- (7) Antonio Gramsci (1891-1937), dirigeant du Parti communiste italien, a insisté sur le rôle du combat idéologique dans la prise du pouvoir et la légitimité à le conserver.
- (8) Le roi Juan Carlos, soupçonné de corruption, a abdicé le 18 juin 2014 au profit de son fils Felipe.



Les tongs voyagent à l'œil

UN CABINET de curiosités réunissant les idées folles de la pensée de marché souffrirait d'encombrement. La cotation en Bourse d'être humains voisinerait avec le paiement d'élèves pour qu'ils acceptent de lire, avec les produits dérivés sur les catastrophes climatiques ou avec la privatisation des baleines. En juin dernier, le jeu réputé infallible de l'offre et de la demande a engendré une nouvelle bizarrerie, cette fois dans le domaine d'ordinaire peu excentrique du transport maritime : le coût du trajet Asie-Europe était... négatif.

Le prix d'un emplacement de conteneur standard sur le pont d'un navire amarré à Shanghai et à destination de Rotterdam se reflète dans un indice, le Shanghai Containerized Freight Index (SCFI). Sur cette route Asie-Europe, l'indice gravite depuis quelques années autour de 1 000 dollars pour une boîte de trente mètres cubes, soit un volume correspondant à environ 21 000 paires de tongs. A ce tarif, chaque paire parcourt un trajet de plus de 22 000 kilomètres pour un coût inférieur à 5 centimes. Sans cette quasi-gratuité du transport, les délocalisations n'auraient pas été si nombreuses ni le dumping social si profitable. C'est pourquoi les progressistes de tout bord insistent pour taxer massivement le déplacement de marchandises à faible valeur ajoutée. Ralentir les flux pour raccourcir les circuits : revanche des sandales artisanales.

On n'en prend pas le chemin. Car la guerre des prix du transport fait rage. Pour réaliser des économies d'échelle et

ruiner leurs concurrents, les armateurs s'équipent de navires toujours plus grands. En 2005, aucun porte-conteneurs ne transportait plus de 9 500 boîtes ; en 2015, des géants de 19 000 conteneurs croisent sur les océans. Un seul de ces navires peut convoyer plus de paires de tongs qu'on ne compte d'habitants dans la zone euro. Or cette dernière ne brille guère par sa pétulance économique. Plus d'offre de transport, moins de demande : les prix s'effondrent.

Le 22 juin, l'indice SCFI atteignait 205 dollars. Cette somme inclut une taxe relative au prix du gazole, le *bunker adjustment factor*, lequel s'élevait à 300 dollars. En d'autres termes, le coût du transport pur – si l'on exclut cette taxe – s'aventurait en territoire négatif, à 205 dollars moins 300 dollars soit... moins 95 dollars. « En fait, les compagnies de transport paient leurs clients pour acheminer des cargaisons d'Asie vers l'Europe du Nord (1) », constatait un analyste du secteur. En ce début d'été, le libre marché rappelait à l'humanité souffrante qu'elle avait accompli un pas de géant vers la civilisation : une paire de tongs pouvait traverser la Terre pour un coût moins que nul.

PIERRE RIMBERT.

(1) Linton Nightingale, « Asia-North Europe box rates plunge "below zero" », *Lloyd's List*, Londres, 15 juin 2015. Cette situation s'est déjà produite à plusieurs reprises depuis 2009.

Tunisiennes après la révolution

Quatre ans après la chute de M. Zine El-Abidine Ben Ali, les différences de condition entre les femmes reflètent une Tunisie divisée sur le plan politique, minée par les inégalités sociales et par les disparités régionales.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
FLORENCE BEAUGÉ *

ELLES VIVAIENT SUR une image : celle de la femme émancipée, bénéficiant depuis la présidence de Habib Bourguiba d'un statut unique dans la région. Le code du statut personnel (CSP), adopté dès 1956, avait fait d'elles une exception dans le monde musulman : interdiction de la polygamie, de la répudiation et des mariages forcés, droit au divorce. Elles votaient depuis 1959, pouvaient avorter depuis 1973, et plusieurs étaient devenues ministres. M. Zine El-Abidine Ben Ali vendait partout cette image de « la » femme tunisienne.

Au lendemain de la chute du dictateur, en janvier 2011, il a fallu admettre qu'il y avait non pas « une », mais « des » Tunisiennes, et surtout qu'il existait un gouffre entre les textes et les usages. A quelques kilomètres de Tunis et de ses brillantes femmes médecins, avocates ou chefs d'entreprise, se battent pour survivre des femmes analphabètes, dont le sort a pour noms pauvreté, précarité et violence. Dans le contexte d'une économie chancelante, de conflits sociaux à répétition et d'épisodes sanglants réguliers, les Tunisiennes ont pris la mesure du conservatisme de leur société. A Tunis, dans les milieux libéraux, on n'évaluait pas jusque-là l'ampleur du phénomène.

Peu de chose a changé depuis quatre ans, mais au moins le droit de faire de la politique et de s'exprimer a été arraché. On parle, on respire, et c'est énorme. Tous le disent, et les femmes encore plus : « Enfin, nous voyons la Tunisie telle qu'elle est. On identifie les vrais problèmes. Cette liberté a des côtés pervers, car elle remet en question certains de nos acquis, mais au moins nous savons ce qui nous menace », explique la sociologue Khadija Cherif, figure de la société civile, en référence à la libération d'une parole machiste et souvent obscurantiste.

Personne n'a oublié qu'il a été un moment question d'inscrire dans la Constitution (adoptée en janvier 2014) la « complémentarité » des femmes avec les hommes, au lieu de l'« égalité ». Ni les propos rétrogrades tenus à la télévision par un député d'Ennahda, M. Habib Ellouze – à présent écarté du parti islamiste –, qui a parlé de l'excision comme d'une « opération esthétique ».

« A Tunis, on parle des rurales sans les connaître »

Cette parole décomplexée s'est accompagnée de la légalisation des partis islamistes et de la montée des extrémismes. La majorité des femmes ont résisté à ce qu'elles considéraient comme un danger. A l'élection présidentielle de décembre 2014, elles ont voté massivement en faveur de M. Béji Caïd Essebsi, considéré comme un meilleur rempart contre l'insécurité ambiante et la menace djihadiste que son rival Moncef Marzouki. M. Caïd Essebsi a été choisi par 56 % des votants, mais par 75 % des électrices, selon l'institut de sondage tunisien Sigma (1).

« Les femmes sont plus que jamais un enjeu en Tunisie. La bataille n'est pas gagnée. Elle l'est dans les textes, mais pas dans les mentalités », observe Souhayr Belhassen, journaliste et présidente d'honneur de la Fédération internationale des droits de l'homme. Dès que l'on sort des grandes villes, on découvre des régions qui n'ont « jamais connu la démocratisation », relève Emna Mnif. Pour cette professeure de médecine très impliquée dans le développement des zones déshéritées, l'élite refuse

depuis Bourguiba « de voir qu'il y a une autre culture en Tunisie, conservatrice plutôt que religieuse, et qu'il aurait fallu aller à sa rencontre ».

Même constat de la part de M^{me} Amira Yahiaoui, jeune directrice de l'association Al-Bawsala, qui suit de près les travaux des députés. Depuis quatre ans, remarque-t-elle, « entre une élite supposée moderniste et le reste », au lieu de dialoguer, on a pratiqué « l'exclusion et le mépris, ce qui a aggravé le clivage entre les femmes ». Avec le traumatisme de ses vingt-deux morts, l'attentat du Bardo, le 18 mars dernier, a donné l'impression d'avoir atténué la bipolarisation de la société – pour ou contre Ennahda. Tournant ou effet conjoncturel ?

Il n'y a pas de retour du patriarcat, mais un affrontement en sourdine, parfois au grand jour, entre deux modèles de société : l'un, laïque, qui prédomine surtout à Tunis et dans sa banlieue nord ; l'autre, traditionnel et religieux, qui a une sorte de revanche à prendre sur les années Bourguiba et Ben Ali.

Bien que cent dix kilomètres seulement les séparent, Béja se trouve à des années-lumière de Tunis. Outre d'innombrables cigognes, cette région agricole du Nord-Ouest a une réputation : « Ce sont les femmes qui triment. Les hommes sont au chômage, au café ou à la maison », vous répète-t-on. Pour M. Hosni Abdelkarim, président de l'Association de développement intégré et durable à Béja, les « grandes oubliées » de la Tunisie sont

(Suite de la première page.)

Pour expliquer leur engagement dans cette unité dès sa création, M^{mes} Ahmed Rachid et Hama Amin Ahmed invoquent sans hésiter « l'impératif de prendre les armes pour défendre la nation menacée » et l'impossibilité de rester à la maison pendant que leurs compatriotes se faisaient tuer. Les deux officières ne cachent pas les difficultés rencontrées, en particulier pour vaincre les réticences de la société kurde d'Irak. « Nous avons dû surmonter nombre d'épreuves. C'était une lutte. Cette liberté [de devenir militaire] n'est pas une faveur que les hommes ont daigné nous concéder ; nous nous sommes battues pour l'obtenir », déclare M^{me} Hama Amin Ahmed, qui affirme être restée célibataire pour pouvoir consacrer sa vie au combat. « Une soldate n'imité pas un prétendu modèle masculin ; il est dans son droit de prendre les armes », martèle de son côté M^{me} Ahmed Rachid.

L'admiration pour ces combattantes ne doit pas conduire à négliger la stratégie de communication soigneusement élaborée par les autorités kurdes irakiennes à destination des médias occidentaux. Cette présence féminine permet de susciter la sympathie et d'attirer les aides étrangères dans la lutte contre l'OEI. Les combattantes rechignent d'ailleurs à aborder le thème de l'oppression des femmes dans la société kurde irakienne. Nos interlocutrices réfutent l'hypothèse de l'armée comme moyen d'émancipation dans une société patriarcale : selon elles, leurs concitoyennes seraient absolument libérées et n'éprouveraient aucun besoin de s'engager militairement pour devenir les égales des hommes.



ALESSIO PADUANO. – Dans la médina de Tunis, 2012

les femmes des zones rurales. Or 34 % de la population vit dans les campagnes. « A Tunis, on parle des femmes sans les connaître. On n'imagine pas les conditions de vie des rurales, qui doivent porter l'eau et le bois », lance-t-il.

Licenciées par le sous-traitant de H&M et Zara

Elles sont cinq, pliées en deux, à bêcher un champ de petits pois, à quelques kilomètres de là. Monia a 30 ans, un frère au chômage et une vieille mère à charge, et avoue que sa vie est dure. « Mais que faire d'autre puisque je ne sais ni lire ni écrire ? », demande-t-elle en arabe, résignée. Quelques jours par mois, elle travaille pour un agriculteur. Son salaire : 10 dinars (4 euros) par jour. Debout chaque matin à 6 heures, elle se couche à 20 heures. « Certaines semaines, mon patron m'embauche, d'autres non. Il dit que lui-même a du mal à s'en sortir. »

Sa vie ressemble à celle des femmes de la région, souligne M^{me} Ichrak Gharbi, professeure d'éducation physique dans un lycée de Béja, bénévole pour assister les femmes rurales. « Pour quelques dinars, elles font tout : le travail des champs, la traite, s'occuper des animaux, le pain... Sans compter les trajets, comme du bétail, à l'arrière de camions sans protection. L'homme refuse de travailler pour un salaire aussi bas. La femme, elle, n'a pas le choix, mais surtout elle tient à son emploi, car cela lui donne une certaine autonomie. »

Alors que, dans le sud du pays, de plus en plus de garçons désertent l'école, dans le nord, ce sont les filles que l'on retire du système scolaire pour les envoyer aux champs. « Je vois même des pères vendre leurs filles de 13 ans comme petites bonnes à Tunis », dit M^{me} Gharbi.

Plus au sud, dans l'arrière-pays de Monastir, fief des entreprises textiles – qui représentent 19 % du produit intérieur brut (PIB) –, les femmes ne sont guère mieux loties. Les usines ferment les unes après les autres. A Ksar Hellal et Ksibet El-Médiouni, quelque sept mille cinq cents personnes ont basculé dans le chômage ces dernières années ; des femmes dans 86 % des cas.

Après dix ou vingt ans, l'employeur – bien souvent le groupe textile belge Jacques Bruynooghe Global, fournisseur notamment de H&M et de Zara – a remercié ses ouvrières du jour au lendemain. Trop peu qualifiées pour retrouver un emploi, ces femmes sont dans la survie, attendant l'heure d'une misérable retraite. « J'ai 42 ans, deux enfants et une maladie professionnelle. On me dit qu'à mon âge, je ne suis plus rentable. Je n'ai pas la moindre couverture sociale », soupire l'une. « J'ai retrouvé du travail, mais au noir. Je n'ai été payée qu'un mois sur trois. Comme j'ai protesté, mon patron m'a répondu : "Tu te laissais bien exploiter par le Belge. Et avec moi qui suis tunisien, tu refuses ?" », relate de son côté une mère de quatre enfants. Selon les statistiques officielles, les femmes n'occupent qu'un emploi sur quatre. En 2014, le chômage frappait 12,7 % des hommes et 22,5 % des femmes (21,2 % et 40 % chez les diplômés de l'enseignement supérieur [2]).

L'autre combat

Or, en réalité, ces amazones fières de leur pays ne sont guère représentatives. Le phénomène demeure même marginal : le bataillon féminin ne compte que cinq cents à six cents membres. S'y ajoutent quelques dizaines de soldates opérant dans les autres unités, pour une armée de cent quatre-vingt-dix mille personnes.

La publicité faite autour des combattantes masque une réalité beaucoup plus contrastée de la condition féminine au Kurdistan irakien. Directrice de l'organisation non gouvernementale (ONG) Asuda, qui, basée à Souleimaniyé, œuvre depuis 2000 pour la défense des droits des femmes, M^{me} Khanim Latif évoque les nombreux maux qui rongent la société. Tout d'abord, les « crimes d'honneur », qui restent bien trop fréquents. M. Aso Kamal, militant des droits humains, estime qu'entre 1991 et 2007 plus de douze mille femmes ont été tuées sur le territoire du GRK au nom de l'honneur familial, que les sociétés patriarcales lient intimement au corps féminin, à sa décence et à sa pureté (2). La persistance de l'auto-immolation par le feu, souvent signe d'une détresse extrême face à la pression familiale, inquiète par ailleurs les ONG. Entre les vrais incidents domestiques et les tentatives de suicide dissimulées, des chiffres fiables restent difficiles à obtenir. Les données d'Asuda font cependant état de dix-neuf cas à Souleimaniyé en 2014.

AUTRE fléau auquel sont confrontées les jeunes filles kurdes : le mariage précoce. Il s'agit d'une pratique très répandue, et en augmentation, surtout dans les villages les plus pauvres et au sein des populations déplacées, pour lesquelles le mariage d'une enfant représente une aubaine

économique. Le manque d'accès à l'éducation est un facteur déterminant : « Dans certains villages, il n'y a pas de collège. Les fillettes n'ont donc rien d'autre à faire que de rester à la maison et d'attendre le mariage », explique M^{me} Latif. Elle évoque aussi l'excision : selon un rapport de l'ONG Wadi, celle-ci concernerait 57 % des filles âgées de 14 à 18 ans.

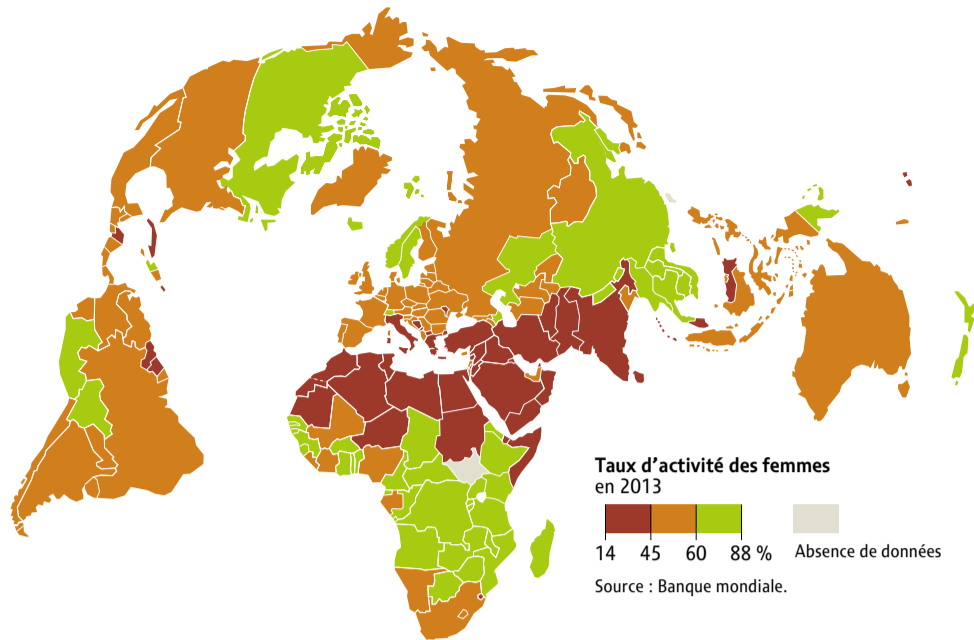
TOUTEFOIS, le GRK a entrepris des efforts législatifs notables, qui le distinguent du reste de l'Irak. En 2011, le Parlement kurde adoptait la « loi n° 8 » relative à la violence domestique, qui reconnaît comme un crime la violence physique et psychologique au sein de la famille, le mariage forcé ou précoce, l'excision, le viol conjugal et la discrimination dans l'éducation. Le texte prévoit la création d'une cour spéciale pour les cas de violence domestique, ainsi que l'amélioration de la prise en charge et du suivi des victimes (3). M^{me} Latif pointe néanmoins sa portée symbolique : « Faire voter une loi sans mettre en œuvre des moyens concrets pour l'appliquer est absurde. C'est le système tout entier qu'il faut changer. » Certains dispositifs tardent à être mis en place, et les ONG se plaignent du manque de financements. Modifier durablement les mentalités nécessite un combat de longue haleine, avec de multiples campagnes de sensibilisation à desti-

(2) « Iraq : Kurdish government promises more action on honour killings », Réseaux d'information régionaux intégrés (IRIN), Erbil, 27 novembre 2010.

(3) « Act no. 8 of 2011 - The act of combating domestic violence », www.eckrg.org

Géographie des progrès de la condition féminine

Le taux d'activité des femmes reste faible dans l'aire islamique, même si cela s'explique surtout par la non-reconnaissance des emplois informels ou domestiques. Au sein de cette aire, la Tunisie et dans une moindre mesure l'Irak se distinguent par une forte représentation féminine dans la vie politique, plus importante que dans certains pays européens.

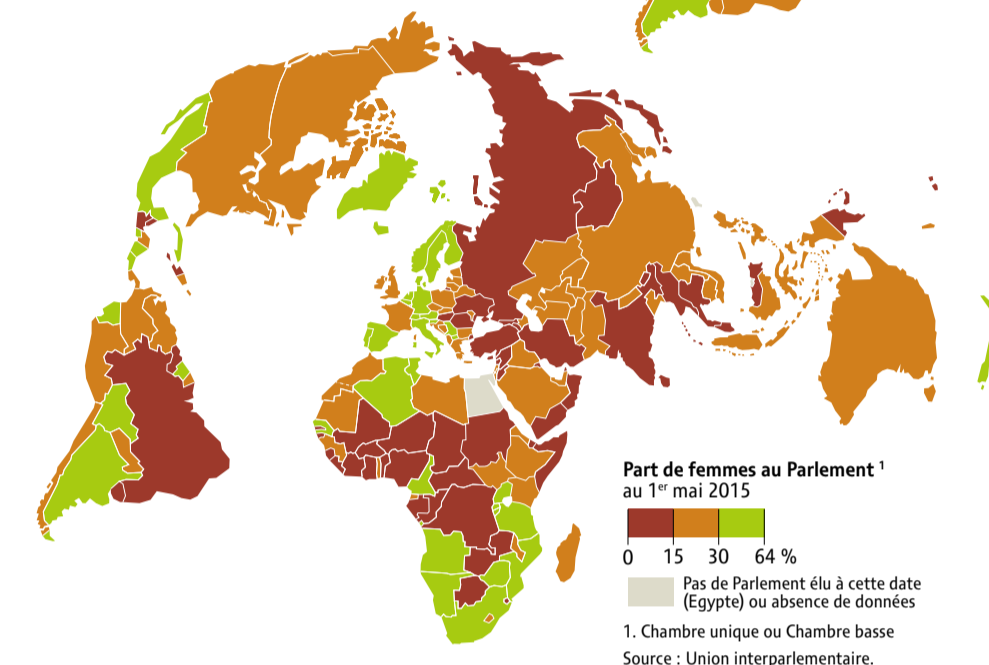


A Ksibet El-Médiouni, localité de vingt-cinq mille habitants, le sentiment général est que «*tout a régressé depuis la révolution*». Ici aussi, on évoque les femmes de Tunis avec ressentiment. «*Les bourgeoises de La Marsa* [station balnéaire chic au nord de Tunis] nous agacent avec leurs beaux discours», lance Ibtihene, 28 ans, comptable. «*Elles ne représentent qu'elles-mêmes*», renchérit son amie Nejoua, professeure de français.

« Nous sommes toutes des démocrates »

L'une voilée, l'autre pas, les deux jeunes femmes rejoignent cependant les «*bourgeoises de La Marsa*» pour réclamer l'égalité en matière d'héritage. «*Ce n'est pas juste que les garçons héritent de deux parts et les filles d'une seule*», estiment-elles. Mais le Coran étant explicite sur ce point, le pouvoir n'a jamais pu légiférer sur cette question. Bénévole dans un centre d'écoute pour femmes, Nejoua s'inquiète, quant à elle, de l'augmentation des violences envers les femmes : «*Une sur deux subit des violences physiques, d'après nos enquêtes*.»

Si le Sud n'est pas riche, les femmes sont persuadées qu'elles y vivent mieux. «*Ici, les hommes sont travailleurs*», disent-elles avec le sourire. A Zarzis comme à Médenine ou Djerba, les voiles et les robes longues sont la norme. Chacune se félicite de pouvoir porter librement le foulard islamique sans se retrouver aussitôt dévoilée de force par la police, comme à l'époque de M. Ben Ali. «*Une souffrance*», se souviennent-elles, avant de rappeler le harcèlement qui visait les familles des islamistes et les contrôles au commissariat, jusqu'à huit fois par jour. Aux élections législatives, la région s'est rattrapée. Alors que la Tunisie dans son ensemble désavouait Ennahda, le Sud conservateur, lui, votait résolument pour le parti islamiste.



Président de décembre 2011 à décembre 2014, M. Marzouki, dont le seul nom suscite à Tunis rancœur et colère en raison de son laxisme supposé envers les islamistes, reste ici adulé. «*C'est un docteur, un homme honnête. Nous le regrettons*», affirme Nafissa, la quarantaine, en jean, voile violet sur les cheveux. Cette institutrice de Médenine, divorcée, est heureuse, en dépit d'un environnement difficile : climat rude, sol désertique, absence de transports... «*Je me sens bien ici, j'ai le soutien de mon père. La solidarité familiale compense le reste*», dit-elle.

A Djerba, non loin du village d'El-May, c'est la fête chez M^{me} Nour El-Houda. On marie sa cousine. Les femmes et les petites filles ont revêtu leurs habits traditionnels. Toutes sont voilées. «*Avant la*

révolution, rien ne m'intéressait. Maintenant, je travaille à l'atelier de tissage de mon mari, et bientôt, je deviendrai la chef!», clame Ferdaous, 30 ans, en éclatant de rire. Jusqu'en 2011, les maris redoutaient la moindre initiative de leurs épouses, de crainte de s'attirer les représailles du pouvoir. Porter le foulard ou militer dans une association étaient des audaces interdites. Ferdaous enfonce le clou : «*A présent, j'ai carte blanche, et j'en suis fière!*» M^{me} El-Houda, la quarantaine, s'est elle aussi imposée à son mari en s'impliquant avec passion dans le milieu associatif. Elle s'est initiée à Internet et propose désormais aux femmes des formations «*pour les rapprocher de leurs enfants*». Ici comme dans tout le pays, les mères redoutent la tentation djihadiste pour leurs fils. Chaque localité a fourni son contingent à l'Organisation de l'Etat islamique.

Indice de discrimination des femmes dans le droit de la famille

L'indice va de 0 à 1 – plus il est élevé, plus la discrimination des femmes est forte. Il prend en compte les indicateurs suivants : âge légal du mariage, part de mariages précoces pour les femmes, autorité parentale, lois sur l'héritage.



Ferdaous connaît personnellement quatre jeunes qui sont partis en Syrie. L'un d'eux est mort. «*On n'a pas compris. C'étaient des gens "normaux", pas des extrémistes*.»

Pendant les vingt-quatre années du pouvoir de M. Ben Ali, M^{me} Besma Jebali a refusé de voter. Aujourd'hui, elle est députée Ennahda de Djerba. Si quelque chose agace cette femme dynamique, diplômée en gestion des ressources humaines, ce sont les étiquettes distribuées à Tunis : d'un côté, les femmes «*dites démocrates, qui ne portent pas le voile*»; de l'autre, les voilées, accusées de défendre un «*projet de société arriéré*». «*Nous sommes toutes des démocrates, et ce n'est pas le foulard qui fait la différence, s'indigne-t-elle. Le voile ? C'est un habit religieux devenu légal, pas une obligation*.»

Pas question pour elle de laisser aux Tunisoises le monopole de l'identité de la Tunisienne. «*Si une femme lève son verre de champagne et déclare : "Je suis représentative de la femme tunisienne", je lui réponds : "Non, vous faites partie d'une minorité. Vous avez le droit de boire de l'alcool et de vivre en concubinage, mais ne nous imposez pas votre modèle!"*»

L'urgence de réformer l'éducation

Ce langage inquiète à Tunis, où Ennahda est souvent assimilé – de bonne ou de mauvaise foi – aux extrémistes salafistes. Peu imaginent que le parti islamiste ait pu évoluer. «*Ce sont des menteurs. Ils tiennent un double langage*», accuse-t-on.

Quel remède contre l'obscurantisme ? A Tunis, tous soulignent l'urgence de réformer l'éducation, secteur sinistré après les années Ben Ali. «*Ma priorité ? L'enfance ! 90 % des jardins d'enfants sont aujourd'hui dans le secteur privé, le plus souvent aux mains d'associations ou d'écoles coraniques, sans inspection ni contrôle*», déclare M^{me} Samira Merai, ministre de la femme, de la famille et de l'enfance.

Un travail considérable reste à faire, à tous les degrés de l'enseignement scolaire et universitaire. «*La force du pays, dans les années 1970, tenait à son niveau d'éducation. Aujourd'hui, le degré de délabrement de nos universités est ma principale angoisse*», avoue l'ancien président Marzouki.

Dans ce contexte, beaucoup redoutent que le modèle de société traditionnel ne soit appelé à durer. «*Les femmes ont développé un mode de vie qui s'accommode des exigences islamistes. Je ne vois pas cela comme une mode ou comme un cachemir, mais comme quelque chose de profond, qui ne disparaîtra pas avec le temps*», s'inquiète M^{me} Neila Chaabane Hammouda, ancienne secrétaire d'Etat à la famille. Faut-il combattre ce modèle de front, en raison du risque de dérapage salafiste ? A Tunis, la réponse est oui. Ailleurs, on juge cette approche contre-productive, en raison des crispations qu'elle provoque.

Pour l'heure, les Tunisiennes se rejoignent sur un point : «*Nous sommes des battantes et nous ne nous laisserons pas imposer quoi que ce soit*», affirment-elles du nord au sud.

FLORENCE BEAUGÉ.

des femmes kurdes d'Irak

nation des représentants religieux et tribaux, des médecins, de la police, des familles.

Par ailleurs, les autorités elles-mêmes ne garantissent pas toujours la transparence et l'indépendance de la justice. Plusieurs rapports et témoignages montrent que de nombreux auteurs de violences reçoivent des sanctions très légères, voire nulles, si l'acte a été «*légitimé*» par le comportement de la victime. Il arrive aussi que des juges proposent à un violeur d'épouser sa victime pour qu'elle retrouve son honneur (4). Enfin, les tribus demeurent très influentes. Elles interfèrent fréquemment dans le déroulement du procès pour protéger leurs membres, par exemple en offrant une compensation financière aux victimes et à leur famille en échange de leur silence.

LES villes enregistrent toutefois des progrès. En 2008, il y a eu deux fois et demie moins de femmes brûlées au nom de l'honneur à Souleimaniyé que dans la périphérie (5). En outre, la violence connaît une certaine diminution ; l'excision serait de moins en moins pratiquée (6).

Une organisation comme Zhiyan multiplie les initiatives pour faire évoluer les esprits. En s'appuyant sur un réseau d'une trentaine d'ONG de femmes et de militants, elle maintient une pression constante sur le gouvernement. La coordination s'est notamment mobilisée dans l'affaire Duniya, du nom d'une jeune fille de 14 ans mariée deux fois, torturée puis tuée par son mari polygame (7). Le meurtrier, protégé par sa tribu, a revendiqué son acte dans une vidéo publiée sur YouTube où il invoque son honneur bafoûé : l'adolescente aurait été amoureuse d'un garçon de son

âge. Zhiyan et d'autres associations féministes ont organisé des manifestations et un sit-in devant le Parlement. Elles ont exigé la stricte application de la loi, sans intervention tribale, et le jugement de toutes les parties impliquées dans le mariage de l'enfant, sa famille et le dignitaire religieux compris. Ce cas – pour lequel la procédure judiciaire est toujours en cours – illustre l'échec du dispositif légal mis en place sur le territoire du GRK. Mais il révèle aussi une société vigoureuse et déterminée à lutter pour ses droits.

Cette persévérance paye parfois. En 2000, Asuda inaugurait le premier foyer de protection pour femmes menacées de crime d'honneur ; il en existe aujourd'hui dans les trois gouvernorats du Kurdistan irakien. En 2007, le GRK mettait en place une direction au sein du ministère de l'intérieur afin de récolter des données et statistiques et d'assurer la visibilité des cas de violence. Le Haut Conseil des femmes était créé deux ans plus tard. Composé de militants des droits des femmes et présidé par le premier ministre, il travaille en lien étroit avec les ONG et les institutions gouvernementales. Des quotas réservent désormais 30 % des sièges à des élues au Parlement kurde. «*La situation au Kurdistan irakien est bien meilleure que dans le reste du pays ; mais ce n'est pas ce que nous visons. Cela ne nous suffit pas*», conclut M^{me} Latif.

REZHIN (8), 22 ans, diplômée de l'université de Souleimaniyé, incarne ce désir d'indépendance et d'autonomie : «*Je n'ai pas envie d'avoir une maison, des enfants et un mari pour qui je cuisine. C'est comme s'il y avait deux vies : l'une avant et l'autre après le mariage et tous les devoirs qui vont avec. Est-ce que c'est cela, l'amour, se plier à tous*

les désirs de quelqu'un qui ne fait rien pour vous en échange ? » Rezhin s'empare contre la société patriarcale, et surtout contre ces femmes qui l'acceptent et participent ainsi à son maintien. Bien qu'elle n'ait jamais eu de problèmes avec sa famille, elle sait que tous ne partagent pas son point de vue et préfère donc rester discrète. «*Certains amis proches m'ont fait part de leur désapprobation, mais je veux les mettre au défi. J'ai envie de voyager, d'être bien éduquée, d'être encore plus forte et libre. Mais je veux revenir au Kurdistan, pour leur prouver que je peux vivre dans mon pays avec ma mentalité*.» A propos de Helly Luv, Rezhin se montre d'ailleurs sceptique : «*Elle a été élevée en Occident ; les choses ont été plus faciles pour elle. Elle n'a pas eu à se battre*.» Par principe, elle refuse de s'installer dans l'espace réservé aux femmes et aux familles dans les restaurants. Et elle s'offusque de ce que, dans la langue kurde, une formule de remerciement bénisse uniquement les membres mâles d'une famille. A bien des égards, le Kurdistan irakien recèle d'autres combattantes insoupçonnées.

NADA MAUCOURANT.

(4) «*Working together to address violence against women and girls in Iraqi Kurdistan*», International Rescue Committee, New York, août 2012.

(5) Nazand Begikhani, Aisha Gill, Gill Hague et Kawther Ibraheem, «*Honour-based violence (HBV) and honour-based killings in Iraqi Kurdistan and in the Kurdish diaspora in the UK*», université de Roehampton (Royaume-Uni), novembre 2010.

(6) «*Significant decrease of female genital mutilation (FGM) in Iraqi Kurdistan, new survey data shows*», Wadi, Francfort, 20 octobre 2013.

(7) «*Kurdish teenager's "honor killing" fades to memory as Iraq violence swells*», Huffington Post, 17 juillet 2014.

(8) Prénom d'emprunt.

(1) «*Un million de femmes ont voté BCE*», entretien avec Hassan Zargouni, président-directeur général de l'Institut de sondage Sigma Conseil, WMC, 26 décembre 2014.

(2) Institut national de la statistique de Tunisie, enquête nationale sur la population et l'emploi, 2006-2014.

Les Balkans, nouvelle ligne de

Après l'Ukraine, les Balkans deviendront-ils le théâtre d'un nouvel affrontement Est-Ouest? La Russie réinvestit dans la région, pour des raisons autant commerciales que géopolitiques. Mais, même en entretenant l'influence qu'il y exerce traditionnellement, Moscou ne peut guère fonder d'espoir sur une région qui se tourne toujours davantage vers l'Union européenne.

PAR JEAN-ARNAULT DÉRENS
ET LAURENT GESLIN *

SERBIE, Kosovo, Monténégro et Macédoine se trouvent-ils sur une « ligne de feu » séparant la Russie et l'Occident? C'est ce qu'affirmait le secrétaire d'Etat américain John Kerry le 24 février dernier devant le comité des affaires étrangères du Sénat. Mais la Russie a été la première à dresser un parallèle entre l'Ukraine et les Balkans. Les arguments mobilisés par Moscou en mars 2014 à propos de son annexion de la Crimée résonnaient comme un écho ironique à ceux avancés en 1999 par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) pour justifier sa campagne de bombardements aériens contre la Yougoslavie résiduelle de l'époque : dans les deux cas, il se serait agi de prévenir une catastrophe humanitaire.

Lors de la conférence internationale sur la sécurité de Munich, le 7 février 2015, le ministre des affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a repris ce parallèle, soulignant qu'il n'y avait « pas eu de référendum d'autodétermination au Kosovo », alors qu'il y en avait eu un en Crimée. Ainsi, la sécession de la Crimée, puis son rattachement à la Fédération de Russie, seraient plus conformes au droit international que l'indépendance proclamée par le Kosovo (1).

* Journalistes.

Dans ce contexte, le Centre humanitaire russo-serbe pour les situations d'urgence de Nis, ville du sud de la Serbie, n'en finit pas d'alimenter les soupçons et les polémiques. Inauguré en 2012 par le vice-ministre des situations d'urgence russe, M. Vladimir Poutchkov (2), il est installé depuis 2014 dans une ancienne usine de matériel informatique, à quelques centaines de mètres des pistes de l'aéroport local. Une dizaine de camions de pompiers et autant de véhicules tout-terrain sont garés dans la cour. Les entrepôts, rangés comme à la parade, regorgent de générateurs électriques, de piles de couvertures et de tentes, de cartons de matériel médical. Plus loin, une salle de communication ultramoderne permet de suivre les opérations sur le terrain en liaison directe avec Belgrade et Moscou.

Tout est ouvert aux journalistes : le centre, où travailleraient une quarantaine de permanents, prétend à une totale transparence. « Nous sommes un projet pilote. C'est le premier centre de ce genre hors des frontières de la Fédération de Russie », déclare son directeur, M. Viktor Safyanov. Il explique avoir été responsable de la sécurité civile de Saint-Petersbourg et avoir dirigé « une mission internationale en Afghanistan, en 2002 », tout en se reconnaissant également « une expérience militaire ». Le centre a prouvé son utilité en mai 2014 : les secouristes russes sont arrivés les premiers lors

des inondations catastrophiques qui ont ravagé la Bosnie-Herzégovine et la Serbie.

Les doutes subsistent pourtant. Ne serait-ce pas une façade pour une cellule de renseignement et d'espionnage? Certains vont jusqu'à parler d'un « camp Bondsteel russe », en référence à la base américaine établie au Kosovo, qui compta jusqu'à sept mille hommes. Impossible de savoir si la (réelle) fonction humanitaire ne cache pas d'autres activités. Mais une chose est certaine : le centre, placé sous la cotutelle du ministère des situations d'urgence de la Fédération de Russie et du ministère de l'intérieur de Serbie, manifeste l'importance stratégique que la Russie accorde aux Balkans. « Ce complexe est né d'une volonté politique russe. C'est le Kremlin qui a proposé son ouverture, assure l'ancien président serbe Boris Tadic, signataire de l'accord portant création du centre en 2008. Mais il a toujours été parfaitement clair qu'il n'abriterait pas d'activités militaires. »

Virage proeuropéen en Serbie

CANDIDAT du Parti progressiste serbe (SNS), une formation issue de l'extrême droite nationaliste, traditionnellement très russophile, M. Tomislav Nikolic est sorti vainqueur de l'élection présidentielle du 6 mai 2012 face à M. Tadic. Puis le SNS a remporté à la majorité absolue les élections législatives anticipées de mars 2014. En 2008, il a engagé un surprenant aggiornamento proeuropéen. Dès lors, même si Belgrade et Moscou conservent des relations étroites, le nouvel homme fort du pays, le premier ministre Aleksandar Vucic, revendique une ligne politique de plus en plus occidentale. Qu'elle relève de la conviction ou de l'opportunisme, cette posture pourrait même, à terme, remettre en cause le sacro-saint principe de la neutralité militaire de la Serbie.

Sollicité par ses partenaires européens, le gouvernement serbe a toutefois refusé

durant ses deux mandats successifs (2004-2012), M. Tadic a orienté la Serbie sur la voie de l'intégration européenne, tout en resserrant les liens avec la Russie. « Je voulais normaliser nos relations aussi bien avec Moscou qu'avec les Etats-Unis ou la Chine, et cela, sans remettre en cause notre orientation fondamentale vers l'Union européenne », nous explique-t-il. C'est sous sa présidence que la Serbie a obtenu, le 1^{er} mars 2012, le statut de candidate officielle à l'intégration européenne. Durant la même période, la Russie recevait les clés du marché énergétique serbe. Le 24 décembre 2008, le président Tadic paraphait à Moscou la vente de 51 % du capital d'Industrie pétrolière de Serbie (Naftna Industrija Srbije, NIS), entreprise publique en situation de monopole, au géant Gazprom (3). Le montant de la vente, 400 millions d'euros, apparaît trois à cinq fois inférieur aux estimations des analystes (4). Cet accord garantit aux Russes une position dominante aussi bien sur l'acheminement des hydrocarbures dans le pays que sur la distribution intérieure.

d'appliquer les sanctions contre la Russie, au nom de ses intérêts économiques et des relations traditionnelles d'amitié entre les deux pays. Pour la très proaméricaine Jelena Milic, directrice du Centre des études euroatlantiques de Belgrade (CEAS), « avec la poursuite de l'intégration européenne, la marge de manœuvre de la Serbie va se réduire. Le pays devra aligner sa politique étrangère sur celle de l'Union ». On n'en est pas encore là, et Belgrade croit toujours pouvoir conserver une ligne d'équilibre dans un monde polarisé par la crise ukrainienne.

La Slovénie et la Croatie voisines n'ont pas non plus coupé tous les ponts avec Moscou : des hommes d'affaires russes et slovènes se sont retrouvés à Ljubljana fin 2014. En février 2015, un forum économique russo-croate a aussi suscité de vives polémiques, en raison de l'embarco international. Membres

de l'Union européenne, les deux pays appliquent les sanctions contre la Russie, mais sans enthousiasme. La compagnie Pétrole et gaz hongrois (Magyar Olaj-és Gázipari, MOL) devait ainsi revendre au géant russe Rosneft ses parts de la société croate INA Industrija Nafta, mais la transaction a été bloquée sur ordre de Bruxelles début 2014, ce qui a aggravé la crise de l'industrie pétrolière en Croatie. C'est dans le domaine de l'énergie que se concentrent l'essentiel des intérêts économiques russes dans la région, les autres échanges demeurant fort limités. L'Union européenne reste ainsi, bien avant la Russie, le premier partenaire économique de tous les pays de la région.

La visite de M. Vladimir Poutine à Belgrade, le 16 octobre 2014, devait fournir l'occasion de célébrer l'amitié entre la Serbie et la Russie. Pour faire du président russe l'invité d'honneur de la plus grande parade militaire jamais organisée depuis la mort du maréchal Tito, on avait même décidé d'avancer de quelques jours la date officielle des célébrations du 70^e anniversaire de la libération de Belgrade, le 20 octobre 1944. Las, la journée s'est mal passée, la Serbie refusant d'accéder à la requête russe d'accorder un statut diplomatique à tous les personnels du Centre humanitaire de Nis. En réponse, le président russe a écarté la demande de M. Vucic d'une remise de 200 millions d'euros sur une facture gazière. Six semaines plus tard, le 1^{er} décembre, la Russie annonçait l'abandon du projet de gazoduc South Stream, qui devait permettre d'appro-

(1) Saisie par la Serbie, la Cour internationale de justice a statué, le 22 juillet 2010, que cette proclamation d'indépendance ne violait pas le droit international.

(2) M. Poutchkov est devenu ministre des situations d'urgence le 12 mai 2012, quelques jours après sa visite en Serbie, en remplacement de M. Sergueï Choïgou, un proche de M. Vladimir Poutine devenu par la suite ministre de la défense.

(3) Lire Catherine Locatelli, « Gazprom, le Kremlin et le marché », *Le Monde diplomatique*, mai 2015.

(4) Marina Glamotchak, *L'Enjeu énergétique dans les Balkans. Stratégie russe et sécurité européenne*, Technip, Paris, 2013.



Du silex à l'homme augmenté, en passant par la roue, le chemin de fer, Internet ou encore les imprimantes 3D et le cœur artificiel, les inventions jalonnent l'histoire de l'humanité.

Les meilleurs spécialistes racontent, analysent et questionnent l'inventivité humaine, scientifique et technique, qui a changé nos vies. Jusqu'à où irons-nous ?

Un ouvrage de référence débordant de génie.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ou sur lemonde.fr/boutique

La Macédoine au cœur des manœuvres

FAUT-IL lire la crise qui secoue la République de Macédoine depuis le début de l'année à l'aune de la confrontation entre la Russie et l'Occident? Le régime conservateur et nationaliste de ce fragile pays multiethnique voisin du Kosovo est secoué par les révélations qu'assène jour après jour le chef de l'opposition sociale-démocrate, M. Zoran Zaev. Les enregistrements produits révèlent comment le premier ministre Nikola Gruevski et ses proches collaborateurs organisent la corruption au plus haut niveau de l'Etat, surveillent et orientent la justice et les médias, bref, mettent le pays en coupe réglée. L'origine de ces enregistrements reste controversée. M. Zaev affirme avoir une « taupe » au sein des services de renseignement, mais les regards se tournent vers de mystérieux services étrangers qui auraient choisi d'aider l'opposition. Depuis le début du mois de mai, celle-ci est dans la rue. Elle réclame la démission de M. Gruevski et campe devant le siège du gouvernement de Macédoine, selon un modèle qui n'est pas sans rappeler celui des « révolutions de couleur ».

M. Gruevski et son parti, l'Organisation révolutionnaire intérieure macédoienne - Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne (VMRO-DPMNE), ont remporté pour la première fois les élections en 2006. Ils revendiquaient alors le double objectif de l'intégration à l'Union européenne et à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Ils défendaient une vision ultralibérale de l'économie reposant sur des privatisations massives ainsi que sur un dumping fiscal et social censé attirer de miraculeux investissements étrangers. Ces derniers ne sont jamais venus, tandis que la Macédoine, engluée dans la crise économique, voyait sa candidature euroatlantique bloquée du fait du différend non résolu avec la Grèce sur son nom (1).

Face à cet échec, M. Gruevski a réorienté sa politique dans un sens de plus en plus nationaliste, exaltant le passé antique du pays, tandis que le régime s'engageait dans la spirale d'une dérive autoritaire. Longtemps courtisé par les Occidentaux du fait de l'importance stratégique de la Macédoine, M. Gruevski est peu à peu devenu infréquentable au cours des deux dernières années. Il s'est alors rapproché de Moscou – et de Belgrade, ce qui ne manque pas d'ironie, car il se veut l'héritier d'une tradition politique probulgare et violemment antiserbe. Alors que le gazoduc Turkish Stream doit passer par la Macédoine, la Russie a apporté un soutien marqué au gouvernement de Skopje en dénonçant les tentatives occidentales de « déstabilisation » du pays. Le premier ministre a, lui, semblé vouloir gagner du temps en annonçant des élections anticipées en réponse aux manifestations.

J.-A. D. ET L. G.

(1) Athènes considère que l'appellation « Macédoine » appartient de manière exclusive au patrimoine hellénique. En 1995, un compromis a été trouvé avec l'appellation provisoire d'« Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) ». Des discussions se poursuivent depuis, sans progrès notable, sous l'égide des Nations unies.

YUGOSLAVES SOUS INFLUENCE

front entre la Russie et l'Occident

visionner l'Europe en gaz russe en contournant l'Ukraine (5).

Cette décision s'explique avant tout par le refus de la Bulgarie, sous la pression de l'Union européenne, d'autoriser le passage du gazoduc sur son territoire après les législatives du 5 octobre 2014, qui ont vu le retour au pouvoir du champion de la droite, M. Boïko Borissov. En Bulgarie, le clivage gauche-droite reste fondamentalement lié aux enjeux énergétiques et aux relations avec la Russie et les États-Unis. Peu après sa victoire, M. Borissov s'est empressé d'accueillir en grande pompe le secrétaire d'État américain John Kerry, annonçant à cette occasion l'engagement de son pays en faveur du grand gaché transatlantique (GMT) ainsi que la reprise de la prospection de gaz de schiste (même si la loi bulgare interdit encore la technique de fracturation hydraulique). M. Kerry a promis que les États-Unis aideraient la Bulgarie à « accéder à l'indépendance énergétique » – en clair, à ne plus dépendre de la Russie.

Pour les pays qui devaient se trouver sur le tracé du South Stream – Bulgarie, Serbie et Hongrie, des ramifications étant prévues vers la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine et la Slovénie –, l'abandon est une bien mauvaise nouvelle, même si le projet de gazoduc vers la frontière gréco-turque (Turkish Stream) devrait en bonne part s'y substituer. M. Milorad Dodik, président de la Republika Srpska, l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine, estime le préjudice de l'annulation du chantier à 1 milliard d'euros (6). Les principaux investissements russes dans l'entité concernent également le secteur énergétique. En 2007, le gouvernement a ainsi cédé 65 % des parts du groupe Naftna Industrija RS

(NIRS) à la compagnie Njeftegazinkor, lui permettant de prendre le contrôle de deux raffineries et d'une chaîne de stations-service. En réalité, la « privatisation la plus réussie du pays », selon les mots de son promoteur, M. Dodik, a vite tourné à la catastrophe. Les pertes des raffineries se sont accumulées, les Russes n'ayant jamais investi les sommes promises pour leur modernisation. Njeftegazinkor appartient à 40 % à la compagnie publique russe Zarubezhneft et à 60 % à trois inconnus. En Republika Srpska, beaucoup affirment que son véritable propriétaire n'est autre que l'homme fort de l'entité (7).

« L'argument russe reste essentiel pour M. Dodik », explique M^{me} Tanja Topic, responsable du bureau de la Fondation Friedrich-Ebert à Banja Luka. Avant chaque élection, il annonce des projets et des crédits russes. Il a besoin de montrer à l'opinion publique serbe de Bosnie qu'il demeure l'allié de Moscou. Même si ces crédits ne viennent jamais, cela compte dans le rapport de forces qu'il construit aussi bien avec les autorités de Sarajevo qu'avec Bruxelles et Belgrade. » Dans une Bosnie-Herzégovine toujours divisée, Banja Luka évoque depuis des années l'hypothèse d'un référendum d'autodétermination : une manière de faire monter les enchères politiques et de prévenir toute tentative de recentralisation du pays, toute remise en cause des entités issues des accords de Dayton (1995). Pour M. Dodik, l'organisation d'un référendum en Crimée a été pain bénit : elle a réveillé les craintes occidentales de le voir mettre en place une consultation semblable, qui serait aussitôt reconnue par Moscou et signifierait l'acte de décès de la Bosnie-Herzégovine...

(DPS), héritier de l'ancienne Ligue des communistes monténégrins (SKCG). Il alterne depuis 1989 les fonctions de premier ministre et de président de la République. Son frère Aleksandar dirige la principale banque privée du pays. Leur sœur, M^{me} Ana Kolarevic, est une puissante avocate d'affaires qui a géré les plus gros dossiers de privatisation du pays, tandis que nombre de propriétés familiales sont désormais mises au nom du fils du premier ministre.

Ces relations étroites entre les dirigeants monténégrins, les oligarques et les services secrets russes remontent aux années 1990, quand le Monténégro, frappé par les sanctions internationales au même titre que la Serbie, a survécu en se livrant à la contrebande de cigarettes à grande échelle. Malgré ces liens structurels, jamais la Russie n'a semblé incommodée par l'orientation pro-occidentale prise par le Monténégro depuis que M. Dukanovic a rompu avec son mentor serbe Slobodan Milosevic, en 1997. Du moins jusqu'à l'année dernière.

Car depuis le 22 mai 2014, le Monténégro applique les sanctions de l'Union européenne. « Les investisseurs russes désertent le pays. Du coup, le prix du mètre carré a déjà baissé de 15 % au dernier trimestre 2014, et la chute devrait se poursuivre en 2015 », déplore M. Ivan Dasic, directeur de l'agence immobilière Montenegr Prospects. Alors que les investissements russes avaient déjà

baissé de 30 % en 2013, la chute du rouble a aggravé la fuite des clients moscovites, dont le pouvoir d'achat a été laminé. La rupture entre Moscou et le Monténégro est-elle réelle ou mise en scène ? La Russie ne pourrait-elle pas plutôt choisir d'utiliser ce petit pays comme cheval de Troie dans les structures de l'Union européenne et de l'OTAN ?

Monténégro, nid d'espions

Le Monténégro a reçu en décembre 2010 le statut officiel de pays candidat à l'intégration européenne et aspire à rejoindre l'OTAN. Son dossier a été retoqué au printemps 2014, officiellement en raison du niveau élevé de corruption et de la prégnance du crime organisé, mais plus probablement à cause de l'infiltration massive d'agents de Moscou. Selon l'opposant Nebojsa Medojevic, « entre vingt-cinq et cinquante agents monténégrins seraient liés

à la Russie (8) ». Il s'agirait principalement d'anciens officiers de l'armée yougoslave, intégrés en 2006 à la nouvelle armée monténégrine.

La question de l'adhésion du Monténégro à l'Alliance atlantique se reposera dans les prochains mois, et Podgorica devra ensuite confirmer son adhésion par un vote au Parlement ou par un référendum. L'opinion publique reste très partagée, mais M. Zeljko Ivanovic, directeur du quotidien d'opposition *Vijesti*, est convaincu que M. Dukanovic choisira l'option du référendum : « La question fera totalement éclater l'opposition, dont une partie est pro-occidentale et l'autre traditionnellement prorusse. En outre, en dramatisant l'enjeu, le pouvoir pourra en fait de plus jouer sur les craintes européennes en se posant en défenseur de l'orientation occidentale du pays face à "l'ogre russe". Cela lui vaudra un nouveau blanc-seing sur les affaires de corruption et de crime organisé. »

Dans un climat qui rappelle la guerre froide, tous les coups paraissent permis, pour peu que l'on sache rester utile à plus puissant que soi... Les potentats balkaniques comme M. Dukanovic ou Dodik savent à merveille jouer sur les tensions et les rivalités internationales pour consolider leur pouvoir. Des nouveaux venus comme M. Vucic pensent pouvoir tirer leur épingle du jeu en maintenant une position de balancier entre les camps. L'histoire a pourtant montré que le drame des peuples des Balkans était trop souvent de servir de pions dans les affrontements entre grandes puissances.

JEAN-ARNAULT DÉRENS
ET LAURENT GESLIN.

(5) Lire Hélène Richard, « South Stream, les raisons d'un abandon », *Le Monde diplomatique*, mai 2015.

(6) « Bosnie-Herzégovine : faillite à la russe de la raffinerie de Brod », *Le Courrier des Balkans*, 7 janvier 2015, www.courrierdesbalkans.fr

(7) Cf. « Privatizacija državnog kapitala u Bosni i Hercegovini », Transparency International Bosna i Hercegovina, Banja Luka, juin, 2009.

(8) « Ces amis qui viennent du froid : le Monténégro, plate-forme de l'espionnage russe », *Le Courrier des Balkans*, 1^{er} août 2014.

Une marina de luxe sur la côte adriatique

Malgré le maintien de ces relations privilégiées, M. Poutine a-t-il vraiment la volonté d'étendre à l'Europe du Sud-Est une logique de confrontation avec l'Occident ? C'est ce que semblent penser de hauts responsables américains. Ainsi, la sous-secrétaire d'État Christine Wormuth affirmait fin février 2015, à l'occasion d'une audition devant la commission de la défense du Congrès, que la Russie « pourrait se concentrer sur de petits pays qui ne sont toujours pas membres de l'OTAN, comme le Monténégro, pour tenter de créer de l'instabilité ».

Depuis son indépendance, en 2006, le Monténégro se trouve en effet dans une situation singulière. Alors que ses dirigeants professent leur foi européenne et atlantiste, le pays attire nombre d'investissements russes. L'oligarque Oleg Deripaska, un proche de M. Poutine, a ainsi racheté en 2005 le Combinat d'aluminium de Podgorica (KAP). Le « roi de l'aluminium » a fait de la sorte main basse sur la principale entreprise du pays, promettant de conséquents investissements qui ne sont jamais venus. Alors que le KAP est désormais en faillite, M. Deripaska poursuit l'État monténégrin devant les tribunaux, ce qui ne l'empêche pas d'être impliqué dans d'autres projets d'investissement, comme la marina de Porto Monténégro, l'une des plus luxueuses de l'Adriatique, créée sur le site

de l'ancien arsenal de Tivat. Comme souvent au Monténégro, la structure réelle du capital est difficile à percer, mais, à côté des investisseurs officiels, « on y trouverait, à travers un système de prête-noms, le premier ministre Milo Dukanovic », indique Dejan Mijovic, analyste économique.

Ce type de montage est suspecté dans tous les projets immobiliers qui défigurent la côte monténégrine depuis une dizaine d'années. Ainsi, l'hôtel Splendid de Budva est officiellement détenu par la société Lewitt Finance Monténégro, qui appartient à M. Viktor Ivanenko, ancien chef du KGB à l'époque du démantèlement de l'Union soviétique. M. Ivanenko est devenu milliardaire en créant la banque Menatop, puis la fameuse compagnie pétrolière Ioukos. Quand M. Poutine a décidé de régler ses comptes avec les propriétaires de Ioukos en jetant en prison M. Mikhaïl Khodorkovski, seul M. Ivanenko est resté intouchable. « Aujourd'hui encore, on l'appelle "le général Viktor". Il est le lien essentiel entre les dirigeants politiques de Podgorica, la pègre monténégrine, la mafia russe et les services de renseignement », écrivait dès 2005 l'hebdomadaire monténégrin *Monitor*. Il semble bien que la famille Dukanovic soit aussi associée à la propriété du Splendid. M. Dukanovic dirige le Parti socialiste démocratique



COLLECTIF RIVERBOOM. – Depuis sept siècles, tous les ans, à Edirne (Turquie), les hommes en pantalon de cuir s'enduisent le corps avant la lutte. La ville est un point géographique stratégique entre la Méditerranée, la mer Noire, les Balkans et la Grèce (2012)

Rejouer en Ukraine la guerre des années 1990

LA GUERRE du Donbass reprendrait-elle une partie interrompue dans les Balkans ? Les combattants croates interviewés par la presse de Zagreb confient tous le même rêve : être déployés face aux volontaires serbes, pour rejouer en Ukraine le conflit des années 1990. La plupart sont intégrés dans le bataillon ultranationaliste Azov (1). Parmi eux, M. Denis Seler, ancien chef des Bad Blue Boys, les supporters ultras du club de football Dinamo de Zagreb, pour qui l'Ukraine serait « le dernier front de la droite chrétienne en Europe (2) ».

Selon les autorités de Belgrade, plusieurs dizaines de Serbes se battraient aussi, principalement dans les rangs des « Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk », les deux régions sécessionnistes du Donbass (3). Cet afflux de volontaires représenterait une sorte de retour d'ascenseur à l'égard des unités de Cosaques russes qui avaient combattu aux côtés des forces serbes. M. Igor Strelkov, officier supérieur de la direction générale des renseignements (GRU) russe et ministre de la défense de la « République populaire de Donetsk » de mai à août 2014, raconte y avoir lui-même fait ses classes en 1992-1993.

M. Aleksandar Savic, dit « Svab », ne se fait pas prier pour commenter les tatouages qui recouvrent entièrement ses bras et son buste. On y trouve des saints orthodoxes, mais aussi le portrait de l'ancien chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, ainsi que des

croix et des symboles nationaux serbes et russes. L'homme, qui reçoit dans un café de Nis, dans le sud de la Serbie, est le chef de la branche serbe des Loups de la nuit, une organisation de motards russes créée il y a une vingtaine d'années. Il était présent en Crimée au début du mois de mars 2014. « Nous étions installés sur la route entre Balaklava et Sébastopol, raconte-t-il, chargés de sécuriser la zone pour éviter les violences. » Au moins trois membres du mouvement auraient déjà été radiés de la gendarmerie serbe pour avoir combattu en Ukraine.

Les Serbes présents dans le Donbass sont rassemblés au sein d'une brigade de « hussards » fondée par un ancien présentateur de télévision, Radomir Pocuca. En avril 2014, ce dernier avait été démis de ses fonctions de porte-parole de l'unité antiterroriste (PTJ) du ministère de l'intérieur serbe pour avoir appelé des hooligans à s'attaquer aux Femmes en noir de Belgrade, une organisation féministe et antifasciste.

J.-A. D. ET L. G.

(1) « Ukraine : la "Légion croate" se bat dans les rangs du bataillon Azov », *Le Courrier des Balkans*, 16 février 2015, www.courrierdesbalkans.fr

(2) « Denis Seler : "Ukraine is the last bastion of the Christian Europe" », 9 décembre 2014, http://ukrainiancrusade.blogspot.fr

(3) « Serbian mercenaries fighting in eastern Ukraine », Deutsche Welle, 14 août 2014, www.dw.de

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 31 juillet 2015

1 ^{er} BURUNDI	Fête de l'indépend.	11 MONGOLIE	Fête nationale
CANADA	Fête nationale	12 KIRIBATI	Fête de l'indépend.
RWANDA	Fête de l'indépend.	SÃO-TOMÉ-ET-PRÍNCIPE	Fête de l'indépend.
SOMALIE	Fête nationale	13 MONTÉNÉGRO	Fête nationale
2 ÎLES CAÏMAN	Fête nationale	14 FRANCE	Fête nationale
3 BIÉLORUSSIE	Fête de l'indépend.	IRAK	Fête nationale
4 ÉTATS-UNIS	Fête de l'indépend.	20 COLOMBIE	Fête de l'indépend.
5 CAP-VERT	Fête de l'indépend.	21 BELGIQUE	Fête nationale
VENEZUELA	Fête de l'indépend.	23 ÉGYPTE	Fête nationale
ÎLE DE MAN	Fête nationale	26 LIBERIA	Fête de l'indépend.
6 COMORES	Fête de l'indépend.	MALDIVES	Fête de l'indépend.
MALAWI	Fête nationale	28 PÉROU	Fête de l'indépend.
7 ÎLES SALOMON	Fête de l'indépend.	30 MAROC	Fête nationale
9 PALAU	Fête nationale	VANUATU	Fête de l'indépend.
10 BAHAMAS	Fête de l'indépend.		

Panamá sans les Panaméens

Il y a tout juste un an, un homme d'affaires cédait la présidence du Panamá à un chef d'entreprise. Alors qu'une grande partie de l'Amérique latine revendique sa souveraineté en contestant le pouvoir de l'argent, la petite nation centraméricaine se spécialise dans le commerce de sa soumission. Finance, spéculation et conteneurs organisent ici l'espace, notamment dans la capitale.

UNE ENQUÊTE D'ALLAN POPELARD ET PAUL VANNIER *

«**N**OUS vivons une sorte de Belle Époque, ici, au Panamá.» Dans le vestibule de son bureau, décoré de photographies de cargos et de tableaux illustrant le percement du canal entre 1880 et 1914, M. Roberto Roy affiche un sourire confiant. Assuré de conserver son poste de ministre des affaires du canal après la victoire de M. Juan Carlos Varela à l'élection présidentielle de mai 2014, il détaille, diaporama à l'appui, les perspectives qui s'offrent à son pays. «Jamais la croissance n'a été aussi forte. En 1996, 235 000 conteneurs transitaient par le canal; en 2010, 6,5 millions. Et nous prévoyons, grâce aux travaux d'élargissement, un flux de 12,4 millions en 2020 (1).»

Amarrée au Pacifique, la capitale du Panamá concentre 1 million d'habitants sur les 3,8 que compte le pays. Comme en attestent les aménagements en cours, la métropole devrait profiter du basculement de l'économie mondiale vers l'Asie-Pacifique. «Vous savez, conclut M. Roy, nous sommes dans la logistique depuis cinq cents ans. La raison en est le privilège géographique de notre pays.»

«Privilège géographique»? Sans doute davantage le produit d'une histoire: celle de l'intégration violente d'une périphérie à la mondialisation. Dès le XVI^e siècle, les

Espagnols utilisent cette étroite bande de terre entre deux océans pour conquérir l'Amérique du Sud. La ville de Panamá sert dès lors d'interface entre la métropole et son empire. Elle fonctionne comme un centre de transit de l'or péruvien. Quand survient l'effondrement du cours des métaux précieux, au XVIII^e siècle, la ville, nœud économique et stratégique, passe sous la tutelle des États-Unis. Dans le contexte de la ruée vers l'or, au milieu du XIX^e siècle, la Société des chemins de fer du Panamá, la Panamá Rail Road Company, qui facilite le transbordement des navires entre New York et la Californie, s'impose comme la principale valeur boursière de Wall Street. L'inauguration du canal transocéanique achève de faire de l'isthme l'arrière-cour du système-monde américain.

Nombre d'États latino-américains affirment alors leur indépendance par une politique fondée sur l'industrialisation par substitution aux importations. Le Panamá choisit au contraire la «commercialisation de sa souveraineté (2)» pour mieux s'insérer dans la division internationale de l'économie. Du développement urbain, pensé pour le capital étranger, à celui du canal, qui répond aux besoins du commerce international, la ville s'est mise au service de tous... sauf des siens.

L'oligarchie a façonné la capitale

AL'INSTAR de quantité de territoires insulaires des Caraïbes, le pays se métamorphose à partir des années 1970 en paradis fiscal. Aligné sur le fuseau horaire de Wall Street, Panamá s'impose rapidement comme la seconde place financière du continent. «En 1969, j'étais ministre de l'économie, se souvient M. Nicolás Arditto Barletta, ancien président de la République du Panamá (1984-1985) (3). Je pensais qu'il fallait renforcer le secteur bancaire. A cette époque, il y avait énormément de dollars en circulation. Nous avons donc adopté une législation permettant à la fois le développement du secteur offshore et des banques domestiques.» «Chicago boy», c'est-à-dire formé à la cathédrale néolibérale de l'économiste Milton Friedman, M. Arditto Barletta n'en finit pas de se congratuler: «Nous sommes désormais l'économie la plus financiarisée d'Amérique latine. Avant l'adoption de notre législation, il n'y avait que douze banques étrangères au Panamá. En dix ans, nous avons atteint le nombre de cent vingt-cinq, et nous sommes passés de 800 millions à 47 milliards de dollars de dépôts bancaires. Aujourd'hui, vingt-cinq mille emplois dépendent du secteur bancaire dans la capitale.»

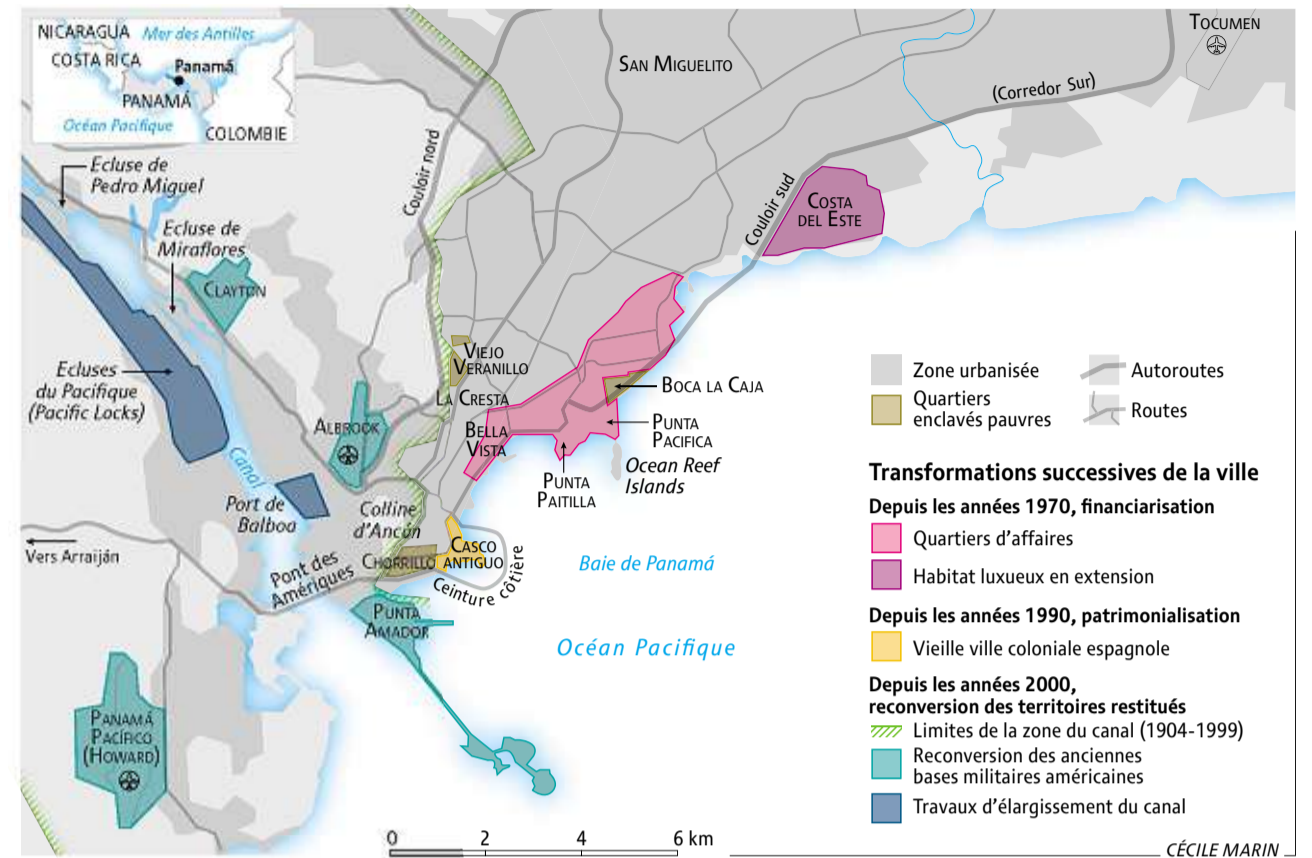
Grâce à une législation dérogatoire et à un réseau de consulats maritimes présents dans tous les grands ports mondiaux, le paradis fiscal excelle également dans l'art de marchander des pavillons de complaisance. Près du quart de la flotte mondiale y serait enregistré. Faisant du dépouillement de ses attributs régaliens une stratégie de spécialisation, le pays ne dispose ni de sa propre monnaie, ni de ses propres forces armées, dissoutes en 1990. Leur absence témoigne du lien de dépendance coloniale qui continue d'unir le Panamá aux États-Unis.

Le long du littoral, le quartier d'affaires s'étend sur une dizaine de kilomètres. Comme ces villes-champignons qui poussent à proximité d'un gisement, Panamá doit sa croissance à l'incessante exploitation des mouvements de capitaux de la finance

transnationale. Une fois coulée dans le béton, la spéculation actionne le moteur de l'urbanisation et alimente le boom immobilier: le prix du mètre carré a été multiplié par quatre en dix ans. Fichées sur le front de mer, les tours de logements forment un alignement de mâts froids. La nuit, sans aucune lumière, elles se fondent en un chaos rocheux face aux étendues vaseuses du rivage. C'est l'argent qui dort dans les appartements vides de Panamá.

Dans le sillage des banques, les sièges régionaux des transnationales sont venus s'installer, suivis d'hôtels de luxe et de pompeux immeubles en copropriété. Dernière exubérance en date: Ocean Reef Islands, un archipel d'îles artificielles inspiré des caprices de Dubaï. Rien de tout cela n'a cependant été planifié par les pouvoirs publics. «Tout est laissé à l'initiative du secteur privé, observe M. Alvaro Uribe, urbaniste (et homonyme de l'ancien président colombien). L'intervention de l'État ne se fait qu'a posteriori, pour assurer le raccordement des quartiers nouvellement lotis aux réseaux électrique, d'adduction d'eau ou routier.»

Abandonnées au marché, les formes urbaines de Panamá exemplifient la production oligarchique de l'espace. Dès le début du XX^e siècle, de riches entrepreneurs mirent en chantier des pans nouveaux de la ville. Après avoir fait fortune dans le commerce de la banane, Minor Keith aménagea le quartier de Bella Vista dans les années 1910. Quatre décennies plus tard, les Duque, magnats de la presse, édifièrent le quartier chic de La Cresta. En cours d'urbanisation, le quartier de Costa del Este représente l'ultime avatar de cette histoire urbaine privatisée. «C'est un projet qui a commencé au début des années 1990, relate M. Uribe. Anticipant la construction de l'autoroute reliant le centre-ville à l'aéroport, l'homme d'affaires Roberto Motta a acheté à très bas prix une multitude de petites parcelles sur le site d'une ancienne décharge.» De cette «zone», il a fait l'un des quartiers les plus en vogue de la ville. De nombreux émigrés vénézuéliens soucieux de se mettre à l'abri de la «révolution bolivarienne» y ont trouvé refuge. Sur la promenade de palmiers où



courent les joggeurs, l'entrepreneur urbain a érigé un monument à sa propre gloire.

«Longtemps, les dix familles les plus puissantes du pays ont été tenues à l'écart des affaires du canal, explique Marco A. Gandasegui, professeur de sociologie à l'université de Panamá. Lorsque celui-ci était aux mains des Américains, elles ont été contraintes de se spécialiser dans d'autres activités. Avec l'arrivée de soixante mille travailleurs pour les besoins du chantier, au début du XX^e siècle, elles se sont naturellement tournées vers la fourniture de logements. Elles ont ainsi pu se constituer des fortunes considérables en spéculant.»

Alors que l'immobilier a crû à un rythme de 29% en 2013, contre 8% pour le produit intérieur brut (PIB), la fortune des oligarques panaméens continue de reposer sur l'exploitation de la rente urbaine. Résultat: 40% de la population de la capitale vivraient au-dessous du seuil de pauvreté et 50% n'auraient pas accès à l'eau potable. Aucun parti d'opposition ne semble parvenir à émerger. «Alors que dans les autres pays d'Amérique latine l'abstention est forte, ici, 78% des électeurs ont voté à la dernière présidentielle», souligne Gandasegui. D'un oligarque l'autre, l'ordre électoral semble cadencé.

Dans le havre boueux de Boca la Caja, M. Luis Alberto Mendoza range les filets du Pirulo-Dos, son bateau de pêche. Entre le Multiplaza, principal centre commercial de la capitale, et le Corredor Sur, l'autoroute littorale, ce quartier d'habitat informel, pourtant situé au cœur du centre financier, compte quelques dizaines de maisons de tôle et de bois. Avec ses arbres fruitiers et ses animaux de basse-cour, l'enclave a des allures villageoises. A proximité des fondations d'un immeuble, vestiges du plus grand projet immobilier de la capitale, abandonné après la banqueroute de ses promoteurs espagnols, cent cinquante pêcheurs gagnent péniblement leur vie, au large, en empruntant un tunnel sous la digue autoroutière.

Après avoir affronté tant de tempêtes, certains d'entre eux sombrent dans les eaux glacées du calcul égoïste. M. Juan Rodriguez a déjà fait ses comptes. «Je suis propriétaire d'un terrain de cent cinquante mètres carrés que mes parents ont acheté 2 800 dollars. Je peux en tirer entre 2 000 et 3 000 dollars le mètre carré, c'est-à-dire plus de 250 000 dollars. Avec ça, je peux acheter à Arraiján ou, mieux, à Tocumen.» D'autres avant lui sont déjà partis vers ces banlieues de l'agglomération panaméenne.

Enclenchée par les mécanismes de la spéculation foncière, la relégation des plus pauvres vers les périphéries s'est accélérée avec la «mise en tourisme» du centre historique, le Casco Antiguo. Classé au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) en 1997, ce quartier alors décati, paupérisé et interlope fit l'objet d'une transformation en profondeur. Pavement des rues, enfouissement du réseau électrique, rénovation de l'éclairage urbain, construc-

tion d'un parking surveillé accompagnèrent l'éviction des classes populaires. Portes et fenêtres murées pour les expulsions; plaques et bois vernissés pour les restaurations. Balayés par vagues le prolétariat urbain, le front de la gentrification remonte vers le quartier de taudis du Chorillo. Une rue, toujours gardée par des policiers, sépare ces deux mondes.

«Ce qui arrive dans le cœur historique de Panamá, résume M. Eduardo Tejera Davis, architecte de plusieurs musées du Casco Antiguo, s'est produit dans toutes les villes latino-américaines. Cela a commencé par San Juan, à Porto Rico, dans les années 1950; cela s'est poursuivi à Antigua, au Guatemala, dans les années 1960-1970, et à Carthagène, en Colombie, dans les années 1980-1990. Ici, le phénomène a commencé dans les années 2000. La seule différence, c'est la provenance des gens qui investissent et s'installent. Dans l'ancienne ville coloniale de Panamá, il s'agit d'étrangers.» Dorlotés par l'État, Européens, Nord-Américains et Colombiens, travaillant tous avec les mêmes agents immobiliers et les mêmes cabinets d'architectes, rachètent les plus belles bâtisses de l'époque coloniale avant de les revendre à la découpe. «Ils multiplient

ainsi par cinq ou dix leur investissement», conclut M. Tejera Davis. Et contribuent à standardiser l'espace urbain.

Les résultats de cette «politique d'embellissement stratégique (4)», qui conduit à l'éviction des pauvres, sont manifestes. Les touristes internationaux étaient 421 000 en 1997; ils ont été plus de 1,6 million en 2014. Le Panamá et sa capitale se sont imposés comme la deuxième destination de la région après le Costa Rica. On vient y flâner dans les ruelles de la vieille ville coloniale, consommer dans des centres commerciaux colossaux ou observer le passage des navires aux écluses du canal. L'aéroport de Tocumen, hub de la compagnie Copa Airlines, polarise le trafic aérien en Amérique centrale, et le circuit de croisières dans l'aire caraïbe comprend l'escale à Panamá.

Depuis le début des années 2000, les autorités travaillent à la reconversion des anciennes bases militaires américaines. Rétrocédées au Panamá en 1999 (5), celles-ci ont aussi bien servi à lancer les opérations extérieures contre les gouvernements progressistes d'Amérique latine durant la guerre froide qu'à réprimer les mouvements de contestation sociale à l'intérieur du pays.

«Business park» et jets privés

SUR l'ancienne base aérienne de Howard, à une dizaine de kilomètres du centre-ville, au-delà du pont des Amériques, la zone franche Panamá Pacífico s'étale dans une cuvette au bord de l'océan. Monts couverts par la jungle, rouleaux de vagues et de barbelés, échos en boucle des oiseaux, check-point, signaux d'interdiction, tout, jusqu'au ciel, couple basse et grise, clôture ici l'espace.

Penché au-dessus de la maquette représentant les mille quatre cents hectares du projet, M. Roberto Pereira, salarié de London and Regional, la transnationale de l'immobilier qui aménage Panamá Pacífico, manie mollement sa tablette. De petites ampoules rouges clignotent alternativement. «Là, nous allons aménager un business park; ici, nous prévoyons de construire vingt mille logements.» Avec ses banques et ses enseignes de restauration rapide, ses lotissements et son golf, l'ancien camp militaire se mue peu à peu en banlieue nord-américaine. Sur la piste d'aéroport, les jets privés et les costumes noirs ont remplacé les bombardiers et les treillis verts. On peut encore néanmoins apercevoir les vieux baraques et, sur le mur des hangars, en lettres rouges, l'inscription «USMC» («Corps des marines des États-Unis»). Paysage en strates qui camoufle mal la superposition des géographies militaire et marchande.

Membre de l'agence gouvernementale chargée de l'aménagement de Panamá Pacífico, M^{me} Marisín Italia Correa fait l'article: «Notre agence réunit en un guichet unique toutes les antennes gouvernementales auxquelles peuvent recourir les investisseurs qui s'installent. Sécurité sociale, permis de

travail, permis de construire, visas: tout ça, nous pouvons le traiter sur place. Pas besoin d'aller dans le centre-ville.» De surcroît, l'État a mis en place un cadre légal qui déroge aux principes démocratiques. «En vertu de la loi 41 de 2004, dite "loi de stabilité de l'investissement", le gouvernement n'a pas le droit de modifier les règles en vigueur ici pendant dix ans.»

A la fin du XIX^e siècle, lors du percement du canal, le «scandale de Panamá» avait ruiné des centaines de milliers d'épargnants et entraîné une réaction de certains États. En France fut créé l'impôt de Bourse, qui frappa les transactions financières (il sera supprimé en 2007). Plus d'un siècle plus tard, le pouvoir du capital semble avoir repris l'entière de ses droits. Mobile et mondialisé, il reconfigure l'État et ses capitales en un instrument chargé de garantir ses mouvements. S'est ainsi opéré un renversement que toute l'histoire urbaine de Panamá ne faisait que préfigurer.

(1) Lire François Musseau, «Fièvre des canaux en Amérique centrale», *Le Monde diplomatique*, septembre 2014.

(2) L'expression est de l'économiste Ronen Palan, «Paradis fiscaux et commercialisation de la souveraineté de l'État», *L'Économie politique*, n° 15, Paris, 2002/3.

(3) Ses désaccords avec le général Manuel Noriega, chef des forces armées, qui, dans les faits, exerçait le pouvoir dans le pays, le conduisirent à démissionner rapidement.

(4) Expression utilisée notamment par Walter Benjamin pour caractériser la transformation de Paris par le baron Haussmann; elle met en évidence la visée des «grands travaux» dans la capitale française: moderniser et sécuriser l'espace urbain au profit de la bourgeoisie et aux dépens du prolétariat.

(5) En vertu des accords Carter-Torrijos, signés en 1977.

FORAGES DANS LES JARDINS DU TEXAS

Ma maison, ma voiture, mon puits de pétrole

La chute du prix du baril de brut, quasiment divisé par deux en un an, n'affecte pas seulement les multinationales de l'or noir et les pays producteurs. Aux Etats-Unis, elle touche également des millions de particuliers qui possèdent des puits de pétrole sur leur terrain et les louent à des compagnies privées. Lesquelles entendent profiter de cette période de vaches maigres pour obtenir des contrats plus avantageux.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE CHRISTELLE GÉRARD *

« **B**ONJOUR, je suis le propriétaire du sous-sol », annonce M. Richard L. Dockery au gardien qui, depuis sa petite cahute en plastique, s'empresse d'ouvrir le portail automatique. Apparaît alors une longue route terreuse émaillée de puits de pétrole ressemblant à des plaques d'égoût carrées, difficiles à distinguer dans la broussaille environnante. Avec la révolution de la fracturation hydraulique et l'essor du pétrole de schiste, M. Dockery est devenu millionnaire. A Three Rivers, petit village de deux mille habitants dans le sud du Texas, comme dans tout le bassin de l'Eagle Ford, l'or noir coule à flots, notamment sous le terrain de ce quadragénaire.

L'extraction ne faisant aucun bruit, M. Dockery aurait pu continuer à habiter cette résidence. Il a préféré en faire construire une plus grande, à quelques kilomètres de là, et vendre son ancien lopin. Pourtant, comme la loi texane l'y autorise, il en possède toujours le sous-sol. C'est à lui que reviennent les bénéfices du pétrole et les décisions concernant le gisement, y compris celles qui affectent la surface, comme la construction d'un oléoduc.

Si, en France, les ressources minières appartiennent à l'Etat, en Amérique du Nord, les individus peuvent en être propriétaires. Quand une compagnie pétrolière veut forer le terrain d'un particulier, elle lui loue son sous-sol. Au moment de la signature du bail, elle le dédommage d'un bonus souvent plantureux, puis le gratifie chaque mois d'un pourcentage de la production. Selon l'Association nationale des détenteurs de droits miniers (NARO), douze millions d'Américains sont concernés. Depuis la chute des cours du pétrole, dont le prix est passé de 107 dollars (96 euros) le baril en juin 2014 à moins de 58 dollars (51 euros) un an plus tard, ils ont vu leurs indemnités mensuelles divisées par deux.

Poursuivant son tour du propriétaire, M. Dockery passe devant trois puits qui ne fonctionnent pas encore. « Savez-vous quand ils vont être mis en service ? », s'enquiert-il auprès de l'unique ouvrier présent, venu vérifier la pression de la pompe. « Non, répond le vieil homme depuis son pick-up, mais pas avant que les prix ne soient remontés ! » Quatre autres puits sont déjà en production. Grâce à eux, M. Dockery empoche chaque mois, en complément de son salaire d'agent immobilier, un « chèque à six chiffres ». Il refuse d'en donner le montant exact, ou même de préciser la part de la production brute qu'il a réussi à négocier (les royalties).

Dans sa voiture de location, au volant de laquelle il explore le comté de Lavaca, situé à deux heures de route à l'est de Three Rivers, M. Frank S. Joseph se montre plus loquace. Il a fait le voyage depuis Washington pour visiter le terrain de mille deux cents hectares dont il possède les droits miniers depuis le décès de sa mère, en 1996. Dans sa propriété, ni gardien ni ouvrier, ni même écriteau signalant le nom de l'entreprise exploitante. Seule la présence d'une colonne de production témoigne d'une activité en sous-sol. Cette armature métallique de deux mètres environ, baptisée « saphin de Noël » en raison des nombreuses vannes et des outils de mesure de pression qui partent de son tronc, se dresse au beau milieu d'un carré gravillonné de dix mètres carrés environ. Autour, la nature semble avoir gardé ses droits.

Contemplant l'alternance de forêts de chênes, de lacs et de champs où paît le bétail, M. Joseph évoque sa terre avec un plaisir évident : « Depuis que j'ai pris ma retraite, il y a quatre ans, je m'occupe de négocier les contrats au nom des vingt-deux

héritiers de mon arrière-arrière-grand-père, qui a acquis cette parcelle il y a un siècle. » Ancien journaliste, il raconte avoir « remis sa casquette de reporter » et passé des mois à se documenter avant de signer quoi que ce soit. Il se targue d'avoir réussi à négocier 25 % de royalties pour l'unique puits de son terrain. Malgré ce pourcentage élevé, sa famille et lui ne se sont partagé que 1 500 dollars en janvier dernier (contre 2 200 dollars deux mois plus tôt). « On a un bon contrat, mais notre puits n'a jamais produit beaucoup », explique-t-il sans amertume.

A l'image de ce gisement, exploité depuis les années 1970 et aujourd'hui en fin de vie, 400 000 puits de pétrole (sur 1,1 million de puits actifs que comptent les Etats-Unis) produisent moins de quinze barils par jour, fournissant 11 % de la production totale du pays (1). Si ces installations ne rapportent que de maigres redevances mensuelles, elles permettent toutefois de négocier d'importants bonus. « En 2011, j'ai signé pour trois ans avec Square Mile Energy, une entreprise basée à Houston, détaille M. Joseph. Ils étaient intéressés par 325 acres de notre terrain et on les a loués à 250 dollars l'acre (2), soit plus de 81 000 dollars. » Il n'a jamais eu aucun contact avec un représentant de la compagnie. « Toutes les transactions passent par un intermédiaire, un ancien militaire d'une soixantaine d'années. »

« Comme si chaque Français touchait 25 % des ventes de vins »

D'après le président de l'association des propriétaires miniers du Texas, M. Jack Fleet, 2,5 millions de personnes louent leur sous-sol dans cet Etat qui compte 300 000 puits et produit à lui seul trois des 8,7 millions de barils de pétrole brut extraits quotidiennement aux Etats-Unis (3). Quand les compagnies apprennent que du pétrole se trouve dans une région, elles multiplient les contrats de location afin de mettre toutes les chances de leur côté ; beaucoup de sous-sols loués ne sont finalement jamais exploités et ne comportent aucun puits. « Nos membres touchent en moyenne 500 dollars par mois, indique le président de l'association. Mais si l'on retire de l'équation la minorité des très chanceux, la plupart touchent 100 dollars par mois. »

Comme M. Dockery, M. Fleet fait partie de ces « très chanceux ». Grâce au terrain acheté par son arrière-grand-père dans l'Oklahoma, ce résident du Texas possède quatre puits qui produisent bien. Mais ses affaires se sont compliquées avec la baisse du prix du baril : « J'ai dû refuser le contrat que m'offrirait la compagnie Chesapeake. En décembre 2014, elle me proposait de signer un bail de trois ans. Un mois plus tard, elle me promettait la même somme, mais pour cinq ans renouvelables trois ans... » Or les propriétaires ont intérêt à signer des contrats courts, pour recevoir des bonus plus fréquemment. « Dans les années 1920, les contrats duraient généralement dix ans, poursuit M. Fleet. L'un des rôles de notre association est de conseiller à nos membres de ne pas s'engager sur de telles durées. »

Dans les communes avoisinant Dallas, où la fracturation hydraulique horizontale permet désormais de forer sous des pavillons de banlieue, les habitants commencent à s'organiser. Pour M. Samuel Smith III, gérant d'une entreprise de transports et membre d'une association de quartier d'Arlington, « les entreprises ont beau prétendre

que la signature, c'est maintenant ou jamais, ce n'est tout bonnement pas le cas ». Il estime que les habitants devraient prendre conscience de leur pouvoir de négociation. Les entreprises pétrolières ne peuvent forer que si la majorité des habitants d'une parcelle cadastrale acceptent de louer leurs droits miniers ; s'ils s'entendent pour ne pas signer, elles seront contraintes d'améliorer leur offre. Ses efforts de mobilisation ont porté leurs fruits : au terme d'un long bras de fer avec les habitants, Chesapeake a accepté de multiplier par cinq le bonus qu'elle leur proposait initialement, ainsi passé de 300 à 1 500 dollars par acre.

A la fin des années 2000, lorsque le boom du pétrole de schiste débutait, les compagnies ont bénéficié du manque d'expérience d'une partie de la population. De nombreux particuliers ont alors signé des contrats prévoyant un bonus, mais sans indemnités mensuelles. Depuis, ils sont davantage conscients des enjeux. Certains suivent même des cours pour propriétaires miniers proposés par la Texas Christian University (TCU), un établissement privé de Fort Worth. Une session de formation s'est tenue en janvier dernier. Durant trois jours, vingt-cinq étudiants, quinquagénaires pour la plupart, sont venus écouter M. George Wilson, fondateur de la société Wilson Consulting. Si la moitié d'entre eux possédaient des ranchs avec d'immenses terrains, les autres se contentaient d'une modeste parcelle, souvent reçue en héritage, qu'ils tentaient de faire prospérer en sus de leur activité de pharmacien ou d'infirmière. Au vu du contexte, la morosité pouvait sembler de mise. Pourtant, les participants se montraient plutôt flegmatiques. « Le pétrole, c'est fait de hauts et de bas », répétaient-ils à la sortie du cours, comme s'ils récitaient un mantra. La plupart misaient sur une remontée des cours, d'ici douze à dix-huit mois ; en attendant, ils faisaient le dos rond.

Pour M. Ken Morgan, directeur de l'Institut de l'énergie de la TCU, qui se targue de rouler au gaz naturel, les propriétaires miniers ne peuvent se permettre d'être vindicatifs durant cette période de vaches maigres, car ils ne font « rien » pour gagner cet argent. Lui-même reçoit 700 dollars d'indemnités mensuelles pour son hectare de terrain : « C'est comme si vous, Français, touchiez 25 % des ventes de vins sans avoir à vendre ni faire quoi que ce soit. Pour autant, si l'Etat prenait possession des vignobles, ce serait la révolution. Le pétrole, c'est comme un vignoble : ça fait partie de nos traditions et de notre passé au Texas, on veut le garder au sein des familles. » Lancé dans sa comparaison, il poursuit très sérieusement : « Nous n'avons pas vraiment de redistribution sociale ici, mais les droits miniers sont la meilleure redistribution de richesses imaginable ! »

Les particuliers ne sont pas seuls à bénéficier de la législation américaine sur les sous-sols. Eglises, hôpitaux, associations, tous sont susceptibles d'avoir des ressources minières. D'ailleurs, deux puits sont actuellement en activité sous le campus de la TCU. L'énorme mèche métallique ayant servi au forage est fièrement exposée dans le hall du département Energie. M. Brian Gutierrez, le vice-président en charge des finances de l'établissement, ne donne aucune précision sur l'apport mensuel de ce puits. L'université étant propriétaire de cent hectares situés dans le bassin de Barnett, très riche en hydrocarbures, M. Morgan évoque quant à lui un chèque à six chiffres. La chute des cours n'a donc pas été sans effets sur le budget de l'université...

Mais le prix du baril n'est pas le seul problème auquel sont confrontés les propriétaires de puits.

Les conséquences de la fracturation hydraulique inquiètent de nombreux Américains, notamment au Texas, qui a vu naître cette innovation. A Denton, la multiplication des tremblements de terre (4) et la crainte d'une pollution de l'eau ont incité les habitants à voter, en novembre 2014, contre l'utilisation de cette technique. En milieu urbain, où le pompage conventionnel n'est pas possible, cette restriction revient, de facto, à une interdiction du forage. Sitôt la mesure votée, M^{me} Leslee Davis, une sexagénaire au sourire contagieux, propriétaire de quatre hectares à Denton, a porté plainte contre la ville, dont la décision serait selon elle « contraire à la Constitution ». « Il s'agit de prendre une partie de votre propriété et de la détruire sans aucune compensation ! », s'insurge cette institutrice à la retraite.

Des secrétaires millionnaires pointent tous les matins

Habitants comme entreprises semblent avoir tiré les leçons de la crise pétrolière des années 1980, à laquelle ils font souvent référence. Avant même la chute des cours, la prudence était de mise. L'écrasante majorité des propriétaires miniers ont ainsi gardé leur emploi. M. Dockery admet avoir réduit ses horaires, mais ni lui ni sa femme n'ont envisagé de vivre uniquement des rentes pétrolières. « Ici, on est programmé pour travailler », dit-il en riant.

Ceux qui se sont vraiment enrichis viennent du Texas rural, où les propriétaires détiennent d'immenses terrains, initialement destinés à l'élevage ou à la chasse. Si ce n'était la taille du pick-up, on serait bien en peine de distinguer ceux qui touchent des pétrodollars de ceux dont le terrain était situé du mauvais côté de la route. A Three Rivers, qui a pourtant vu son assiette fiscale multipliée par quatre entre 2008 et 2015, les maisons demeurent délabrées, les fils électriques brinquebalent. Seule une salle de sport à la moquette déjà décrépite a ouvert dans un ancien marché à viande. Dans la ville voisine de Tilden, qui rechigne à investir dans du matériel informatique, les registres du palais de justice sont toujours tapés à la machine à écrire. Actes de naissance, de décès, mais aussi cadastres stipulant qui détient les minéraux sont consignés dans une salle réservée à cet effet. Les secrétaires, toutes deux millionnaires depuis qu'elles louent leur sous-sol, continuent à pointer tous les jours.

« Ici, c'est mal vu de montrer qu'on a de l'argent. Et puis, à vrai dire, à quoi le dépenserait-on ? Notre état d'esprit, c'est ça », explique M. Dockery en montrant les plaines arides à perte de vue. Il nourrissait trois rêves ; il en a accompli deux : changer de pick-up et aller en Argentine. Gageons que, malgré la chute des prix, il pourra s'offrir le dernier : le pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle.

(1) Gregory Meyer, « US stripper well operators eye closures amid low oil price », *Financial Times*, Londres, 14 décembre 2014.

(2) Soit 223 euros les 4047 mètres carrés.

(3) Données pour 2014 fournies par l'Administration américaine d'information sur l'énergie (EIA). Si l'on y ajoute la production de gaz naturel (plus de 3 millions de barils par jour), cela représente davantage que l'Arabie saoudite (11,51 millions par jour) ou la Russie (10,84 millions par jour). Cf. *Les Echos*, Paris, 11 juin 2015.

(4) L'Institut géologique des Etats-Unis (United States Geological Survey, USGS) a enregistré plus de cent vingt tremblements de terre dans la région de Dallas-Fort Worth entre octobre 2008 et janvier 2015. Il n'en avait jamais mesuré aucun dans la région auparavant.

« Texas News »
(Nouvelles du Texas)
Tableau porte-clés du
Grand Eagle Ford Lodge
de Tilden, février 2015.
La baisse du prix du pétrole
a affecté l'activité
économique de la zone
d'extraction.



SAN ANTONIO EXPRESS-NEWS - ZUJMA - REA



ADAGP - WWW.PAOLVENTURA.COM

Autour de l'an 2000, la plupart des grands romanciers ont éprouvé le besoin de se confronter à des sujets historiques. Effet d'une date propice aux bilans ? Ou mutation durable de la littérature elle-même, qui s'approprie de nouveaux territoires ?

PAR GUY SCARPETTA *

RELATIONS compliquées, tout à la fois de solidarité et de rivalité, entre l'histoire et l'art du roman... S'il est un lieu commun à ce sujet, c'est bien celui qui opposerait la vision objective des historiens à celle, subjective, des écrivains. Or rien n'est aussi tranché. Les plus lucides des historiens savent bien que leur discipline est, par nature, anachronique, puisque c'est toujours le présent, nécessairement, qui détermine et modèle notre construction du passé; et il revient à l'inverse aux meilleurs écrivains de produire, le cas échéant, des effets de vérité sur ce qui échappe aux autres systèmes de représentation et d'interprétation – notamment à l'histoire et à ses grands récits officiels. Mieux : il est de plus en plus d'historiens, aujourd'hui, pour reconnaître qu'ils pratiquent eux aussi un certain type de récit, dont la forme n'est pas innocente, et pour inclure des romans dans leur champ de recherche, même si ce n'est, le plus souvent, qu'à titre de documents (1)...

Il n'en reste pas moins qu'il revient à la discipline historique d'établir des faits, de les soumettre à une perspective qui leur donne une cohérence, avec un scrupuleux souci de véricité; tandis que l'objectif du roman serait plutôt d'explorer, sans exclure la liberté de l'imagination, cette part de l'expérience humaine à laquelle on ne saurait accéder par d'autres voies, selon la thèse défendue par Hermann Broch, puis reprise et développée par Milan Kundera et Carlos Fuentes. Par exemple, si l'on veut comprendre quelque chose à la guerre d'Espagne (1936-1939), une foule d'ouvrages historiques peuvent y contribuer; mais si l'on veut saisir comment elle a été vécue subjectivement, de l'intérieur, par ses acteurs, mieux vaut lire *Pour qui sonne le glas...* Bien sûr, Ernest Hemingway a participé à cette guerre; mais c'est bien un roman qu'il en a tiré, et non la simple relation de son expérience.

Le roman est un art qui possède sa dynamique propre, son histoire singulière, et il n'a cessé, tout au long de son évolution, de conquérir son territoire sur les genres ou les disciplines qui le bordaient, avec lesquels il entraînait en concurrence. Dans sa phase « moderne », au cours de la première moitié du XX^e siècle, il a ainsi absorbé des formes et des fonctions qui relevaient précédemment de la poésie (Marcel Proust, James Joyce, Virginia Woolf, Louis-Ferdinand Céline), de la pensée philosophique ou de l'essai intellectuel (Proust encore, Robert Musil, Broch), et il s'est même réinventé en répondant aux défis que lui lançait le cinéma (William Faulkner, Hemingway). Eh bien, l'hypothèse que l'on pourrait soutenir, c'est qu'il rivalise aujourd'hui de plus en plus avec l'histoire – jusqu'à s'approprier ses matériaux, pour en faire autre chose.

Certes, l'art du roman a toujours entretenu des liens avec l'histoire; le « roman historique », de Walter Scott à Gustave Flaubert, n'ayant été qu'une forme particulière, à prétention réaliste ou illusionniste, de cette relation. Tout comme la façon de rêver l'histoire, ou de la projeter dans une dimension mythique, telle qu'on peut l'observer chez nombre de romanciers latino-américains des années 1960 à 1980 (Alejo Carpentier, Fuentes, Mario Vargas Llosa), en a été une autre; un livre comme *Terra Nostra* de Fuentes représentant certainement le sommet de cet art de la transfiguration (2). Mais depuis une quinzaine d'années – l'an 2000 pourrait constituer ici un seuil symbolique –, quelque chose de nouveau semble se manifester : une perturbation ou un remaniement des frontières entre littérature et histoire, une profonde redéfinition de leurs zones d'interaction. Cette extension vers l'histoire du domaine romanesque, annoncée dans les années 1990, a pris une ampleur particulière dès lors que presque tous les romanciers majeurs de cette période y ont participé. Ce processus a revêtu des formes multiples.

Certains romans, selon le principe soutenu par Kundera, refusent de se donner l'histoire pour objet, mais convoquent plutôt certaines circonstances historiques en tant qu'elles peuvent révéler des comportements humains jusqu'alors mal perçus – c'était déjà la façon dont Flaubert, dans *L'Education sentimentale* (1869), se servait des événements révolutionnaires de 1848. D'où, par exemple, dans certains romans anciens de Kundera lui-même, comme *Le Livre du rire et de l'oubli* ou *L'Insoutenable Légèreté de l'être* (Gallimard,

1979 et 1984), l'évocation d'un contexte historique (le « printemps de Prague », l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques, la répression qui a suivi) permettant de sonder certains paradoxes et certaines ambiguïtés de la subjectivité humaine.

De façon similaire, dans le grand roman de Philip Roth *La Tache* (Gallimard, 2002), l'arrière-plan historique, la guerre du Vietnam, à travers les traumatismes qu'elle a engendrés, peut éclairer tout un pan de la scène idéologique américaine contemporaine, et ce qu'elle induit : l'intolérance et les violences exercées au nom du « politiquement correct », les ravages du néopuritanisme, la bonne conscience couvrant une propension permanente au procès. De même, dans *Neige*, d'Orhan Pamuk (Gallimard, 2005), c'est le recours, fût-il allusif, à une réalité historique déjà ancienne, la décomposition du mouvement communiste en Turquie, qui éclaire l'oscillation un peu affolée des personnages d'aujourd'hui entre la mouvance laïque autoritaire, « kémaliste », et celle du fanatisme islamique. Mais la violence des affrontements idéologiques est ici distancée par des phénomènes irrationnels, des franges d'indécision, où finissent par se brouiller les frontières entre le réel et sa représentation...

Démystifier les visions convenues de la mémoire officielle

A l'inverse, la littérature romanesque peut aussi se saisir de l'histoire pour en évoquer plus frontalement les aspects repoussés dans l'ombre par les représentations dominantes. Il est significatif, en ce sens, que le même Roth, qui s'est longtemps limité au petit monde juif de New Jersey, ait éprouvé le besoin, précisément autour de l'an 2000, d'élargir le champ et de porter son regard ironique sur quelques zones d'ombre de l'histoire des Etats-Unis, comme si l'art du roman, pour lui, se devait aussi d'explorer le négatif du grand rêve américain. Dans des fresques brassant des dizaines de personnages et d'événements, il explore ainsi de l'intérieur la période du maccarthysme et les désastres humains qui en ont découlé (*J'ai épousé un communiste*, 2001); il évoque les dérives terroristes,



ADAGP - WWW.PAOLVENTURA.COM

Quand l'

autodestructrices, où ont pu sombrer certains jeunes gens dans l'exaspération des luttes radicales liées à la contre-culture des années 1970 (*Pastorale américaine*, 1999). Il peut même, dans une éblouissante uchronie, imaginer que l'aviateur Charles Lindbergh, dont les sympathies pour l'Allemagne hitlérienne étaient notoires, a été élu président à la place de Franklin Delano Roosevelt, dans les années 1940, ce qui fait apparaître les potentialités fascistes de la société américaine; celles qui étaient là, latentes ou manifestes, à l'époque, et n'ont sans doute pas disparu du seul fait qu'on l'a oublié (*Le Complot contre l'Amérique*, 2006). Rien d'une littérature édifiante pour autant : Roth n'écrit pas de roman à thèse, il ne vise qu'à ébranler les certitudes ou les préjugés historiques du lecteur, en soumettant ses récits à la pluralité déstabilisante des points de vue.

Un effet semblable peut se repérer dans *En crabe* (Seuil, 2002). Günter Grass y revient sur un épisode méconnu de la fin de la seconde guerre mondiale : l'histoire du paquebot *Wilhelm-Gustloff*, qui emportait vers l'Ouest des milliers de réfugiés allemands, dont de nombreux enfants, à l'époque des ultimes combats de 1945, et qui fut coulé par un sous-marin russe (le naufrage, au total, fit beaucoup plus de victimes que celui du *Titanic*). Grass ne se contente pas de mettre en lumière ces victimes collatérales, effacées de l'histoire officielle pour avoir été du « mauvais côté »; il zigzague sans cesse entre différentes temporalités, opère des plongées vers le passé – la période hitlérienne, où le *Wilhelm-Gustloff*, conçu comme un paquebot de croisière pour le peuple, participait de la propagande du régime – et des incursions dans le présent : la découverte, par exemple, d'un site Internet où se rassemble toute une mouvance néonazie, parée du prestige de la transgression... Façon de suggérer que la belle fable lénifiante de l'Allemagne actuelle purifiée de ses crimes d'hier ne parvient pas à évacuer d'inquiétants retours du refoulé. Difficile de ne pas penser à Faulkner : « *Le passé n'est jamais mort; il n'est même pas passé.* »

Selon une perspective assez proche, certains romans s'efforcent de démystifier les visions convenues de la mémoire officielle. Sommet du genre : l'étonnante somme proposée par l'écrivain hongrois Péter Esterházy, *Harmonia caelestis* (Gallimard, 2001), qui entreprend de retracer, en un millier de pages,



ADAGP - WWW.PAOLVENTURA.COM

* Ecrivain. Dernier ouvrage paru : *Guido*, Gallimard, coll. « Blanche », Paris, 2014.

l'art du roman s'empare de l'histoire

toute l'histoire de sa lignée aristocratique depuis le Moyen Âge. Mais cette foisonnante succession de récits, où se mêlent les réalités historiques attestées, les chroniques familiales et les légendes qui viennent s'y greffer, est sans cesse soumise à un principe d'ironie corrosif qui fait voler en éclats de manière réjouissante, et parfois franchement rabelaisienne, toute l'idéalisation chevaleresque stéréotypée dont une telle saga aurait pu être l'occasion.

Avec le même omniprésent coefficient d'ironie, une grande part de l'œuvre romanesque de l'écrivain espagnol Juan Goytisolo tend à saper la mythologie historique de son pays natal, fondée sur le mensonge longtemps propagé d'une Espagne religieusement homogène, soudée par la pureté du sang, en faisant surgir à travers toutes sortes de récits insolents, poétiques, truculents, ses composantes juives et musulmanes. De même, *Disgrâce*, de John Maxwell Coetzee (Seuil, 2001), expose le non-dit de la version bien-pensante d'une Afrique du Sud réconciliée, en faisant apparaître, lui aussi, ce qui n'est « même pas passé » : les prolongements, jusque dans d'insidieux effets de culpabilité, d'une violence endémique issue de l'apartheid.

De façon plus générale, on peut évoquer les œuvres qui mettent l'accent, à l'encontre d'une vision darwinienne et linéaire, sur la persistance du passé dans le présent. Les derniers grands romans de Jorge Semprun (3) soumettent ainsi une expérience historique tragique et réputée indicible, celle de l'univers concentrationnaire nazi, à un traitement quasi proustien de la mémoire, bousculant le strict ordre chronologique propre à l'histoire des historiens. Il s'agit moins de raconter les camps que de sonder, à travers tout un jeu de courts-circuits temporels, de résurgences involontaires, d'exhumations intempestives, la façon dont une telle expérience est vécue subjectivement et s'inscrit dans la durée, jusqu'à imprégner les moindres sensations ultérieures de ceux qui l'ont traversée. Le thème affiché, c'est Buchenwald ; mais le sujet véritable, c'est moins l'histoire que la mémoire.

De même, lorsque Goytisolo aborde le siège de Sarajevo, au début des années 1990 (4), il ne craint pas de mobiliser, pour arracher ce sujet aux représentations simplistes et souvent manichéennes qui



ADAGP - WWW.PAOLVENTURA.COM

en ont été données, toutes les ressources de l'art narratif contemporain : emboîtement des récits, incertitudes quant au degré d'objectivité de ce qui est raconté, versions contradictoires d'un même événement, contrepoints temporels, perturbation progressive du statut même des voix narratives. Au puzzle du roman répond toute la profondeur historique de ce que fut la Yougoslavie d'avant les ravages de la purification ethnique : enchevêtrement des cultures, des communautés, des religions. Ce qui est aussi mis en lumière, de façon ouvertement anachronique, par l'écho temporel diffus d'une autre purification ethnique, celle de l'Espagne à l'époque de la Reconquête...

Une littérature qui résiste à la destruction de la conscience

Même type de démarche pour *La Fête au bouc* (5) : Vargas Llosa ne s'y contente pas de raconter la chute du dictateur Rafael Trujillo, à Saint-Domingue, comme le ferait un historien, mais convoque tout un faisceau de procédés (variations calculées des points de vue, ellipses, dislocation de la chronologie) permettant d'aborder les arrière-plans secrets d'un tel événement, ainsi que ses dimensions intimes, jusqu'à pénétrer dans les sentiments et les pensées dissimulées du dictateur lui-même. Et jusqu'à faire entrevoir quelques-uns des aspects les plus énigmatiques de l'histoire, comme le lien obscur qui peut unir un peuple à son tyran.

D'autres romans, enfin, se présentent explicitement comme un collage et un montage de documents historiques bruts : archives, articles de journaux, lettres, témoignages, où l'intervention du

narrateur se réduit à de brèves et rares séquences de liaison entre les éléments de ce matériau *ready-made*. Le prototype du genre ? Le roman que Hans Magnus Enzensberger avait consacré il y a une quarantaine d'années au leader anarchiste espagnol Buenaventura Durruti (6) : simple juxtaposition de points de vue anciens et récents, écartant toute cohérence rétrospective, toute prétendue « vérité objective » définitive, préservant les mystères du personnage, n'effaçant pas les incertitudes concernant les faits eux-mêmes (la mort de Durruti, par exemple), et laissant tout jugement en suspens – au lecteur de décider.

Selon ce même principe, Enzensberger a récemment conçu un étonnant nouveau « docuroman », *Hammerstein ou l'Intransigence* (Gallimard, 2010), centré sur une figure peu connue de l'Allemagne des années 1930 et 1940 : le baron Kurt von Hammerstein, chef d'état-major de l'armée du Reich, amené peu à peu, en dépit de ses positions politiques nettement à droite, à se détacher d'Adolf Hitler et à le désavouer, dût-il pour cela abrégé ou sacrifier sa carrière. Reconstitution éclatée, à travers une mosaïque de témoignages, d'un personnage complexe, souvent équivoque, paradoxal, qui entretenait des relations de connivence avec certains



ADAGP - WWW.PAOLVENTURA.COM



ADAGP - WWW.PAOLVENTURA.COM

Les images qui accompagnent ces pages sont de Paolo Ventura. Elles sont extraites des séries « The Automaton » (L'Automate), 2010 ; « The Knives Thrower » (Le Lancer de couteaux), 2013 ; « Homage to Saul Steinberg » (Hommage à Saul Steinberg), 2014 ; « War Souvenir » (Souvenir de guerre), 2005. Paolo Ventura participe au festival photo de La Gacilly (Morbihan), du 5 juin au 30 septembre 2015.

officiers supérieurs de l'Armée rouge, et dont les propres enfants ont pu travailler secrètement pour le régime stalinien. Essentiellement construit sur la confrontation et la collision de documents non fictionnels, ce livre représente la magistrale exploration d'une zone grise de l'histoire, peu conforme, là encore, au grand récit officiel.

Il existe bien entendu aujourd'hui beaucoup d'autres romans qui investissent des sujets historiques, tant chez d'authentiques écrivains (Jean Rouaud, Lydie Salvayre, etc.) que dans un registre plus commercial (l'avalanche de « récits biographiques »). Mais si l'on a choisi de privilégier ici ceux qui répondent à l'exigence impérative d'inventer ou de renouveler des formes, ce n'est pas uniquement pour des raisons esthétiques. C'est qu'il semble impossible, si l'on se contente de perpétuer le vieux code du roman historique élaboré au XIX^e siècle, de dire autre chose que ce qu'il autorise à dire ; et de produire autre chose que de l'« histoire romancée », inoffensive.

Cette mutation des relations entre l'histoire et l'art du roman ouvre sans doute à celui-ci une autre dimension : celle d'écrire contre l'oubli, ou contre l'amnésie programmée. Comme s'il revenait désormais aussi à certains écrivains majeurs, depuis la singularité de leur domaine, de résister à l'immense et systématique destruction de la conscience historique propulsée par l'ordre dominant actuel, par la dictature soudée du spectacle et du marché – ce que Guy Debord, avec trente ans d'avance, comme d'habitude, nommait le triomphe du « présent perpétuel ».

GUY SCARPETTA.

(1) Dès 1942, Lucien Febvre consacrait un essai magistral à Rabelais (*Le Problème de l'incroyance au XVI^e siècle. La religion de Rabelais*). Mais la plupart des historiens ont tendance à ne considérer les romans que comme des documents pouvant éclairer l'histoire des mentalités.

(2) Lire « Carlos Fuentes, la subversion baroque », *Le Monde diplomatique*, juillet 2013.

(3) Jorge Semprun, *L'Écriture ou la vie et Le Mort qu'il faut*, Gallimard, Paris, respectivement 1994 et 2001.

(4) Juan Goytisolo, *Etat de siège*, Fayard, Paris, 1999.

(5) Mario Vargas Llosa, *La Fête au bouc*, Gallimard, 2002. Lire « La dictature dans les têtes », *Le Monde diplomatique*, mai 2002.

(6) Hans Magnus Enzensberger, *Le Bref Été de l'anarchie*, Gallimard, 1975. Également : *Requiem pour une femme romantique* et *Hammerstein ou l'Intransigence. Une histoire allemande*, Gallimard, respectivement 1995 et 2010.

Police de la pensée

L'enfermement idéologique des dirigeants européens trouve ses racines dans une bataille pour l'hégémonie intellectuelle qui ne se livre pas seulement dans les médias. Malgré ses impasses et l'échec des politiques qu'elle inspire, la doctrine économique néoclassique domine plus que jamais à l'Université. Ses promoteurs, parmi lesquels Jean Tirole joue les premiers rôles, contrecarrent toute volonté de pluralisme.

UNE ENQUÊTE DE LAURA RAIM *

PARTISANS de la concurrence non faussée, les économistes dominants la goûtent moins quand on les invite à la faire vivre dans leur profession. Reprenant une promesse de son prédécesseur Benoît Hamon, la ministre de l'éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem s'était engagée en décembre 2014 à créer à titre expérimental une seconde section d'économie au sein du Conseil national des universités (CNU), l'organisme qui gère la carrière des enseignants-chercheurs. Intitulée « Institutions, économie, territoire et société », celle-ci aurait pu devenir un refuge pour les économistes hétérodoxes, mal aimés des représentants du courant dominant. L'école dite « néoclassique », qui repose sur l'hypothèse de la perfection des marchés et de la rationalité des individus (voir le schéma page 17), règne en effet depuis vingt ans sur l'actuelle section de sciences économiques, la « 05 ». Trois cents chercheurs hétérodoxes se préparaient donc à rejoindre une nouvelle section d'économie politique pluraliste, critique et ouverte aux autres sciences sociales.

C'était sans compter le tir de barrage des « orthodoxes », bien décidés à tuer dans l'œuf toute possibilité d'une autre

* Journaliste.

pensée économique. A peine avaient-ils eu vent du projet ministériel que le président de la « 05 », Alain Ayong Le Kama, envoyait un courrier au gouvernement, brandissant la menace d'une « démission collective » de la section. Mais l'offensive la plus décisive a été celle de Jean Tirole, lauréat en 2014 du prix de la banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel (abusivement qualifié de « prix Nobel d'économie »). Il a adressé une lettre à M^{me} Vallaud-Belkacem pour empêcher une « catastrophe ». Mission accomplie : le projet a aussitôt été enterré.

Cette bataille apparemment corporatiste est en réalité hautement stratégique. Les représentations et préconisations des économistes exercent une forte influence sur les politiques publiques. Or, depuis une vingtaine d'années, les chercheurs hétérodoxes, c'est-à-dire tous ceux qui ne souscrivent pas à l'école néoclassique, soit à peu près un tiers des économistes français, sont exclus des positions-clés de la profession. S'ils parviennent encore à se faire recruter comme maîtres de conférences, le courant majoritaire leur verrouille l'accès au grade supérieur de professeur des universités (1). Alors que, entre 2000 et 2004, l'hétérodoxie représentait 18 % des nouveaux recrute-

ments de professeurs à l'université, ce pourcentage est tombé à 5 % entre 2005 et 2011, soit six hétérodoxes pour cent vingt postes (2).

Comment en est-on arrivé là ? L'école néoclassique monte en puissance depuis l'avènement de l'économie moderne, à la fin du XIX^e siècle, puis reflue dans les années 1930. L'approche de John Maynard Keynes, qui tire les leçons de la Grande Dépression en conférant à l'Etat un rôle central, s'impose alors comme nouvelle orthodoxie économique des politiques publiques. Lorsque le keynésianisme atteint à son tour ses limites face au contexte de stagflation (faible croissance et forte inflation), à la fin des années 1960, la théorie néoclassique revient en force avec les monétaristes et le courant des anticipations rationnelles.

Les hétérodoxes actuels émergent au même moment, en opposition à cette résurrection du paradigme néoclassique. Marxistes, postkeynésiens, régulationnistes et conventionnalistes ont en commun d'inscrire leur discipline dans le champ des sciences sociales et de porter une attention particulière aux aspects historiques, juridiques et politiques du fonctionnement de l'économie. Cherchant à décrire la société telle qu'elle existe vraiment, ils s'opposent à une représentation mécaniste et individualiste dans laquelle des agents mus par une rationalité instrumentale interagissent dans des multitudes de marchés.

Intégrant au fur et à mesure les critiques hétérodoxes, la théorie néoclassique se polit, admettant que l'information peut être asymétrique et la concurrence imparfaite... Reste que « les néoclassiques ne se sont pas imposés par la force ou la justesse de leurs idées, mais par des stratégies de colonisation institutionnelle », insiste Sophie Jallais, maîtresse de conférence à Paris-I. Dans la plupart des disciplines, pour être recrutés

comme maîtres de conférences ou comme professeurs, les candidats doivent être « qualifiés » par le CNU, avant d'être sélectionnés par les « commissions de spécialistes » de chaque université. Mais,

jusqu'à l'année dernière, la section d'économie dérogeait à ce principe pour le recrutement des professeurs, qui passait principalement par le concours d'agrégation du supérieur (3).

Une colonisation institutionnelle

CE vestige du XIX^e siècle ne subsiste plus que dans six sections sur soixante-dix-sept. Il se caractérise par son conservatisme, son entre-soi et son absence d'autonomie vis-à-vis du pouvoir politique. Et pour cause : le gouvernement nomme le président, qui, à son tour, nomme les sept membres du jury. « Chaque mandarin coopte ensuite son poulain, à qui il suggère plus ou moins subtilement de se porter candidat », raconte Liêm Hoang-Ngoc, maître de conférences à Paris-I. Depuis une quarantaine d'années, « ce sont des présidents de jury le plus souvent orthodoxes qui choisissent des jurys orthodoxes qui sélectionnent quasi exclusivement des candidats orthodoxes », résume Jallais. Cette homogénéisation se renforce, à partir des années 2000, sous l'effet d'une nouvelle méthode d'évaluation des candidats : leur production scientifique est officiellement appréciée en fonction non pas de sa qualité intrinsèque, mais des revues dans lesquelles elle est publiée. Un bon chercheur sera celui qui publie dans une revue bien notée au classement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), lui-même établi selon le degré de conformité aux approches dominantes.

En face, les hétérodoxes se défendent mal. Absorbés par leurs travaux, ils ne se soucient pas suffisamment de se « reproduire » institutionnellement, de diriger des thèses et des laboratoires ou de recruter des successeurs potentiels. Ainsi le fondateur de l'école de la régulation, Robert Boyer, n'a-t-il pas véritablement d'héritier. Des hétérodoxes encore présents dans les

instances de recrutement se laissent aussi parfois impressionner par l'appareil mathématique néoclassique. Certains, comme Michel De Vroey ou Marie-Claire Villeval, vont jusqu'à changer de camp et ouvrent grand les portes de l'université aux jeunes candidats orthodoxes.

Résultat : les professeurs hétérodoxes sont littéralement en voie d'extinction à l'université. « Ils sont désormais soit à la retraite, soit proches du départ, ce qui signifie que, d'ici deux ans, il n'y en aura plus un seul », avertit David Flacher, maître de conférences à Paris-XIII. Or ce sont les professeurs qui dirigent les masters, les écoles doctorales, les laboratoires, qui président les jurys de thèse et composent les comités de sélection de leurs pairs. Sans eux, impossible de faire vivre une école de pensée. De fait, presque tous les gros laboratoires hétérodoxes ont périçité ces dernières années, à quelques exceptions près, tels le Centre d'économie de Paris-Nord (CEPN), dirigé par Flacher, et le Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé), où travaille par exemple Laurent Cordonnier.

La logique de fusion entre établissements, encouragée depuis une dizaine

(1) Ces titres désignent les enseignants-chercheurs titulaires dans le supérieur. En novembre 2014, la section de sciences économiques comptait 1 270 maîtres de conférences (et assimilés) et 536 professeurs (et assimilés).

(2) « Evolution des recrutements des professeurs de sciences économiques depuis 2000. La fin du pluralisme », Association française d'économie politique (AFEP), septembre 2013.

(3) A ne pas confondre avec l'agrégation du secondaire, qui permet d'enseigner au lycée.

Le monde si simple de Jean Tirole

PAR GILLES ROTILLON *

JEAN Tirole, président de l'École d'économie de Toulouse (TSE), est un économiste reconnu par ses pairs, comme en atteste son récent « prix Nobel », en 2014. Ses recherches sur la régulation des monopoles et des oligopoles, les imperfections de marché ou la finance, lui ont en outre valu la reconnaissance des industriels et des dirigeants politiques, à qui il fournit expertises et avis. Il a ainsi formulé des propositions de simplification des licenciements, de « contrat de travail unique » (1) ou encore de prix unique mondial pour le carbone. En 2008, après l'éclatement de la crise des *subprime*, il déclarait également, lors d'une audition devant une commission de l'Assemblée nationale à propos de la régulation bancaire : « Il ne faudra pas jeter le bébé avec l'eau du bain : il est hors de question de revenir sur la titrisation ou sur l'existence des produits dérivés, car ces innovations ont des effets positifs. Il faudra en revanche prendre les dispositions techniques nécessaires pour que les abus ne puissent pas se renouveler (2). » Les millions de personnes qui ont perdu leur emploi, leur retraite ou leur logement à cause de la crise financière pourraient discuter cet avis ; mais du moins restait-il jusque-là dans son rôle d'économiste s'intéressant au marché du travail et à la finance.

Or Tirole a un projet plus vaste. Dans la lignée de Gary Becker (1930-2014), économiste de l'école de Chicago (libérale), il défend une science économique qui soit une science des comportements les plus divers, y compris ceux que l'on ne range pas habituellement dans le champ de l'économie : voter, se droguer, commettre un délit, donner son sang, aider une vieille dame à traverser la rue. Pour lui, seule une telle science serait à même de nous faire

bénéficier des vertus du marché en identifiant ses défaillances pour mieux y remédier par des politiques publiques bien conçues. Elle permettrait aussi de contribuer au « progrès de la civilisation » en questionnant nos sentiments de répulsion, selon lui trop souvent à l'origine de nos jugements éthiques. Car « les spécialistes des autres sciences sociales (philosophes, psychologues, sociologues, juristes et politistes...), une grande partie de la société civile et la plupart des religions » (3) – ce qui fait effectivement beaucoup de monde – développent une vision critique du marché sur la base de jugements moraux, explique-t-il. Ce qui serait principalement dû à une mauvaise connaissance des travaux récents des économistes.

Avec tant de science mise à notre disposition, à l'en croire, dans tant de travaux récents, on aurait pu espérer que l'état du monde soit plus florissant. De la finance délétère au chômage de masse en passant par la destruction de l'environnement ou la montée des inégalités, le « progrès de la civilisation » ne saute pas toujours aux yeux. Alors que les économistes semblent si peu performants sur des sujets relevant de leur champ de compétence reconnu, on peut s'interroger en les voyant s'avancer sur le terrain de la morale. Il convient de regarder de plus près ces travaux novateurs.

LE MONDE selon Tirole se compose d'individus dotés de caractéristiques psychologiques – volonté de paraître, vraie générosité, altruisme... – dont on n'interroge pas la genèse. Ces êtres humains entrent en interaction les uns avec les autres dans l'unique but de maximiser leur utilité, signe de leur rationalité telle qu'il la définit. Cette vision du monde présente deux caractéristiques, passées sous silence par les économistes tant elles leur semblent évidentes. D'une part, la société n'existe pas préalablement aux agents ; seules existent les préférences des acteurs, qui définissent leurs objectifs. D'autre part, chaque acteur se détermine sur la base unique d'une comparaison entre les coûts et les bénéfices (monétaires ou non) de ses actions et de l'anticipation qu'il fait de l'action des autres.

Les applications d'une théorie formulée en ces termes abondent : les interactions entre individus étant multiples et concernant tous les domaines, elles lui donnent un niveau de généralité maximum. Mais ce monde est aussi étrangement dénué de rapports sociaux. Pas de pauvres et de riches, pas d'hommes et de femmes singuliers avec leur ancrage social et leur histoire propre, pas d'immigrés, pas de terroristes, pas d'artistes : rien que des agents économiques souverains.

La formalisation mathématique au cœur de cette approche n'est pas étrangère à l'attrait qu'elle exerce. Elle peut séduire, au premier abord, par la rigueur qu'elle introduit dans les raisonnements. Mais on aurait tort d'oublier que, si l'enchaînement des preuves est rigoureux, la conclusion ne tient que par la pertinence des hypothèses. En l'occurrence, l'importance que l'individu accorde à sa « cupidité », à sa « générosité » ou à sa « volonté de paraître », caractéristiques en principe psychologiques, sont de simples nombres réels (souvent 0 ou 1). Cela permet de présumer que l'on a mis les comportements en équation, sans se poser la question du sens de cette opération.

La science économique ne peut devenir une science comportementale qu'en réduisant l'homme à peu de chose et le « comportement » à presque rien. Or l'anthropologie, la psychologie ou la linguistique nous apprennent que l'être humain n'existe pas indépendamment de la société où il vit ; et ce avant même de naître, car « la première condition pour qu'un bébé devienne une personne est que ses parents le considèrent comme telle (4) ». Le philosophe Gilbert Simondon montre que la formation de l'individu ne relève pas du simple déploiement d'une personnalité potentielle innée, mais suppose l'existence préalable de toute la société (5). Loin d'être façonnés par nos « préférences », nous dépendons de notre environnement technique et social. Du silex taillé au téléphone portable, toute l'évolution de l'humanité démontre le caractère constituant des objets techniques qui nous entourent. Le langage articulé lui-même, si caractéristique de l'espèce humaine, comme toutes les fonctions psychiques supérieures (sens esthétique,

pensée conceptuelle, esprit critique) se développent, ainsi que l'a montré Lev Vygotski (6) dès les années 1920, à partir du contexte social existant, par l'appropriation des réalisations aussi bien techniques que culturelles ou symboliques déjà présentes dans le monde humain.

Et pourtant Tirole paraît convaincu qu'il traite de manière rigoureuse des problèmes de société actuels. Il se persuade du bien-fondé des recommandations qu'il n'hésite pas à adresser avec assurance aux industriels et aux politiques sur la base de ses modèles. Il ne semble pas douter non plus que l'agent économique qu'il modélise soit suffisamment représentatif de l'espèce humaine pour appuyer la pertinence de ses avis et aborder les questions morales.

Il est sans doute louable de vouloir « mieux comprendre les fondements des craintes vis-à-vis de la marchandisation de certains domaines ainsi que ceux de la moralité » ; mais on doute que les travaux récents de ces économistes et la mise en équation des sentiments moraux nous soient plus utiles pour ce faire que les autres sciences sociales. La position de Tirole revient à prôner le recours aux économistes sur à peu près tous les sujets de société, en leur assurant l'une de ces rentes de situation que, paradoxalement, ses travaux s'acharnent à supprimer autant que possible là où elles existent. L'histoire récente nous l'enseigne : l'« expert » n'a pas toujours raison. S'il peut éclairer le débat démocratique, il ne peut s'y substituer.

(1) Olivier Blanchard et Jean Tirole, « Protection de l'emploi et procédures de licenciement », rapport du Conseil d'analyse économique, 9 octobre 2003.

(2) Didier Migaud et Gilles Carrez, « Rapport d'information relatif à la crise financière internationale », Assemblée nationale, Paris, 5 novembre 2008, www.assemblee-nationale.fr

(3) Jean Tirole, « L'éthique et le marché », *Les Echos*, Paris, 7 décembre 2014.

(4) François Flahault, *Le Paradoxe de Robinson. Capitalisme et société*, Mille et une nuits, Paris, 2005.

(5) Gilbert Simondon, *L'Individuation psychique et collective*, Aubier, Paris, 1989.

(6) Lev S. Vygotski, *Histoire du développement des fonctions psychiques supérieures*, La Dispute, Paris, 2014.

* Professeur émérite en sciences économiques à l'université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense.

STÉRILISE LE DÉBAT PUBLIC

économique à l'Université

d'années par l'Union européenne et intensifiée par la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) de 2007, a renforcé le phénomène, les petits centres hétérodoxes se faisant absorber par les grands établissements. « *Ce processus de concentration aboutit aujourd'hui à un oligopole stabilisé de trois structures : l'École d'économie de Paris (PSE), l'École d'économie de Toulouse (TSE) et le Groupement de recherche en économie quantitative d'Aix-Marseille (Greqam), qui s'échangent financements, bourses doctorales, promotions, mais aussi prix internationaux et chaires de prestige* », explique Bruno Tinel, maître de conférences à Paris-I. Le « prix Nobel » d'économie a ainsi été attribué au président de la TSE, Jean Tirole, et la chaire d'économie au Collège de France, à l'enseignant de la PSE Philippe Aghion.

La situation française reflète ce qui se passe ailleurs. Les universités anglo-saxonnes ne recrutent plus que des professeurs néoclassiques, susceptibles de publier dans les revues bien cotées. Au Royaume-Uni, par exemple, l'ancien bastion keynésien de Cambridge s'est progressivement vidé de tous ses professeurs hétérodoxes. « *Le grand épistémologue et historien de la pensée économique Tony Lawson n'a plus le droit de donner des cours d'économie ; il est obligé de donner des cours d'économétrie et de mathématiques* », raconte Dany Lang, maître de

conférences à Paris-XIII. Après la crise, à l'université de Kingston, quelques post-keynésiens ont essayé de développer un master critique. Ils ont notamment recruté Steve Keen, qui s'était fait renvoyer de sa faculté en Australie alors qu'il était l'un des seuls à avoir anticipé la crise des *subprime*. Aux Etats-Unis, mis à part à la New School de New York, « *l'hétérodoxie a été décimée partout. Il ne reste plus que des postkeynésiens isolés, éparpillés et trouvant souvent refuge dans les facultés de sciences sociales, les business schools ou dans les premiers cycles des petites universités publiques* », constate l'économiste américain James Galbraith.

Cette hégémonie serait peut-être plus acceptable si elle n'allait pas de pair avec une abyssale faiblesse théorique. En 2007, la chose a commencé à se voir, même aux yeux de non-spécialistes. Non seulement les orthodoxes ont été incapables de prédire ou même de comprendre la crise des *subprime*, mais leurs hypothèses sur l'efficacité des marchés avaient permis de légitimer scientifiquement la dérégulation financière qui en est en grande partie responsable. D'où l'appétit du public pour d'autres analyses, qu'illustre le succès en librairie du manifeste des « *économistes atterrés* ». Ce collectif, lancé en 2010 et composé majoritairement de maîtres de conférences hétérodoxes, démonte les dogmes régissant les politiques publiques européennes.

« Antichambre de l'obscurantisme »

LE retour en vogue de Keynes et de Karl Marx que l'on observe dans la presse et dans l'édition n'atteint pourtant pas le monde de la recherche, imperméable à toute remise en cause. Dans sa missive, Tirole s'enorgueillit des « *centres d'excellence en économie qui ont émergé en France ces trois dernières décennies* » et qui « *forment aujourd'hui des économistes que les régulateurs, organismes internationaux et entreprises s'arrachent* ». Le fait que ces « *centres d'excellence* » n'aient pas produit des économistes critiques, susceptibles d'alerter sur les dangers de la financiarisation, ne l'effleure manifestement pas. Droit dans ses bottes, il continue de mépriser souverainement les courants minoritaires, parlant d'eux comme d'un « *ensemble hétéroclite en difficulté avec les normes d'évaluation internationalement reconnues* », et les rappelle à l'ordre : « *Chercher à se soustraire à ce jugement [des pairs] promet le relativisme*

des connaissances, antichambre de l'obscurantisme. »

Les étudiants, eux, ne s'y trompent pas et militent contre le monolithisme de leurs cursus. En mai 2014, les quarante-deux associations de dix-neuf pays qui composent l'Initiative étudiante internationale pour le pluralisme en économie (Isipe) ont publié un manifeste contre l'enseignement actuel de la discipline. Partie de Paris, au début de l'année 2000, autour d'un mouvement dénonçant l'« *autisme* » de l'économie, la contestation s'est renforcée après la crise. A Harvard, soixante-dix étudiants ont quitté en 2011 le cours d'un enseignant-vedette, Gregory Mankiw, en

dénonçant son « *biais conservateur* ». Après avoir tenu des réunions informelles en 2012 et 2013 à l'université de Manchester, la Post-Crash Economics Society a organisé pendant un an un module de cours optionnel intitulé « *Bulles, paniques et crash : une introduction aux théories alternatives des crises économiques* ». Cela a valu au professeur chargé du cours, Sakir Yilmaz, de se voir refuser la prolongation de son contrat avec l'université. Depuis l'appel de mai 2014, l'Isipe s'est élargie et compte désormais soixante-cinq groupes de trente pays, dont l'Inde, le Pakistan, l'Australie et plusieurs pays d'Amérique du Sud. En France, le mouvement Pour un enseignement pluraliste dans le supérieur en économie (PEPS-Economie) a repris le combat en 2011. « *Le pluralisme que nous exigeons est d'ordre théorique, mais aussi méthodologique* », explique Louison Cahen-Fourot, son porte-parole. *Le cursus doit faire place, en plus des maths, des statistiques et de l'économétrie, à des cours d'histoire de la pensée économique.* » Son association a analysé les intitulés des cinquante-quatre licences d'économie en France : les modules d'histoire de la pensée ne représentent que 1,7% des cours proposés, quinze universités ne jugeant pas utile de l'enseigner.

Un obstacle a finalement été levé en septembre 2014, avec la quasi-suspension de l'agrégation du supérieur. La procédure pour devenir professeur est désormais la même que dans les autres disciplines : se faire qualifier par le CNU, puis candidater à un poste. Il s'agissait d'une revendication de l'Association française d'économie politique (AFEP), créée en 2009 pour restaurer la diversité dans la recherche. Hélas, cette victoire arrive trop tard : désormais majoritaires dans les instances de recrutement, les orthodoxes n'ont plus besoin de l'agrégation pour asseoir leur pouvoir. Débarassés du concours, les candidats hétérodoxes ne s'en retrouvent pas moins confrontés au barrage de la section 05 du CNU, étroitement contrôlée par les orthodoxes. D'où la nécessité d'une seconde section. Après de vifs débats internes quant aux risques d'un tel « *divorce* » au sein de la discipline, les membres de l'AFEP se sont finalement résignés en 2010 à l'idée

qu'il n'y avait « *plus aucun avenir possible pour les approches pluralistes dans le cadre de la section 05* ». La nouvelle section apparaissait comme la « *seule solution viable* ».

Refusant pour le moment cette option, le gouvernement assure qu'il va surveiller la section 05. Cette dernière a donc pris les devants en « *qualifiant* » quelques hétérodoxes lors de la session de février 2015. « *Une manœuvre tactique et cosmétique destinée à calmer le jeu et à masquer une logique structurelle qui demeure inchangée* », analyse le président de l'AFEP André Orléan, qui vient de diriger la rédaction d'un *Manifeste pour une économie pluraliste* (4).

Reste à comprendre l'énergie dépensée pour saboter la seconde section. Si les hétérodoxes sont si mauvais, pourquoi ne pas les laisser partir ? « *Il ne s'agit pas pour nous de rejeter les approches néo-*

classiques, ni de remplacer une hégémonie par une autre, mais de permettre à tous les courants de cohabiter », rappelle d'ailleurs Orléan. Le discours officiel invoque une lutte contre la « *balkanisation* » et un souci d'unité. Un argument faible si l'on considère que la physique, la biologie, le droit et l'histoire occupent plusieurs sections. Le motif est sans doute moins noble : « *Ils craignent surtout de voir les étudiants désertir les cours de microéconomie, de mourir d'ennui, et s'inscrire dans des licences "Institutions, économie, territoire et société"* », estime Florence Jany-Catrice, professeure à Lille-I. De fait, les effectifs sont en chute libre : d'après le rapport Hautcœur, le nombre d'inscrits en première année a baissé de 64% entre 2002 et 2012 (5). Au point que les facultés d'économie sont obligées de fusionner avec celles de gestion, jugées plus professionnalisantes, pour essayer de retenir les élèves.

Poussés vers d'autres disciplines

AUX yeux du sociologue Luc Boltanski, l'opposition farouche des orthodoxes s'explique autrement : ils livrent bataille « *pour préserver le monopole sur le concept d'économie* (6) ». Ils ne supportent pas que des chercheurs ne pratiquant pas la modélisation mathématique et questionnant l'efficacité des marchés puissent migrer vers une section qui conserverait le label « *économie* ». Lorsque Giovanni Dosi, économiste hétérodoxe italien des organisations, a soumis une contribution au *Journal of Mathematical Economics*, il a reçu une réponse claire : « *Vos agents ne maximisent pas, votre article n'est pas un article d'économie, soumettez-le à un journal de sociologie* ». L'injonction est à prendre au pied de la lettre : les néoclassiques veulent que les chercheurs des courants minoritaires s'en aillent dans d'autres disciplines et disparaissent en tant qu'économistes.

En quelque sorte, ils ont raison d'espérer, car c'est déjà ce qui se passe. Bernard Friot, par exemple, est parti en sociologie : « *J'étais maître de conférences à Nancy avec une thèse d'Etat en économie du travail. Mais je n'osais pas engager des doctorants à faire une thèse avec moi* »

les aurait conduits à de grandes difficultés de recrutement à l'université. J'ai donc passé une habilitation à diriger des recherches en sociologie, pour devenir professeur de sociologie du travail à Nanterre, raconte le théoricien du salaire à vie (7). La vitalité de la socioéconomie en France tient d'ailleurs pour partie au passage d'économistes vers la sociologie. » De fait, les sociologues François Vatin et Philippe Steiner sont également d'anciens économistes. Frédéric Lordon, spécialiste des crises, notamment financières, a quant à lui migré vers la section philosophie du CNRS. « *Ceux qui ont assez d'être bloqués vont aussi en aménagement du territoire, en sciences de l'éducation, en sciences politiques et en sciences de la communication* », ajoute Flacher. Autant le savoir : si l'on veut entendre des économistes qui ont quelque chose à dire sur la société, ce ne sera bientôt plus dans les facultés de sciences économiques qu'il faudra les chercher.

Laura Raim.

(4) André Orléan pour l'AFEP (sous la dir. de), *A quoi servent les économistes s'ils disent tous la même chose ? Manifeste pour une économie pluraliste*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2015.

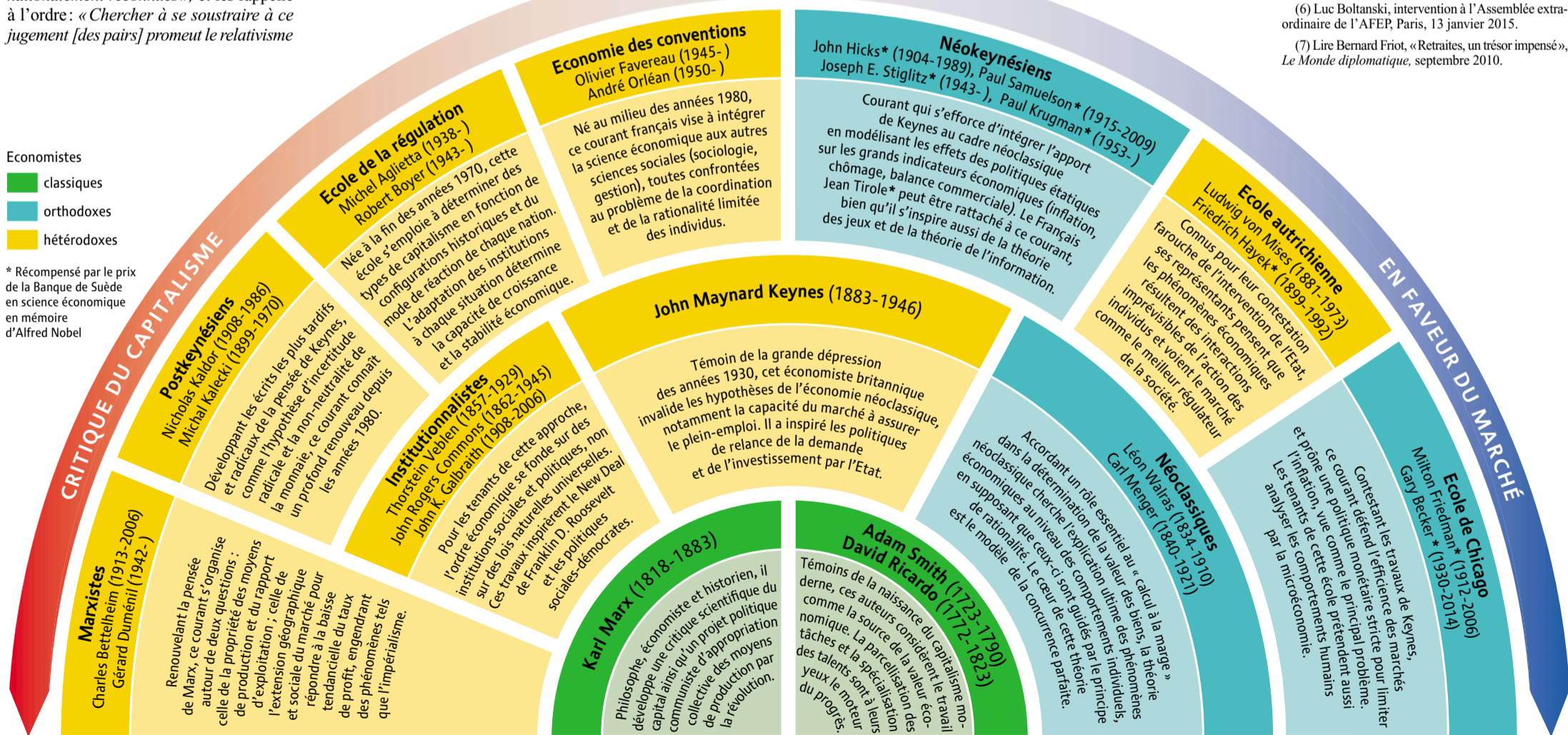
(5) Pierre-Cyrille Hautcœur, « *L'avenir des sciences économiques à l'Université en France* », rapport à la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Paris, 5 juin 2014.

(6) Luc Boltanski, intervention à l'Assemblée extraordinaire de l'AFEP, Paris, 13 janvier 2015.

(7) Lire Bernard Friot, « *Retraites, un trésor impensé* », *Le Monde diplomatique*, septembre 2010.

Economistes
classiques
orthodoxes
hétérodoxes

* Récompensé par le prix de la Banque de Suède en science économique en mémoire d'Alfred Nobel



Principaux courants et théories économiques

Il suffit, suggère une plaisanterie bien connue, de mettre trois économistes dans une même salle pour obtenir quatre points de vue différents. Fort de cette leçon, ce schéma ne prétend pas décrire l'ensemble des courants de la pensée économique.

Il propose en revanche trois axes de représentation synthétique. Le premier, du centre vers la périphérie, est chronologique : des pères fondateurs (XVIII^e-XIX^e siècle) vers les écoles contemporaines. Le deuxième oppose orthodoxes (bleu) et

hétérodoxes (jaune) : les premiers considèrent les agents économiques comme des êtres séparés, rationnels et calculateurs évoluant sur des marchés ; les seconds replacent leur réflexion dans le cadre des sciences sociales et/ou de la philo-

soophie politique. Le troisième axe de lecture s'organise sur l'arc de cercle : la critique du capitalisme s'accroît à mesure que l'on se déplace vers la gauche ; la défense du libéralisme, à mesure que l'on avance vers la droite.

Bientôt des yuans dans toutes les poches ?

Première exportatrice mondiale, la Chine dépend du dollar pour ses échanges commerciaux, sa monnaie n'étant pas convertible. Une subordination financière – et politique – dont elle cherche à se dégager par une internationalisation du yuan. La monnaie chinoise est d'ores et déjà devenue la cinquième devise mondiale pour le commerce. M. Ding Yifan, conseiller du gouvernement, explique les étapes à franchir.

PAR DING YIFAN *

Dès le milieu des années 1990, avec la croissance du commerce entre la Chine et ses voisins, le renminbi (RMB), ou yuan, est devenu un moyen de paiement bien accueilli dans toute la région. Lors du sommet du G20 de novembre 2008 à Washington, M. Hu Jintao, le président d'alors, s'était engagé à diversifier le contenu en devises étrangères des réserves chinoises. Dans la foulée, des mesures ont été prises pour promouvoir l'internationalisation du RMB ; et cela ne passe pas inaperçu. A la fin d'octobre 2014, le yuan est devenu une monnaie de réserve dans plus de cinquante pays et territoires.

Selon la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (Swift [1]), en décembre 2014, le RMB a remplacé les dollars canadien et australien au rang de cinquième monnaie de paiement du monde (2). Il se situe juste derrière le dollar américain (87 % des échanges internationaux [3]), l'euro (6,6%), la livre sterling et le yen. Il totalise 2,17 % du marché mondial, au coude-à-coude avec la monnaie japonaise (2,69%). Pour prendre la mesure du progrès accompli, il faut se rappeler qu'en janvier 2013 il ne représentait que 0,63 % des moyens de paiement des transactions internationales, ce qui le classait au treizième rang mondial. « *Le RMB est en train de se transformer, passant du statut de monnaie émergente à celui de monnaie de paiement courant* », a commenté M. Wim Raymaekers, responsable des marchés bancaires à la Swift (4). En 2014, la valeur totale des paiements en RMB a augmenté de 102 %, soit une croissance nettement plus rapide que celle d'autres devises durant la même période.

Cette internationalisation devrait permettre de diminuer les risques de change pour la banque centrale comme pour les entreprises chinoises, et de réduire les effets pervers du dollar américain sur l'économie du pays. En effet, si l'économie chinoise est ouverte sur le monde, ses entreprises réalisent leurs profits en yuans, principalement sur le marché intérieur. Quand elles exportent, elles touchent le plus souvent des dollars, qu'elles vont échanger en RMB, selon le taux de change du moment. Si le taux est volatil, les entreprises exportatrices ont du mal

à contrôler leurs prix et leurs profits. La banque centrale, la Banque populaire de Chine (BPC), se voit donc contrainte d'intervenir sur le marché pour maintenir un taux de change relativement stable – ce que les spécialistes appellent un « *taux flottant géré* » (*managed floating exchange rate*).

Mais toute initiative a un prix. Pour intervenir, la banque centrale achète du dollar et vend du RMB ; et, si elle émet trop de monnaie chinoise, elle provoque l'inflation, au risque de miner sa politique monétaire indépendante. Une réévaluation ou, au contraire, une dépréciation trop forte du dollar lui causerait donc des problèmes.

Désormais, grâce aux progrès de l'internationalisation du RMB, les entreprises chinoises peuvent demander à être payées en monnaie nationale, ce qui réduit leurs risques de change et diminue leurs coûts. Pour la même raison, la banque centrale a moins besoin de se porter sur le marché pour stabiliser les taux. Toutefois, cette nouvelle imbrication entre les marchés intérieur et étrangers suppose que le système financier du pays se réforme rapidement et en profondeur (*lire l'article sur notre site*).

Bien entendu, en encourageant l'usage du RMB dans le système monétaire international, la Chine étend son influence dans le monde – de quoi favoriser le développement économique de l'ensemble de l'Asie de l'Est et renforcer le statut international du pays. En témoigne le succès de son projet, lancé en octobre 2014, de Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII). Une vingtaine de pays asiatiques ont alors signé à Pékin un mémorandum d'entente, bientôt rejoints par des partenaires venus d'Europe, tels que le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie, ou du Proche-Orient, comme l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Iran ou Israël. En moins de six mois, le projet a attiré cinquante-sept pays. Principale contributrice de cette nouvelle banque, la Chine exercera une influence déterminante sur son orientation et son développement. On peut raisonnablement penser que l'usage du RMB sera étendu aux projets d'investissement d'infrastructure dans des pays asiatiques, financés principalement par la BAII.

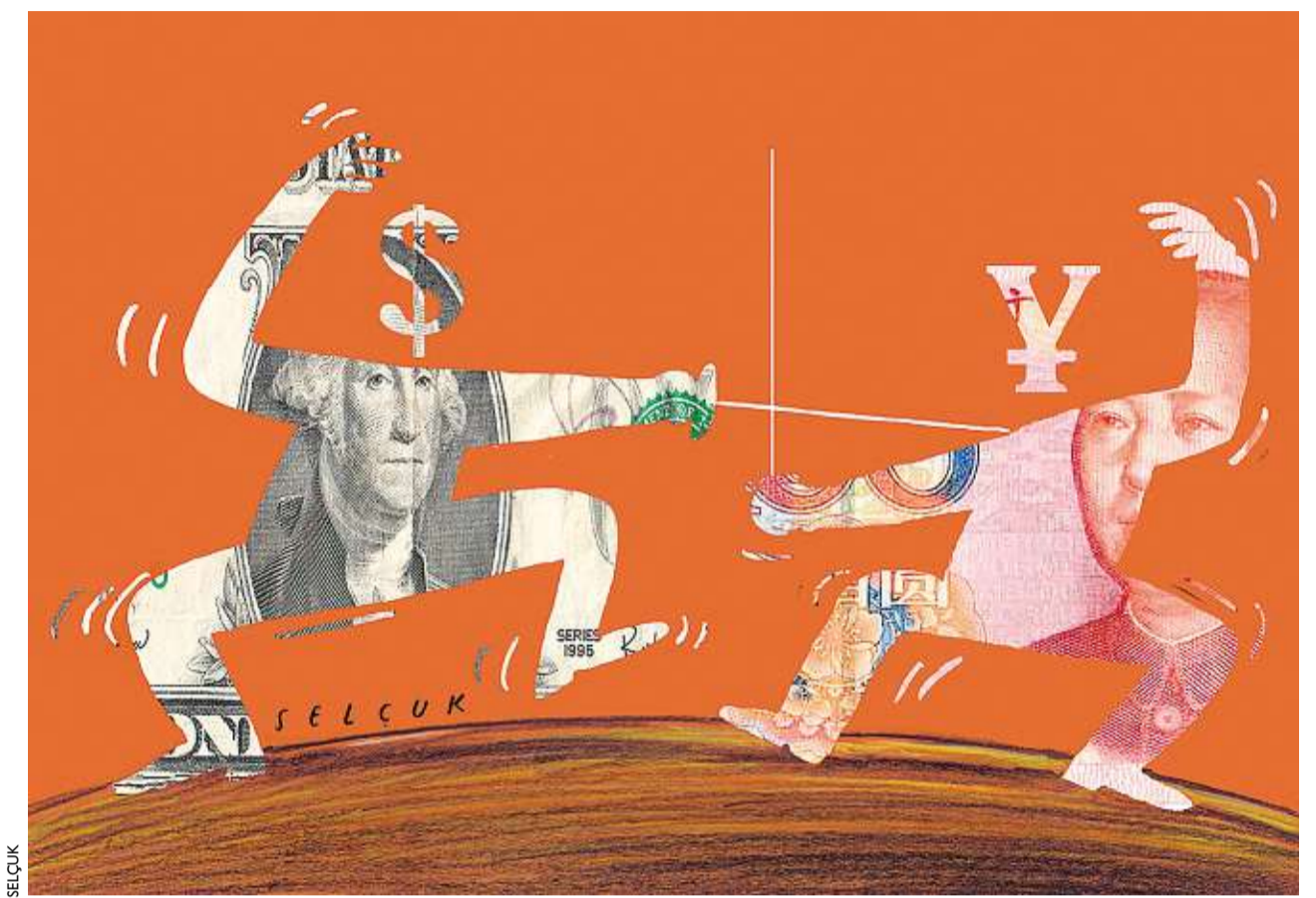
Les entreprises chinoises seront gagnantes

Cependant, la Chine n'a pas réalisé la convertibilité totale de sa monnaie et reste dépendante du dollar. L'internationalisation du RMB, ou plus exactement l'interopérabilité entre les marchés intérieur et étrangers, passe principalement par quatre canaux : le commerce, l'investissement direct, l'achat de titres sur les marchés financiers approuvé par la BPC et le *swap* (échange) de devises entre la banque centrale de Chine et celles des autres pays.

Depuis qu'elle a rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, la Chine a vu son commerce extérieur augmenter rapidement : elle est désormais le premier exportateur et le deuxième importateur mondial. Cela a encouragé l'usage du RMB comme moyen de paiement. En 2014, la part du commerce extérieur de la Chine libellé dans sa monnaie a atteint 6550 milliards de yuans sur un total de 26433 milliards (4260 milliards de dollar), soit plus d'un cinquième.

Les entreprises ont tout à y gagner. Ces transactions directes leur évitent de passer par les banques et de payer des commissions de change, ce qui améliore leurs flux de trésorerie (*cash flow*) et donc leur compétitivité, tout en leur épargnant les risques de change causés par la fluctuation des taux du dollar américain, de l'euro et autres. Lorsque les importateurs chinois achètent en yuans, ils facilitent la sortie de la monnaie vers le marché international ; à l'inverse, quand les exportateurs chinois demandent le paiement en yuans, ils favorisent sa rentrée sur le marché intérieur. L'augmentation des transactions internationales en yuans constitue donc l'étape indispensable pour passer du statut de monnaie de paiement à celui de monnaie de réserve pour les banques centrales.

Aujourd'hui, la Chine n'a pas encore complètement libéralisé le compte de capital, c'est-à-dire les flux financiers tels que les investissements directs étrangers (IDE) entrants et sortants, les prises de participation, les brevets, etc., qui sont



toujours soumis à certaines conditions. D'ores et déjà, le RMB est utilisé pour des investissements directs. Depuis le 13 octobre 2011, la BPC a autorisé les entreprises, les institutions économiques et même des particuliers étrangers à investir en monnaie locale. Ils peuvent également s'adresser directement aux banques pour régler leurs affaires, alors qu'auparavant il leur fallait une autorisation. En 2014, ces investissements en yuans représentaient 37 % de tous les investissements directs en Chine réalisés par des institutions étrangères non bancaires. Les institutions financières étrangères peuvent également opérer sur le marché financier chinois, dans la limite de 20 milliards de yuans, depuis déjà trois ans et demi. Le programme Renminbi Qualified Foreign Institutional Investors (RQFII), destiné aux investisseurs institutionnels, ouvre en effet de nouvelles possibilités sur le marché intérieur.

De plus, la Bourse de Hongkong, ouverte depuis longtemps, est connectée à celle de Shanghai depuis le 17 novembre 2014. Désormais, les investisseurs de Hongkong peuvent investir à Shanghai et vice-versa. Actuellement, les transactions quotidiennes sont limitées à 23,5 milliards de yuans, et le volume total ne peut dépasser 550 milliards de yuans. A l'avenir, ces deux places financières et celle de Shenzhen seront reliées et offriront plus de possibilités. Enfin, la banque centrale a signé avec vingt-huit pays et territoires des accords d'échange de monnaies pour un montant de plus de 3000 milliards de yuans, soit davantage que le volume mensuel du commerce international de la Chine.

Le premier marché offshore du RMB a été créé à Hongkong, qui constitue un réservoir de produits financiers libellés en RMB. Singapour, Taïwan, Macao sont aussi très actifs. Depuis 2014, la Chine a signé un accord de règlement en yuans avec le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et le Luxembourg. Si on compte celui que sa banque centrale a conclu avec la Banque nationale suisse en mars 2015, cinq marchés offshore du RMB ont été créés en Europe, à Londres, Francfort, Paris, Luxembourg et Zurich. En outre, la Corée du Sud, le Canada, l'Australie et le Qatar ont pris des options à travers des accords d'échange.

C'est aussi à Hongkong qu'a été expérimenté le premier marché offshore des obligations en RMB, appelées obligations *dim sum* (« petits raviolis » en cantonais) en raison de son volume limité. Depuis, d'autres emprunts en RMB ont fait leur apparition un peu partout, comme les « dettes de la ville du Lion », émises par Singapour, ou encore les « dettes de l'île du Trésor », émises par Taïwan. D'autres obligations de ce type sont apparues à Londres et au Luxembourg.

En octobre 2014, le Trésor britannique a émis à Londres des obligations d'une valeur de 3 milliards de yuans. C'est la première émission d'obligations quasi souveraines libellées en RMB à l'étranger. Un pas de plus vers l'instauration du RMB comme monnaie de réserve, puisque les bénéfices

seront inclus dans les réserves en devises britanniques. Londres se trouve à la pointe des relations avec Pékin dans ce domaine. Le Royaume-Uni a même été le premier à décider de participer à la BAII, donnant l'impression au monde qu'il entraînait les autres pays européens dans cette affaire.

Un taux de change déjà assoupli

Autre changement attendu : l'entrée du RMB dans le panier des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI), peut-être en janvier 2016 (5). A l'origine, ces DTS, unités de compte et actifs de réserve créés artificiellement par le FMI, étaient convertibles en n'importe quelle monnaie ou en or. Actuellement, leur valeur est déterminée par un « panier » de monnaies comprenant le dollar, l'euro, le yen et la livre sterling. Une fois incluse dans ce panier, une monnaie est automatiquement détenue dans plus de deux cent vingt pays et territoires. Conditions exigées pour être admis à ce club restreint : afficher un commerce parmi les premiers du monde au cours des cinq dernières années et disposer d'une monnaie convertible.

La Chine remplit la première condition depuis longtemps : elle est indéniablement la première puissance commerciale du monde. Quant à la seconde, les Etats-Unis lui reprochent de ne pas laisser sa monnaie flotter librement et de maintenir le contrôle des changes. De son côté, le président Xi Jinping a estimé, lors du sommet du G20 à Saint-Petersbourg, le 5 septembre 2013, que, « *pour construire un système monétaire international stable et plus apte à affronter les risques, il serait important de réformer la composition du panier des DTS* ». Et d'ajouter : « *La Chine s'efforcera d'approfondir la réforme du taux d'intérêt et du taux de change par la force du marché, d'accroître la souplesse du taux de change du RMB et de réaliser progressivement la convertibilité du compte de capital en RMB.* »

De fait, le taux de change du RMB s'est progressivement assoupli. Sa marge de flottement n'était que de 0,3 % en 1994 ; elle est passée à 0,5 % en 2007, puis à 1 % en 2012 et à 2 % en 2014. Le pouvoir s'est engagé à laisser le yuan flotter librement en fonction de l'offre et de la demande d'ici deux ou trois ans, et à réaliser la totale convertibilité du compte de capital d'ici à 2018-2020. Une expérimentation est en cours dans la zone de libre-échange de Shanghai.

Cela nécessite trois étapes : accélérer la libéralisation du taux d'intérêt par le marché et améliorer les mécanismes de formation du taux de change du RMB, afin que la courbe de rendement des bons du Trésor reflète l'offre et la demande ; pro-

mouvoir l'ouverture du marché des capitaux, élever progressivement le niveau de transactions financières transfrontalières ; et enfin, une fois les deux étapes précédentes couronnées de succès, réaliser la convertibilité totale du compte de capital.

On nous demande parfois si la Chine ne risque pas de connaître les mêmes difficultés que des pays comme le Brésil, qui subissent les aléas des capitaux spéculatifs. Mais la situation n'est pas du tout la même. La plupart des pays en développement ont dû ouvrir leur compte de capital par manque de capitaux étrangers, afin de les attirer et ainsi d'équilibrer leur balance internationale. La Chine, au contraire, affiche un excédent commercial énorme, ce qui la met à l'abri de cette nécessité. Certes, de temps en temps, elle est perturbée par l'entrée massive de capitaux à court terme ; elle prend alors des mesures de stérilisation des capitaux afin de contrebalancer les effets inflationnistes. En revanche, la libéralisation du compte de capital aurait pour effet d'atténuer la pression spéculative, la sortie des capitaux pouvant compenser l'entrée massive. Et l'énorme réserve de devises étrangères (près de 4000 milliards de dollars) devrait dissuader les spéculateurs de s'aventurer sur le taux de change chinois.

Le processus d'internationalisation du RMB ne peut que s'accélérer. Sur le long terme, c'est la profondeur et l'étendue du marché obligataire en yuans qui décideront de son avenir en tant que monnaie mondiale. La surveillance des mouvements transfrontaliers et l'observation du développement des marchés offshore permettront de prendre le pouls de cette évolution.

(1) Société coopérative d'institutions financières dont sont membres certaines des plus grosses banques du monde.

(2) « RMB breaks into the top five as a world payments currency », Swift.com, 28 janvier 2015.

(3) 60 % des réserves mondiales détenues par les banques centrales sont en dollars.

(4) « RMB breaks into the top five as a world payments currency », *op. cit.*

(5) Reuters, 27 janvier 2015.

* Directeur adjoint du Centre de recherche sur le développement, Pékin.

Lire également sur notre site :
« Une réforme financière à haut risque » (D. Y.)

www.monde-diplomatique.fr/53165

L'ACCORD DE PAIX CRÉE LES CONDITIONS DU DIALOGUE

Conjurer la fragmentation au Mali

Plus de deux ans après l'intervention militaire française, le Mali peine à renouer avec la paix. Porteur d'espoir, l'accord d'Alger du 1^{er} mars 2015 ouvre un espace pour le dialogue entre des communautés fragmentées dans un Etat en déshérence. Mais la volonté de négocier l'emportera-t-elle sur les dynamiques de conflit qu'attisent les trafics en tout genre et la raréfaction des ressources ?

PAR DANIEL BERTRAND *

OBTENU après huit mois et cinq rounds de négociations, l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali du 1^{er} mars 2015 semble bien fragile. Sous l'égide de l'Algérie, la médiation internationale a mobilisé l'Organisation des Nations unies (ONU), l'Union européenne, l'Union africaine, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), l'Organisation de la conférence islamique, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Pourtant, seuls le gouvernement malien et le Mouvement de la plate-forme du Nord-Mali, réunissant divers mouvements favorables à Bamako (1), ont, dans un premier temps, apposé leur signature. Il a fallu attendre jusqu'au 15 mai pour obtenir le paraphe de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), regroupant les mouvements rebelles qui plaident en faveur de l'autonomie de l'Azawad (2), et une négociation supplémentaire pour qu'elle finisse par signer l'accord d'Alger à Bamako le 20 juin. Depuis le début de 2015, les attaques des mouvements djihadistes – à Gao, mais aussi à Diabali, dans le centre du pays – ont fait une quarantaine de morts parmi les civils et les militaires maliens appuyés par les forces françaises de l'opération « Barkhane » (3).

Ces difficultés s'expliquent par les multiples dimensions de la crise malienne. Celle-ci ne concerne pas seulement la définition de nouveaux équilibres entre le Sud et le Nord, d'autant plus difficiles à atteindre que les violences de 2012-2013 ont laissé des traces profondes au sein des communautés. Elle révèle également les défis auxquels sont confrontées les populations du Nord.

Par le passé, les soulèvements réguliers emmenés par des chefs touaregs se terminaient par un accord de paix qui ne faisait qu'effleurer les problèmes, au risque d'entretenir, voire d'aggraver, les causes du malaise : on procédait à des cooptations-

réintégrations au sein des structures nationales, auxquelles s'ajoutaient des promesses de subsides et de reconversions pour les troupes démobilisées (4).

Mais l'apparition d'un trafic de drogue générant d'importants revenus (5) et l'importation du djihadisme contribuent à transformer, à travers les prises d'otages et les rançons, les rapports de forces socio-économiques. Par ailleurs, grâce aux flux humains et commerciaux établis avec les Etats du Golfe, des associations caritatives diffusent des courants de pensée islamistes radicaux qui pénètrent peu à peu les sociétés sahéliennes. On assiste ainsi à une collusion d'intérêts et de convictions entre certaines élites du nord du Mali et les mouvements fondamentalistes terroristes : présence d'Ifoghas au sein d'Al-Mourabitoun et de Peuls dans le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). Le tout sur fond d'Etat central affaibli – voire inexistant.

Les générations montantes ont capté les revenus illicites. Une classe de nouveaux riches proches des lignages dirigeants, mais impliquant des jeunes dépourvus de pouvoir politique, est rapidement apparue. Cela modifie les équilibres inter- et intracommunautaires et aiguise les tensions entre générations pour le contrôle du pouvoir. Une partie de la jeunesse du Nord échappe de plus en plus au contrôle social exercé par les chefs des tribus et des autres communautés qui composent le tissu social. Cette remise en question de l'aura des aînés résulte d'un long processus. Dès le début des années 1990, des jeunes arabes et touaregs se sont lancés dans des activités illicites dont les profits leur ont permis d'investir dans des compagnies de transport routier, d'acheter un nombreux cheptel, voire d'acquérir de riches propriétés. Ce bouleversement de l'ordre social engendre une inversion des valeurs comme le respect des aînés et de la pyramide sociale traditionnelle chère aux Touaregs.

Classe de nouveaux riches

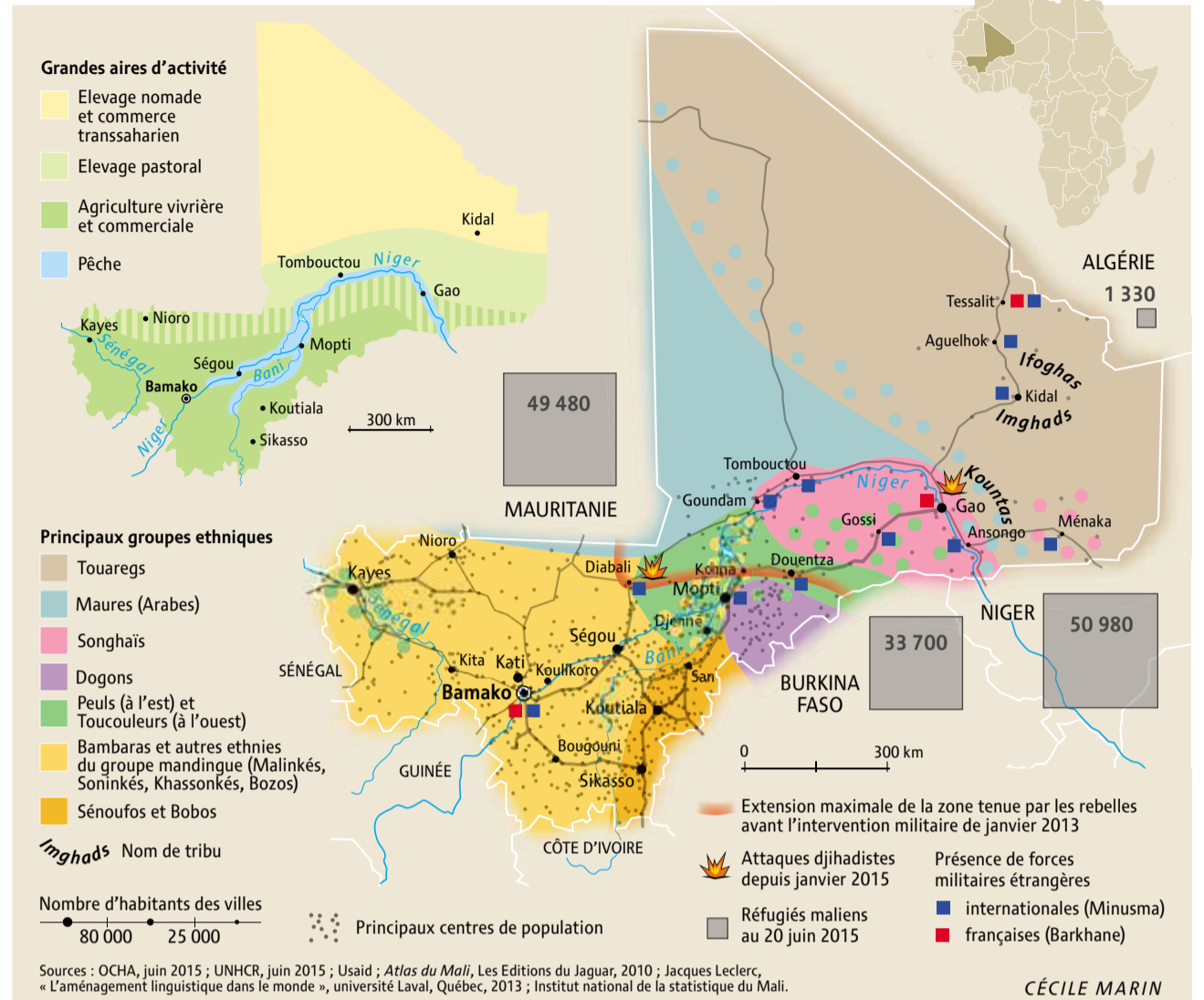
TRAFFIC de drogue, d'êtres humains, de cigarettes, d'essence : l'argent arrose donc plutôt bien le nord du Mali. Détenteurs de rentes de situation, les acteurs manifestent une certaine réticence quant à un accord avec Bamako susceptible de mettre en péril la répartition des profits. S'ajoute à cela l'accentuation du changement climatique, qui raréfie les ressources. On assiste par exemple à une compétition accrue pour l'accès à des points d'eau de moins en moins nombreux, alors que la croissance démographique est l'une des plus élevées du monde : 3,6 % par an (6).

La plupart des rébellions dans le nord du Mali ont été impulsées et dirigées depuis Kidal, où les clivages entre communautés s'accroissent. La classe guerrière des Ifoghas, qui domine la pyramide sociale touarègue (7), est aujourd'hui affectée par une double fracture. D'une part, l'aristocratie traditionnelle s'affronte à ses vassaux, les Imghads. De l'autre, de fortes tensions sont apparues au sein même des Ifoghas, après l'élection fin décembre d'un nouveau chef traditionnel, l'amenokal. Choisi par les sages pour succéder à son père, M. Mohamed Ag Intalla a pris position contre l'autonomie de la région, contrairement à son frère cadet et rival pour le poste, M. Alghabass Ag Intalla, ancien

lieutenant de M. Iyad Ag Ghali, le chef rebelle islamiste d'Ansar Dine. Le nouvel amenokal, par ailleurs député du parti présidentiel, tente de concilier les aspirations autonomistes de certains chefs traditionnels avec le maintien du Nord dans l'ensemble malien, sans nécessairement se rallier ouvertement à l'accord d'Alger. Son frère cadet alterne pressions et séduction auprès des communautés locales afin d'obtenir leur ralliement à une option dure dans le cadre du processus d'Alger : convaincre la médiation de la nécessité de renégocier le texte issu dudit processus.

Sur le terrain, la compétition entre Ifoghas et Imghads pour le contrôle de l'espace touareg s'exprime par des violences opposant les membres de la CMA, qui défend les intérêts des Ifoghas, et le Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés (Gatia), proche de la plate-forme qui a signé les accords. Cette milice bénéficierait du soutien tacite de certains cercles militaires maliens, notamment du général Ag Gamou, un Imghad connu pour son inimitié à l'égard de M. Ghali.

Une fragmentation analogue caractérise la région de Gao, où l'aristocratie arabe des Kountas combat la contestation de ses vassaux lamhars du Tilemsi pour le contrôle de la communauté. Cet affrontement se double, à l'instar de la lutte entre Ifoghas et Imghads, d'une concurrence pour la captation des trafics illicites. Les Lamhars du Tilemsi forment ainsi une



partie des forces du Mujao, groupe islamiste radical qui attire également des Peuls, tant de Gao que d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest, en particulier le Nigeria et la Guinée – deux plaques tournantes du trafic de drogue. Le Mujao serait financé notamment par le commerce de la drogue avec l'Algérie, ce qui le met en concurrence avec certains mouvements touaregs et arabes.

Désemparé devant la fragmentation du Nord et déterminé à restaurer l'unité nationale, Bamako tente d'exploiter cette situation à son profit, ce qui complique les efforts visant à rétablir la paix. Depuis l'indépendance, en 1960, les deux parties du pays sont structurellement liées, non par une identité ethnique ou un dessein commun, mais par les flux qui les traversent, des confins de la Guinée à ceux de l'Algérie et de la Libye. Dans ce contexte mouvant, la revendication d'un Etat – concept jusqu'alors étranger à la tradition nomade – « azawadien » traduit surtout un processus de territorialisation qui transforme certaines parcelles utiles du nord du Mali en zones de convoitise. L'identité territoriale des « gens du Nord » se transforme, passant d'une conception libertaire (les grandes étendues du désert appartiennent à tous) à une approche patrimoniale.

En conséquence, pour surmonter les blocages et pacifier le Nord malien, les communautés doivent trouver de nouvelles dynamiques, soit par elles-mêmes, soit, si elles y consentent, avec un appui extérieur. Les Touaregs sont traditionnellement des éleveurs, des commerçants et des guerriers. Leur société a montré une forte résilience pendant la période coloniale et durant les premières décennies de l'indépendance. Leurs valeurs ancestrales et leur identité sont aujourd'hui mises à mal par les effets conjugués de la mondialisation et du changement climatique. Dès lors, comment ces communautés doivent-elles se transformer pour retrouver l'équilibre vital sans lequel toute paix est illusoire ?

Par ailleurs, les liens entre les Touaregs et les autres communautés du Nord sont en recomposition. Traditionnellement, ils étaient déjà complexes, en particulier entre nomades et sédentaires. Les Peuls, les Arabes et les Songhaïs nourrissent une certaine méfiance envers les tentations hégémoniques des Touaregs. Loin de représenter la majorité, ces derniers se trouvent cependant au avant-postes de la revendication autonomiste au sein de la Coordination. Comment ces liens pourront-ils s'adapter au nouvel environnement afin de

créer une société apte à produire un compromis national ? En d'autres termes, comment les communautés du Nord pourront-elles sceller leur unité autour d'un projet acceptable pour Bamako ?

La crise requiert une thérapie en deux temps : d'abord, une clarification de la scène nord-malienne, ce qui permettra l'arrivée à la table des négociations de figures représentatives, munies de revendications claires et reflétant un consensus ; ensuite, la recherche d'un règlement inclusif et durable. L'accord d'Alger tente de mener simultanément ces deux séquences. Cette innovation constitue l'originalité du texte, qui apparaît comme le meilleur point de départ possible d'un processus de réconciliation durable.

En tout état de cause, la conclusion de l'accord d'Alger ne constitue qu'une étape d'un long processus de réconciliation nationale. Entamé durant l'été 2014, ce processus s'est assigné l'objectif de s'attaquer aux causes profondes du conflit, démarche indispensable si l'on veut mettre fin au cycle perpétuel rébellion-réconciliation-rébellion en cours depuis l'indépendance du Mali. Le fait qu'il confie l'examen de ces causes à une conférence d'entente nationale (CEN) organisée durant la période intérimaire (dans un délai de dix-huit à vingt-quatre mois après la signature de l'accord) et composée « sur la base d'une représentation équitable des parties » confirme la complexité de la crise malienne, qui ne peut être résolue à court terme.

L'accord d'Alger crée le cadre idoine pour le travail de recomposition nationale.

A terme, la CEN doit adopter une chartre pour la paix censée entériner une réconciliation durable. Par ailleurs, sont prévues la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle, une commission de lutte contre la corruption, ainsi qu'une commission d'enquête internationale chargée de faire la lumière sur tous les crimes (atteintes au droit de la guerre, génocide, viols, crimes contre l'humanité), et autres violations graves du droit international commises sur le territoire malien.

Tout en faisant preuve de patience, la médiation internationale doit entretenir une dynamique de dialogue, non seulement entre les communautés du Nord et les autorités de Bamako, mais aussi et surtout entre ces communautés, en veillant à ce que toutes les composantes de la population soient parties prenantes. Elle doit également jeter des ponts entre les acteurs qui se disputent l'autorité au sein des communautés.

(1) La Coordination des mouvements et forces patriotiques (CMFP), le Mouvement populaire pour le salut de l'Azawad (MPSA), le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) et la Coalition pour le peuple de l'Azawad (CPA).

(2) Territoire presque entièrement désertique situé dans le nord du Mali.

(3) Lire Philippe Leymarie, « La guerre du "Sahelistan" aura-t-elle lieu ? », *Le Monde diplomatique*, janvier 2013, et le blog Défense en ligne, <http://blog.mondediplo.net>

(4) Cf. « Mali : Reform or relapse », *Africa Report*, n° 210, International Crisis Group, Bruxelles, 10 janvier 2014.

(5) Lire Anne Frintz, « Trafic de cocaïne, une pièce négligée du puzzle sahélien », *Le Monde diplomatique*, février 2013.

(6) Moyenne annuelle sur la période 1998-2009, Institut national de la statistique du Mali.

(7) Concernant les tensions au sein de l'élite des Ifoghas, cf. Alpha Mahamane Cissé, « Kidal : l'accord de paix déchire les héritiers d'Intallah », *Maliactu.net*, 5 mars 2015.

* Ambassadeur, responsable Sahel au ministère des affaires étrangères belge. Cet article ne reflète que l'analyse personnelle de l'auteur, sans engager son autorité de tutelle.

MONDE diplomatique

ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ DU JOURNAL DEPUIS SA CRÉATION

- 60 années d'archives
- plus de 700 numéros du journal
- plus de 400 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

Abonnez-vous !

www.monde-diplomatique.fr/archives

Non, les hommes n'ont pas

La violence humaine est-elle innée ou induite par le contexte? Les recherches anthropologiques et archéologiques permettent aujourd'hui de répondre un peu mieux à cette question qui divisa les plus grands philosophes. La guerre ne semble apparaître qu'avec la naissance de l'économie de production et le bouleversement des structures sociales du néolithique, il y a environ dix mille ans.

PAR MARYLÈNE PATOU-MATHIS *

Sur la question de la violence chez les humains, deux conceptions radicalement opposées s'affrontent. Le philosophe anglais du XVII^e siècle Thomas Hobbes pensait que la « guerre de tous contre tous » existait depuis l'aube des temps (*Leviathan*, 1651). Pour Jean-Jacques Rousseau, l'homme sauvage était sujet à peu de passions et a été entraîné dans « le plus horrible état de guerre » par la « société naissante » (*Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, 1755).

L'image de l'homme préhistorique violent et guerrier résulte d'une construction savante élaborée par les anthropologues évolutionnistes et les préhistoriens du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Elle a été gravée dans les esprits à la faveur du présumé selon lequel l'humanité aurait connu une évolution progressive et unilinéaire (1). Dès la reconnaissance des hommes préhistoriques, en 1863, on a rapproché leur physique et leurs comportements de ceux des grands singes, gorilles et chimpanzés. Pour certains savants, cet « homme tertiaire » représentait le chaînon manquant entre la « race d'homme

inférieur » et le singe. Puis la théorie dite « des migrations », apparue dans les années 1880, a soutenu que la succession des cultures préhistoriques résultait du remplacement de populations installées sur un territoire par d'autres ; elle a enraciné la conviction que la guerre de conquête avait toujours existé.

Sans avoir procédé à une analyse précise de leurs usages, les premiers préhistoriens donnent aux objets taillés des noms à connotation guerrière : massue, casse-tête, coup-de-poing, poignard... Les expositions universelles et les premiers musées reproduisent ce parti pris. Ainsi, le Musée d'artillerie (devenu Musée de l'armée), installé aux Invalides en 1871, propose des collections d'armes pré- et protohistoriques, antiques, historiques et ethnographiques, et, pour chaque période, des mannequins grande nature armés, en costume de guerre. Cette présentation instille dans la tête du visiteur l'idée d'une continuité culturelle de la guerre depuis la période la plus reculée de l'humanité. Pourtant, d'après les études actuelles, ces armes étaient utilisées pour tuer des animaux, et non des humains.

Bienveillance envers les infirmes

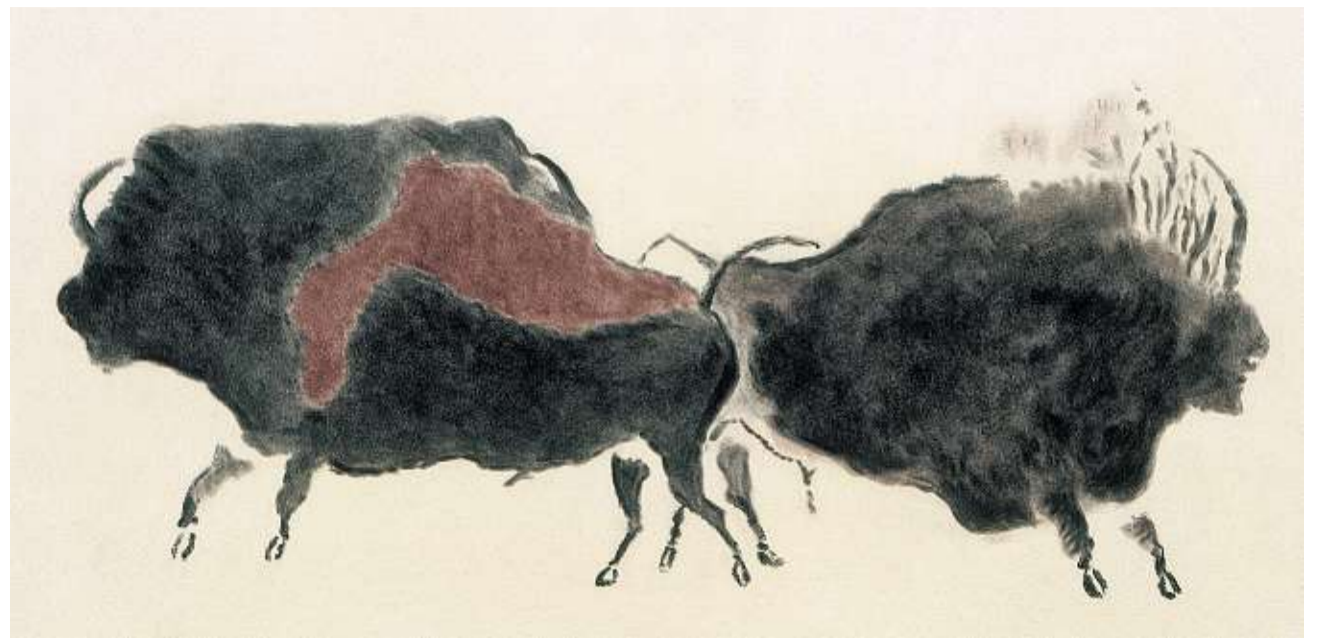
D'AVANTAGE encore que les travaux scientifiques, les œuvres d'artistes et d'écrivains ont construit l'image des préhistoriques et de leur mode de vie : les sculptures d'Emmanuel Frémiet ou de Louis Mascré, les peintures de Paul Jamin ou de Fernand Cormon ; les *Études antédiluviennes* de Pierre Boitard ; et bien sûr *La Guerre du feu* de J.-H. Rosny aîné, paru en 1911. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, cette image demeure, à de rares exceptions près, celle d'un singe anthropomorphe, souvent une sorte de gorille, espèce considérée alors comme particulièrement sauvage et lubrique. On le représente maniant des armes primitives comme le gourdin ou le coup-de-poing, pratiquant l'esclavage et s'adonnant au meurtre, voire au cannibalisme. Cette vision se retrouve dans la plupart des romans qui fleurissent à partir de 1880.

Ces fictions installent dans l'imaginaire populaire un archétype du préhistorique : un héros masculin, viril, confronté à des animaux de grande taille, comme le mammoth, ou féroces, tel le tigre à dents de sabre. Armé d'une massue et vêtu d'une peau de bête, il vit dans une caverne où il taille des outils en pierre. Révolté, instinctif et violent, notre ancêtre se bat pour conquérir le feu, une femme, ou pour venger un être cher. Les conflits sont omniprésents, comme si la guerre était inexorable, en particulier entre des « races » différentes, dont les types sont souvent puisés dans les récits des explorateurs (2).

* Directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), département préhistoire du Muséum national d'histoire naturelle (Paris).

Défenseur de la théorie de Jean-Baptiste de Lamarck sur l'hérédité des caractères acquis, le père de la psychanalyse soutenait que, en des temps très anciens, les humains étaient organisés en une horde primitive dominée par un grand mâle tyrannique. Celui-ci s'octroyait toutes les femmes, obligeant les fils à s'en procurer à l'extérieur par le rapt. Puis, un jour, « les frères chassés se sont réunis, ont tué et mangé le père, ce qui a mis fin à l'existence de la horde paternelle », écrit-il dans *Totem et Tabou*, en 1912. Freud développe également les notions de « primitif intérieur » et de « pulsion sauvage » ; les conflits internes représenteraient l'équivalent de luttes extérieures qui n'auraient jamais cessé.

Cette « sauvagerie intérieure » ne serait-elle pas en réalité, comme le suggère



Les images qui accompagnent ces pages sont de Maurice Thacon, qui exécuta les premiers calques de l'art pariétal de la grotte de Lascaux, ainsi que des gouaches et des pastels, puis un ensemble de photographies, vers 1941-1942.

l'épistémologue et anthropologue Raymond Corbey (5), une « construction mentale imaginaire influencée par les idéologies du XIX^e siècle comme le racisme ou l'eugénisme » ? Plusieurs études en neurosciences affirment que le comportement violent n'est pas génétiquement déterminé (6). Même s'il est conditionné par certaines structures cognitives, le milieu familial et le contexte socio-culturel jouent un rôle important dans sa genèse (7). En outre, de nombreux travaux, tant en sociologie ou en neurosciences qu'en préhistoire, mettent en évidence le fait que l'être humain serait naturellement empathique. C'est l'empathie, voire l'altruisme, qui aurait été le catalyseur de l'humanisation (8).

En observant les anomalies ou les traumatismes inscrits sur les ossements de plusieurs fossiles humains du paléolithique, on constate qu'un handicap physique ou mental, même de naissance, n'était pas éliminé. Les restes, vieux de 420 000 à 300 000 ans, d'un enfant *Homo heidelbergensis* ayant souffert de synostose crânienne précoce ont été retrouvés dans la Sima de los Huesos – la « grotte des os » – sur le site d'Atapuerca, en Espagne. Cette pathologie entraîne un développement anormal du cerveau, ainsi qu'une déformation du crâne. Atteint dès sa naissance d'un retard mental handicapant, cet enfant a survécu jusqu'à l'âge de 8 ans.

Dans la majorité des cas de traumatisme, les blessures sont cicatrisées, ce qui démontre que ces hommes prenaient soin de leurs malades ou de leurs blessés et que, malgré leur handicap, ceux-ci conservaient leur place au sein de la communauté. Autre exemple : l'examen du bassin et de la colonne vertébrale d'un *Homo heidelbergensis* vieux d'environ 500 000 ans, découvert sur le site d'Atapuerca, a montré qu'il souffrait d'une excroissance osseuse vertébrale et d'un glissement de vertèbres. Cet homme, mesurant un mètre soixante-quinze et pesant au moins cent kilos, était donc bossu et devait particulièrement souffrir lors de ses déplacements. Mais il a survécu jusqu'aux alentours de 45 ans grâce aux soins que lui ont prodigués les siens.

Si, aujourd'hui encore, dans l'imaginaire populaire, les hommes préhistoriques apparaissent comme des êtres en perpétuel conflit, la réalité archéologique autorise à porter sur eux un tout autre regard. L'analyse des impacts de projectiles sur les os humains, des blessures, de l'état de préservation des squelettes et du contexte dans lequel ils ont été découverts permet de caractériser un acte violent. Actuellement, les plus anciennes traces de violence ont été observées dans un contexte particulier, celui du cannibalisme. Plusieurs preuves archéologiques attestent cette pratique, durant le paléolithique, mais peu témoignent de la mise à mort des individus consommés. En outre, il est impossible de différencier les groupes d'appartenance des « mangeurs » et des « mangés ».



PHOTOS: LOIC HAMON - RMN-GRAND PALAIS

Quant aux autres marques de violence, l'examen de plusieurs centaines d'ossements humains datant de plus de 12 000 ans a permis de constater leur extrême rareté (9). En outre, elles sont souvent difficiles à interpréter, car elles peuvent tout aussi bien résulter d'un coup porté intentionnellement que d'un accident, en particulier de chasse. Le plus ancien témoignage de violence hors contexte cannibalique a été découvert sur le crâne d'un *Homo sapiens* archaïque trouvé dans une grotte près de Maba, en Chine méridionale, et vieux de 200 000 à 150 000 ans. La fracture observée au niveau du temporal droit résulterait d'un coup porté à l'aide d'un objet contondant en pierre. Plus de 100 000 ans plus tard, dans la grotte de Shanidar, en Irak, un crâne de néandertalien âgé de 30 ou 40 ans (Shanidar I) présente deux écrasements : l'un au niveau de l'écaïlle frontale droite et l'autre au niveau de l'orbite gauche.

Cependant, comme le fait observer le fouilleur, ces marques peuvent avoir été produites par l'éboulement du plafond qui a eu lieu après l'ensevelissement du corps.

En Europe, le frontal d'une néandertalienne adulte, exhumé dans un banc de graviers de la rivière Vah, près de Sala, en Slovaquie, porte la marque d'un objet tranchant ayant entraîné une blessure non mortelle. A Saint-Césaire, en Charente-Maritime, une jeune femme néandertalienne a elle aussi reçu un coup sur la partie droite avant de son crâne. Porté avec un instrument très aiguisé, il aurait entraîné une forte hémorragie et une commotion cérébrale, voire un coma. Par ailleurs, des blessures provoquées par l'impact d'un objet pointu en bois ou en pierre ont été observées sur quelques squelettes (vieux de 60 000 à 45 000 ans) de néandertaliens, à Shanidar, et d'hommes modernes, à Skhul, en Israël.

Meurtres ou accidents de chasse ?

CES blessures résultent-elles d'un accident ou d'un acte de violence lors d'un conflit entre personnes, entre communautés ou entre groupes ? Pour ces périodes anciennes, la distinction est difficile à faire. Cependant, dans plusieurs cas, les blessures, notamment celles dues à un choc ou à un coup porté à la tête, sont cicatrisées. Ces personnes n'ont pas été achevées, ce qui laisse penser qu'elles portent plutôt les séquelles d'un accident ou d'un combat arrêté avant la mort, suggérant davantage une querelle interpersonnelle. Seuls l'homme de Skhul et, peut-

être, le garçon de la « grotte des enfants » aux Balzi Rossi, en Italie, semblent avoir subi des violences. Mais de la part de qui ? Un membre de leur communauté ou un individu extérieur à leur groupe ? La question demeure actuellement sans réponse.

Les néandertaliens de Shanidar, d'après l'étude menée par le paléoanthropologue américain Erik Trinkaus (10), auraient été victimes d'accidents de chasse. La distribution des lésions – situées principalement à la tête et aux bras – de plusieurs d'entre eux correspond à celle observée

(1) Cf. *Le Sauvage et le Préhistorique, miroir de l'homme occidental*, Odile Jacob, Paris, 2011.

(2) Cf. *Préhistoire de la violence et de la guerre*, Odile Jacob, 2013.

(3) Pierre Clastres, *Archéologie de la violence. La guerre dans les sociétés primitives*, Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 2013 (1^{re} éd. : 1977).

(4) Philippe Descola, « Les natures sont dans la culture », dans *Anthropologie : nouveaux terrains, nouveaux objets*, *Sciences humaines*, hors-série, n° 23, Paris, décembre 1998 - janvier 1999.

(5) Raymond Corbey, « Freud et le sauvage », dans Claude Blancaert (sous la dir. de), « Des sciences contre l'homme, II. Au nom du bien », *Autrement*, n° 9, Paris, mars 1993.

(6) Axel Kahn, *L'Homme, ce roseau pensant...*

Essai sur les racines de la nature humaine, Nil, Paris, 2007.

(7) Pierre Karli, *Les Racines de la violence. Réflexions d'un neurobiologiste*, Odile Jacob, 2002.

(8) Penny Spikins, Holly Rutherford et Andy Needham, « From homininity to humanity : Compassion from the earliest archaic to modern humans », *Time & Mind*, vol. 3, n° 3, Oxford, novembre 2010.

(9) Ces marques de violence n'ont ainsi été observées que sur cinq des deux cent neuf individus découverts sur des sites du sud-ouest de la France. Cf. Mary Ursula Brennan, « Health and disease in the Middle and Upper Paleolithic of southwestern France : A bioarchaeological study », thèse de doctorat, université de New York, 1991.

(10) Erik Trinkaus, *The Shanidar Neandertals*, Academic Press, New York, 1983.

Imprimerie du Monde
12, r. M.-Gunsbourg
98852 IVRY

QJD
PRESSE PAYANTE
2009

Commission paritaire des journaux et publications : n° 0514 1 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.

SAUVAGE ET BELLIQUEUSE

toujours fait la guerre

sur les os de professionnels du rodéo et révèle des traumatismes résultant de chutes violentes sur le sol. Les néandertaliens étaient des chasseurs de grands mammifères; leurs armes nécessitaient l'approche, voire le corps-à-corps avec l'animal, et il est donc fort probable que des accidents se produisaient. En outre, lorsque les chasseurs tiraient le gibier, les projectiles pouvaient rater leur cible et frapper un de leurs compagnons.

Quelques rares figurations du paléolithique supérieur montrent des humains

transpercés de traits, sur les parois des grottes de Cougnac et du Pech Merle, dans le Lot, et sur le galet de la grotte Paglicci, en Italie. Ces représentations sont souvent appelées «homme blessé» ou «homme fléché», car, pour certains préhistoriens, ces signes symbolisent des pointes de projectile. Mais, là encore, la représentation d'accidents de chasse ne peut être exclue, ni celle de sacrifices symboliques lors d'une cérémonie. L'art paléolithique ne compte aucune scène de guerre, même s'il convient de préciser que les scènes narratives y sont extrêmement rares.

Le tournant de la sédentarisation

Pour certains préhistoriens, le Site 117, situé sur la rive droite du Nil, à la frontière nord du Soudan en Egypte (entre 14 340 et 13 140 ans), apporterait la preuve la plus convaincante de l'existence de conflits meurtriers entre deux communautés à la fin du paléolithique. D'après les fouilles, cinquante-neuf corps de femmes, d'hommes et d'enfants de tous âges ont été déposés, seuls ou par deux, trois, quatre ou cinq, dans des fosses recouvertes de dalles. Selon James Anderson (11), près de la moitié des sujets inhumés auraient connu une mort violente, soit à la suite de coups portés à la tête, soit après avoir eu le thorax, le dos ou l'abdomen transpercé par des pointes de lance ou des projectiles en pierre, dont certains ont été retrouvés encore fichés dans les corps. En outre, d'après la trajectoire des projectiles, on a continué à tirer sur trois des hommes alors qu'ils étaient probablement déjà à terre. Que s'est-il passé ?

À la fin du paléolithique, le nord du Soudan connaît une aridification du climat. Enclavé dans la vallée fertile du Nil et cerné par des milieux naturels hostiles, ce site aurait suscité la convoitise de groupes vivant à l'intérieur des terres (12); à moins que, avec l'augmentation de la densité de la population, la diminution des ressources disponibles n'ait mené à une compétition interne pour leur contrôle. Rien dans le matériel archéologique recueilli n'indique une origine allochtone des projectiles. Par ailleurs, les cinquante-neuf squelettes correspondent-ils à un même événement ou à plusieurs? Quoi qu'il en soit, ce site apparaît comme étant le premier cas avéré de violence collective. Intra- ou intercommunautaire? Le débat reste ouvert.

D'après les vestiges archéologiques, on peut raisonnablement penser qu'il n'y a pas eu durant le paléolithique de guerre au sens strict, ce qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Une faible démographie, d'abord: en Europe, on estime à quelques milliers d'individus la population durant le paléolithique supérieur. Les communautés étant dispersées sur de vastes territoires, la probabilité qu'elles se soient affrontées est faible, d'autant qu'une bonne entente entre ces petits groupes d'au maximum cinquante personnes était indispensable pour assurer la reproduction.

La sédentarisation s'accéléra au cours du néolithique, avec la domestication des plantes et des animaux. Il en résultera une croissance localisée de la population et une crise démographique. Celle-ci a pu être régulée par des conflits, comme l'indique la présence dans plusieurs nécropoles – à Schletz, en Autriche, et à Thalheim, en Allemagne – de blessures mortelles sur des squelettes d'hommes, de femmes et d'enfants.

Le paléolithique disposait par ailleurs d'un territoire de subsistance suffisamment riche et diversifié. Certains anthropologues soutiennent que les sociétés préhistoriques n'auraient connu qu'une «économie de survie»; mais ce postulat ne repose sur aucune réalité archéologique. De nombreux travaux attestent le contraire, au point qu'on a pu voir en elles non seulement des sociétés auto-suffisantes, mais des sociétés d'abondance. Lorsque les territoires sont riches en ressources, les communautés n'entrent pas en compétition, car elles peuvent moduler leurs comportements de subsistance par l'exploitation de divers types d'aliments. Par ailleurs, aucune preuve archéologique n'étaye l'hypothèse de guerres territoriales entre migrants et autochtones.

Là encore, au cours du néolithique, le besoin de nouvelles terres à cultiver



entraînera des conflits entre les premières communautés d'agropasteurs, et peut-être entre elles et les derniers chasseurs-cueilleurs, en particulier lors de l'arrivée en Europe de nouveaux migrants, entre 5 200 et 4 400 ans av. J.-C. (à Herxheim, en Allemagne, par exemple). Une crise profonde semble marquer cette période, comme en témoigne aussi le nombre plus élevé de cas de sacrifices humains et de cannibalisme.

Alors que les sédentaires peuvent accumuler des biens matériels, les chasseurs-cueilleurs nomades disposent d'une richesse nécessairement limitée, ce qui réduit également les risques de conflit. De plus, l'économie de prédation, à la différence de l'économie de production, qui apparaît avec la domestication des plantes et des animaux, ne génère pas de surplus. L'histoire a montré que les denrées stockées et les biens pouvaient susciter des convoitises et provoquer des luttes internes; butin potentiel, ils risquent d'entraîner des rivalités entre communautés

et de mener à des conflits. C'est à la faveur du développement de la métallurgie et du commerce à longue distance de biens de prestige, au cours de l'âge du bronze (II^e millénaire avant J.-C.), que le guerrier et l'armement commencent à faire l'objet d'un véritable culte et que la guerre s'institutionnalise.

Par ailleurs, les conflits sont souvent déclenchés par les détenteurs de pouvoirs ou de biens – ce que l'on appelle «l'élite», qui souvent s'appuie sur la caste des guerriers. Or, si une quelconque inégalité socio-économique a existé au paléolithique, les preuves font défaut. Tout indique qu'il s'agissait de sociétés égalitaires et peu hiérarchisées. Ce n'est qu'au cours de la mutation socio-économique du néolithique qu'émergent en Europe les figures du chef et du guerrier, avec un traitement différencié des individus dans les sépultures et dans l'art. L'utilisation de l'arc se généralise; pour certains préhistoriens, cette arme utilisée pour la chasse aurait joué un rôle dans l'augmentation des conflits, comme semblent l'attester les peintures rupestres du Levant espagnol.

Le développement de l'agriculture et de l'élevage est probablement à l'origine de la division sociale du travail et de l'apparition d'une élite, avec ses intérêts et ses rivalités. En outre, l'exploitation de champs de plus en plus vastes nécessitant un grand nombre de bras, il devient indispensable de trouver de la main-d'œuvre. On constate au cours du néolithique moyen l'apparition simultanée de la caste des guerriers et de celle des esclaves – pour la plupart, probablement, des prisonniers de guerre.

Dernier élément pacificateur au paléolithique: l'absence de sacrifices humains à une divinité. Pour certains archéologues, le culte de la déesse-mère, ou grande déesse, pratiqué au néolithique, aurait succédé à celui d'une déesse primordiale représentée par les

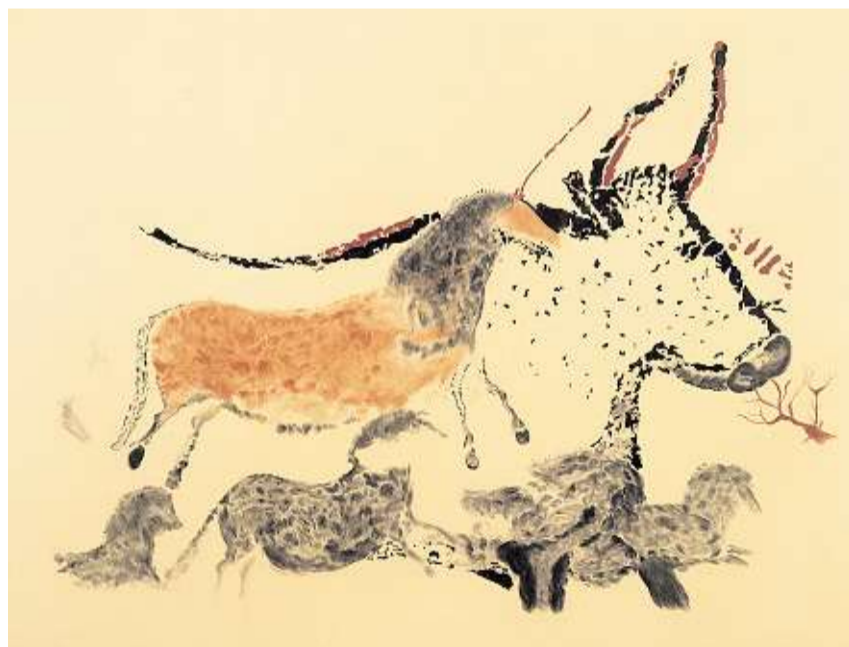
«vénus», ces statuettes aux caractères sexuels souvent accentués découvertes sur des sites européens du paléolithique supérieur. Là encore, aucune preuve archéologique n'atteste la pratique de sacrifices d'êtres humains, ni d'ailleurs d'animaux sauvages, à une quelconque divinité. Ceux-ci semblent apparaître durant le néolithique moyen (entre 5 300 et 4 500 av. J.-C.) et être en lien avec des rites funéraires, propitiatoires ou de fondation (à Hârsova en Roumanie, à La Fare-les-Oliviers en France). En outre, plusieurs sites européens datant de cette période témoignent de sacrifices d'esclaves lors de la mort d'une personnalité (Moullins-sur-Céphons, Le Gournier et Didenheim en France). À la fin du néolithique, le culte de la déesse-mère cède progressivement la place à celui de divinités masculines, souvent représentées armées d'un poignard.

Ainsi, la «sauvagerie» des préhistoriques ne serait qu'un mythe forgé au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle pour renforcer le concept de «civilisation» et le discours sur les progrès accomplis depuis les origines. À la vision misérabiliste des «aubes cruelles» succède aujourd'hui – en particulier avec le développement du relativisme culturel – celle, tout aussi mythique, d'un «âge d'or». La réalité de la vie de nos ancêtres se situe probablement quelque part entre les deux. Comme le montrent les données archéologiques, la compassion et l'entraide, ainsi que la coopération et la solidarité, plus que la compétition et l'agressivité, ont probablement été des facteurs-clés dans la réussite évolutive de notre espèce.

MARYLÈNE PATOU-MATHIS.

(11) J. E. Anderson, «Late Paleolithic skeletal remains from Nubia», dans Fred Wendorf (sous la dir. de), *The Prehistory of Nubia*, Southern Methodist University Press, Dallas, 1965.

(12) Jean Guilaine et Jean Zammit, *Le Sentier de la guerre. Visages de la violence préhistorique*, Seuil, Paris, 2001.



Darboussier, mémoire tenace

Le Mémorial ACTe (MACTe), centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage, ouvrira ses portes le 7 juillet sur le site de l'ancienne usine sucrière Darboussier, à Pointe-à-Pitre, dans le quartier de Carénage. Si les murs en moellons de l'usine ont disparu, le lieu et les témoignages des plus âgés rappellent comment, en Guadeloupe, l'exploitation industrielle prolongea l'esclavagisme.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
JACQUES DENIS *

DANS la baie de Pointe-à-Pitre, l'imposant bâtiment s'étire sur deux cent soixante mètres. Un vaisseau noir et argenté, traversé par une arche centrale à partir de laquelle on accède aux salles d'exposition. « *Des racines d'argent sur une boîte noire* », résume l'un des architectes guadeloupéens, M. Pascal Berthelot. Le Mémorial ACTe (MACTe) a pour ambition d'être un marqueur sur la route de l'esclavage voulue par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). L'idée originale en revient au Comité international des peuples noirs (CIPN) et à son fondateur, M. Luc Reinette. Ancien partisan de la lutte armée pour l'indépendance de l'île, celui-ci a refusé de participer à son inauguration en grande pompe par le président François Hollande, le 10 mai dernier, pour ne pas cautionner la présence française (1).

« *La boîte noire, comme en photo, révèle l'histoire et les faits* », expose M. Berthelot pour expliquer le projet architectural, « *inspiré, dit-il, des anciens moellons de pierre de l'usine qui se trouvait autrefois sur le site* ». « *Sur cette friche industrielle naît la vie. Nous ne voulions pas une bibliothèque "occidentale", nous souhaitons une architecture biologique, des rhizomes organiques*. » Le site de Darboussier, vaste terrain d'une dizaine d'hectares, représente un choix symbolique, tout à la fois plus poétique et plus politique que le premier site envisagé, vers l'ancien aéroport du Raizet. Ici, il y a trois ans, des pans de murs ensevelis sous les racines et les arbres témoignaient encore de la présence de la plus grande usine sucrière des petites Antilles. La nature avait repris ses droits, mais des carcasses de camions désossés, des rails d'un fantomatique chemin de fer, des cuves éreintées où se concentraient autrefois le jus de canne rappelaient le passé du lieu. En plein cœur du quartier de Carénage, l'usine compta jusqu'à un millier de travailleurs. Elle fut pendant plus d'un siècle, de 1870 à 1980, le poumon économique de la ville. Et de l'île.

L'usine, centrifugeuse économique et creuset socioculturel

L'histoire du site fait écho à celle de Pointe-à-Pitre, la capitale économique de la Guadeloupe, fondée en 1763. La ville connaît alors un essor très rapide avec l'arrivée de négociants comme Jean Darboussier, originaire de Montpellier, qui achète des terrains, dont le morne (colline) qui portera son nom à l'extérieur de la ville. Le terrain change plusieurs fois de mains. On y exploite le bois, avant que deux industriels, Ernest Souques, guadeloupéen, et Jean-François Cail, parisien, s'associent pour fonder ce fleuron de l'industrie sucrière du XIX^e siècle.

La canne demande des bras, mais l'abolition définitive de l'esclavage, en 1848, a changé la donne : la main-d'œuvre, longtemps gratuite et désormais libre, part en ville chercher du travail. On essaie donc de faire venir des Capverdiens ou d'autres Caribéens. Des milliers d'Indiens, pour la plupart d'origine tamoule, arrivent aussi par convois. Au cours des premières années de l'usine, des esclaves du Congo sont même rachetés avec un contrat de dix ans pour satisfaire les besoins d'un équipement surdimensionné.

« *Darboussier était un gros pourvoyeur d'emplois, confirme M. Thierry Letang, chef de projet scientifique et culturel du MACTe. Et, à un moment, plus de 70 % du personnel était indien!* » Sont aussi passés par là quelques centaines de Chinois, quatre cent cinquante Japonais et un convoi d'exilés politiques indochinois dont les dirigeants, défaits, furent envoyés comme travailleurs engagés, c'est-à-dire soumis au travail forcé. Le quartier de Carénage devint le creuset d'un intense brassage, à l'image d'une île-mosaïque. « *Lieu de luttes, l'usine*

reflétait la ségrégation qui est l'une des caractéristiques de la société créole », observe M. Letang. Traditionnellement, il existe une gradation de couleurs, du plus sombre au plus clair, échelle de valeurs qui va de pair avec le système esclavagiste. A Saint-Domingue, on dénombre ainsi vingt-quatre nuances de noir.



A l'heure où le capitalisme bourgeoise dans les Caraïbes, le système de l'habitation-sucrière, qui désigne, dans les colonies françaises, l'exploitation agricole où vivent le maître et ses esclaves, est progressivement supplanté. Le système usinier, plus performant, concentre vite les activités de production. Dans les années 1880, la Guadeloupe compte vingt-deux usines – autant qu'en Martinique. Darboussier, la plus importante, affiche alors une capacité de huit mille tonnes de sucre par an, à comparer avec les productions de seulement cinquante à soixante-quinze tonnes que délivraient les habitations-sucrières avant 1848 (2).

« *Le rapport maître-esclave était plus ténu dans les habitations que dans le système de la plantation aux Etats-Unis*, analyse M. Letang. *Un territoire plus petit, des relations plus soutenues, plus directes. L'habitant connaissait tous ses esclaves; il les avait choisis, achetés. Les habitations constituaient de petites unités autonomes, avec leur infirmerie, qui échangeaient avec l'extérieur pour écouler leur production.* » Le système perdure, sous diverses formes, jusqu'à la seconde guerre mondiale. Darboussier le réadapte à sa façon.

En 2015, le quartier de Carénage demeure l'un des plus animés de l'île, et ce vingt-quatre heures sur vingt-quatre, comme au temps des trois-huit qui rythmaient l'activité de l'usine lorsqu'elle tournait à plein régime, au moment des récoltes. Aujourd'hui encore, c'est dans ces anciens faubourgs marécageux que débarquent des populations de la Caraïbe et d'ailleurs. Plusieurs mondes cohabitent dans l'artère principale, la rue Raspail, qui longeait l'usine : des prostituées venues de Saint-Domingue qui attendent le client sur des chaises en plastique blanches, des évangélistes qui prêchent, des dealers de toute sorte...

Adjoint à la mairie chargé de la culture et du patrimoine, M. Georges Brédent revient sur ce quartier qui a nourri l'écriture de son roman *La Rue des champions* (3). Cet avocat de 61 ans a grandi dans la proximité de l'usine. « *C'était le lieu du plein-emploi, se souvient-il. Fortement hiérarchisé : tous les cadres étaient blancs et le personnel de maîtrise, antillais. Au bas de la pyramide, il y avait les ouvriers. Pour autant, cela fonctionnait très bien parce que ces travailleurs avaient le sentiment d'être fonctionnaires, avec un statut, une sécurité de l'emploi, et qu'ils bénéficiaient de certains égards : retraites, congés payés et... soins!* »

Sous couvert de système social, le patronat s'organisait pour que l'argent de la paie ne quitte



pas les lieux. Il y avait de nombreux commerces plus ou moins affiliés, et l'usine possédait alentour un parc immobilier. Elle avait mis en place des infrastructures pour ses employés afin de cultiver l'esprit de corps. Tous les gamins du quartier finirent par les fréquenter; piscine et terrain de basket restent encore dans les mémoires.

Centrifugeuse économique, l'usine fut aussi le creuset socioculturel de générations de Guadeloupéens. Travaillant avec de nombreuses « habitations », elle pouvait fonctionner quasiment en circuit fermé : elle possédait ses propres champs, qu'elle mettait à disposition de ses employés en colonage – une forme de fermage instaurée aux Antilles qui permettait au propriétaire d'exploiter à moindre coût ses terres, souvent les plus difficiles.

Parmi eux, M. Alphonse François, entré à 14 ans à l'usine comme ouvrier avant d'intégrer la comptabilité. Pour lui comme pour beaucoup, Darboussier fut à la fois un ascenseur social et la prolongation d'un système d'exploitation très bien huilé. « *Je cultivais aussi une parcelle de canne que m'avait allouée la Société industrielle de sucrière, raconte-t-il. La moitié de la production pour moi, l'autre pour la Siapap* (4). *Mais, au bout du compte, le colonage n'était pas si rentable, et en plus on se cassait le dos pour l'usine. Pis : la société pouvait rompre le contrat de manière unilatérale. On se savait exploités.* » A ses côtés, M. Edmond Sainsilly, nonagénaire, opine : son père a lui aussi été manutentionnaire à Darboussier.

« L'ombre du Blanc planait dès qu'on passait la porte »

Egalement âgé de 90 ans, M. Gaston Novercat était machiniste central, employé à l'année, tout comme avant lui son père fut mécano. Son fils aîné, Urbain, a refusé d'embrayer : « *Non ! Pour moi, c'était de l'esclavage. J'aurais eu l'impression de retourner en arrière. Il n'y avait pas un jour sans blessé. Mon père y a perdu le plein usage d'une jambe. Tous ces gens étaient mal payés. Les patrons se sont sucrés sur le dos des ouvriers.* »

Cuiseur de sucre pendant quarante-six ans et fils d'un charpentier lui-même au service de Darboussier, M. Paul Bilba vit encore, à 89 ans,

dans l'une des cases chancelantes qui bordent l'ancien site industriel. La sienne, une enfilade de petites pièces qui en disent long sur la précarité des lieux, lui a été cédée par l'usine, qui pouvait se montrer « *généreuse* » envers ses « *bons* » employés. « *Médecine du travail, location de case, prêt d'argent, association sportive : tout était sur place, se souvient-il. L'usine formait ses ouvriers, particulièrement les corps de métier mécaniques qui constituaient un gros secteur. Darboussier, c'était une administration ! Nous étions une famille.* » A la fête de Saint-Eloi, début décembre, tout le monde se réunissait autour des patrons, dont certains étaient venus de Paris, et qui faisaient la distribution des cadeaux emballés dans du papier crépon.

« *Comme dit le proverbe, "mieux vaut haillons que tout nu". Traduction : mieux vaut Darboussier que l'esclavage* », tempère M. Eddy Deher-Lesaint, 70 ans, natif du morne voisin et personnage haut en couleur, à l'image du drapeau indépendantiste de la Guadeloupe qu'il arbore à l'ombre d'un manguier de bien des années. « *Mais attention, précise-t-il, l'usine marchait à la baguette sans que le patron soit là. L'ombre du Blanc planait dès qu'on passait la porte. Darboussier, c'est le début de la société guadeloupéenne stratifiée.* »

Au cours du XX^e siècle, au fil des changements de propriétaire, ce capitalisme paternaliste a prospéré. Jusqu'au début des années 1960, quand le contexte international et régional a modifié la donne. Dans toutes les Antilles, l'économie sucrière entame alors sa phase de déclin, tandis que l'Etat français met en place le Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer (Bumidom). Créé en 1963 par le premier ministre Michel Debré, celui-ci organise l'émigration des jeunes vers la métropole pour leur faire occuper des emplois dans la fonction publique. Les indépendantistes dénoncent une saignée des forces vives de l'île.

(1) « L'indépendantiste Luc Reinette à Paris pour expliquer son refus d'assister à l'inauguration du Mémorial ACTe à Pointe-à-Pitre », FranceTV Outre-mer, 5 mai 2015, www.lalere.fr

(2) Pierre Dockès, *Le Sucre et les Larmes. Bref essai d'histoire et de mondialisation*, Descartes & Cie, Paris, 2009.

(3) Georges Brédent, *La Rue des champions*, Jazor, Pointe-à-Pitre, 2002.

(4) La Société industrielle et agricole de Pointe-à-Pitre (Siapap) a été constituée lors du rachat de l'usine à Ernest Souques au début du XX^e siècle, avant de fusionner, en 1970, avec la Compagnie française des sucreries pour former la Société industrielle de sucreries - Société agricole de la Guadeloupe (SIS-SAG).

ACTE À POINTE-À-PITRE

de l'esclavage

Au plan international, M. Fidel Castro et les indépendances rythment l'actualité de la région et donnent des idées à une nouvelle génération d'Antillais, qui veut rompre avec la logique d'assimilation à tout crin. En Guadeloupe, la situation se détériore avec les événements de mai 1967. Suite à une énième vexation raciste, les Guadeloupéens manifestent ; certains dynamitent. Les syndicats prennent le relais. Lors d'une manifestation, deux jeunes sont tués par les forces de l'ordre. Embrassement. De Basse-Terre à Pointe-à-Pitre, la répression marquera durablement les esprits, même si elle a été effacée de l'histoire officielle. A partir des années 1960, des mouvements indépendantistes se structurent : l'Association générale des étudiants guadeloupéens (AGEG) en métropole et le Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe (GONG) dans l'île.

Rue Raspail, Vélo le joueur de tambour s'est tu

C'est le début de longues luttes, dont l'emblématique grande grève, qui bloque la récolte de 1971. Deux ans plus tard, l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) est fondée et revendique bientôt des droits pour les ouvriers de Darboussier. « Dès lors, les propriétaires savaient que le ver était dans le fruit, commente M. Deher-Lesaint. L'agonie aura été longue, mais la mort était certaine. » La même année, la chute du cours du sucre est fatale à l'usine, pourtant encore rentable : les usiniers laissent pourrir sur place l'ancien fleuron, jusqu'à la fermeture, programmée en 1980. « Ce fut, en fait, le résultat d'un accord entre le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing et le baron Empain [l'un des propriétaires d'alors], se souvient M. Claude Morvan, secrétaire général de la Confédération générale du travail de Guadeloupe (CGTG) de 1975 à 2002.



C'était une décision nationale, après la réforme foncière et le plan de restructuration sucrière.

Né en 1946 en face de l'usine, d'un père qui fut transporteur de cannes, M. Morvan, membre de la commission paritaire mise en place à l'époque, est revenu lors de la fermeture sur les lieux de ses premiers petits boulots. « Des milliers d'emplois, directs et indirects, étaient concernés ! Ces négociations nous ont permis de mettre en place les Assedic de Guadeloupe. Avant, nous bénéficions d'un régime spécial. » Pas si éloigné des républiques bananières...

Car, jusqu'en 1946, les Antillais non blancs étaient seulement sujets français, et non citoyens. Le créole fut longtemps banni et, plus largement, tous les épisodes troubles de l'histoire franco-antillaise furent soigneusement gommés, effacés. Qui connaît Solitude, l'emblématique femme libre qui refusa, comme des milliers de Guadeloupéens, le retour à l'esclavage imposé par les troupes napoléoniennes en 1802 (lire l'encadré ci-dessous) ?

« A partir de la seconde abolition, en 1848, relate M. Letang au MACTe, l'objectif est de devenir citoyens français. Les Guadeloupéens y parviennent avec la départementalisation, en 1946. Maintenant, cette citoyenneté acquise, on s'aperçoit de ce vide, de la difficulté d'être sans mémoire. Comment savoir où l'on va lorsqu'on ne sait pas d'où l'on vient ? On ne peut pas repousser tout le temps la poussière derrière la porte. »

Pour Pointe-à-Pitre, la fermeture de l'usine annonça des années



HÉLÈNE VALENZUELA.
- Sur la friche de l'ancienne usine sucrière Darboussier, aujourd'hui occupée par le Mémorial ACTe, 2009

difficiles, sur fond de reconversions industrielles et de revendications indépendantistes. Pour le quartier Carénage, ce fut le début d'une lente descente aux enfers. En 2015, la rue Raspail continue à ne pas dormir, mais Vélo, le tuteur joueur de tambour, s'est tu. Les lolos, ces petites boutiques qui accueillent à toute heure les saisonniers et les salariés, ont fait place à des bars plus « clando ». Le quartier s'est appauvri ; les incendies de cases insalubres ne sont pas rares. Une à une, ces « dents creuses » qui plombaient l'attractivité du quartier sautent pour faire place à de futures opérations immobilières. En vertu de la loi Résorption de l'habitat insalubre, la mairie a déjà construit des logements sociaux, de petits ensembles qui portent les noms de Roger Bambuck – le plus fameux des gamins grandis à Darboussier, recordman du monde du cent mètres avant de devenir secrétaire d'Etat chargé des sports –, mais aussi de Dégagé et Loupiti, surnoms de deux locomotives qui acheminaient la canne à l'usine.

« L'identité de ce quartier est menacée »

La ville assure s'être préservée de la spéculation en acquérant en 2002, pour une dizaine de millions d'euros, le site industriel en jachère, dont environ un tiers a été attribué à la région pour ériger le MACTe. Ce bâtiment, qui a coûté 83 millions d'euros (contre 40 prévus initialement), s'inscrit dans un processus de réappropriation de l'histoire locale, alors que le tambour gwo ka, qui scandait les folles nuits du quartier, vient d'être classé au patrimoine mondial de l'Unesco et que le créole, hier interdit, est aujourd'hui enseigné.

Ce nouveau chapitre de l'histoire guadeloupéenne s'écrit au cœur d'un nouvel axe qui relie le centre-ville à l'université. Dans ce grand chambardement, les gens du quartier auront-ils encore leur place ? « S'agissant de l'aménagement, assure le président du conseil régional et ancien ministre des outre-mer, M. Victorin Lurel, qui a porté le projet du MACTe, une concertation est engagée avec la ville de Pointe-à-Pitre pour concevoir et réaliser en partenaires les opérations sous maîtrise d'ouvrage publique et pour neutraliser ce risque spéculatif. Ce quartier devant être le nouveau cœur de ville, le Mémorial y constitue une valeur de référence. » Néanmoins, des associations d'habitants se sont constituées pour faire remonter leurs doléances. « Les gamins étaient élevés par la tribu, par les voisins, se souvient le guitariste Christian Lavisso, né à Carénage. La maison pouvait rester ouverte. Aujourd'hui, il est évident que l'identité de ce quartier est menacée. On laisse pousser la mauvaise herbe et, comme ça, on peut éradiquer toute la zone. Le risque est de faire tomber toutes les anciennes bâtisses ; on jette tout. »

L'usine a été dépecée pièce par pièce ; la ferraille, revendue par les anciens patrons : il n'y a pas de petits profits ! Et, paradoxalement, le Mémorial a parachévé le démantèlement de tout un pan de l'histoire. Seul le centre administratif, un bâtiment classé par les Monuments historiques où les paies se réglaient à la quinzaine, témoigne du passé industriel ; il est question d'en faire un lieu consacré à l'art contemporain. Changement d'époque... Certes, l'ancienne vinaigrerie, qui appartient au sieur Darboussier avant l'usine, a également été préservée et un morne de la mémoire a été intégré au site du MACTe. Mais on peut s'étonner que les murs de l'usine aient été rasés.

Klod Kiavué, joueur de tambour gwo ka, a son explication : « Chez nous, il existe très peu de lieux consacrés au passé, sans doute parce que cela nous rappelle trop de mauvais souvenirs. Alors les murs de l'usine, c'est bien joli, mais pour nous cela évoque quand même beaucoup de souffrances. Il y a eu beaucoup de morts, de pleurs... » Ce musicien dont le père fut chimiste à Darboussier préfère des gestes plus symboliques, comme sa création pour cent tambours, exécutée voici quelques années dans une autre friche usinière : *Lizin Tanbou*, une pièce musicale qui retraçait le calvaire enduré par les travailleurs de la canne. Et pourtant, comme le demande la philosophie générale du MACTe, peut-on faire table rase du passé si l'on souhaite se projeter plus avant ?

« Il aura toujours fallu et à la fin en revenir à la mémoire, à ses ombres et à ses audaces », écrivait Edouard Glissant dans les préliminaires de *Mémoire des esclavages* (5), qui militait pour la fondation d'un centre national dédié – un renvoi à ce devoir de mémoire qu'invoquait M^{me} Christiane Taubira, alors députée, le 10 mai 2001, lors du vote de la loi qui dispose que « la traite et l'esclavage dont ont été victimes les Noirs constituent un crime contre l'humanité ». Une « mémoire escamotée », estime pour sa part M. Pierre Reinette, frère de Luc et chargé de mission pour la direction exécutive du MACTe. Minée par des troubles et des trous noirs qu'il est temps de combler.

Le nouvel édifice devrait permettre d'affronter ce passé pour, enfin, penser l'avenir. « Il faut faire ce travail pédagogique, sans ressentiment, juge ainsi M. Reinette. Pas de ressassement, mais un dépassement, pour paraphraser Glissant. Néanmoins, il faut bien savoir d'où l'on part. Certains pensent que l'on va fouiller dans la merde, que l'esclavage est derrière nous. Non : nous n'avons pas fait la paix avec cela, car nous ne l'avons toujours pas exorcisé. Nous n'avons pas raconté cette histoire. Au contraire d'Haïti ! Nous connaissons l'histoire française, pas l'histoire qui nous a menés ici. »

JACQUES DENIS.

(5) Edouard Glissant, *Mémoire des esclavages*, Gallimard, Paris, 2007.



Le combat de Solitude

ELLE fut magnifiée par André Schwarz-Bart dans son roman *La Mulâtresse Solitude* (Seuil, 1972), histoire bien réelle d'une esclave qui prit part aux soulèvements contre la répression française de 1802. A Pointe-à-Pitre, une statue rappelle ce sombre épisode qu'oublie les livres d'histoire acheminés de métropole. Le symbole d'une identité à part, d'une divergence de vues qui reste tenace.

Solitude préféra la mort à l'esclavage, pour paraphraser le dernier mot du colonel martiniquais Louis Delgrès, exécuté en Guadeloupe par les troupes de Bonaparte le 28 mai 1802. Elle échappa au massacre : comme elle était enceinte, on attendit la naissance de son enfant, futur esclave, pour la pendre au lendemain de son accouchement, le 29 novembre, sous les yeux d'une foule silencieuse. Huit ans plus tôt, la France révolutionnaire avait décrété l'abolition de l'esclavage dans ses colonies. Non sans mal : le lobby des planteurs estimait que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ne pouvait s'appliquer aux Noirs. Le 4 février 1794, le débat avait été tranché par la Convention : « Tous les hommes sans distinction de couleur domiciliés dans les colonies deviennent des citoyens français jouissant de tous les droits garantis par la Constitution. » Les tambours auraient annoncé la bonne nouvelle dans les plantations, aussitôt désertées.

C'était la fin de plus de cent cinquante ans de maltraitance par l'aristocratie sucrière, qui faisait régner sur les habitations (les exploitations – lire l'article ci-dessus) un régime de terreur, conformément aux dispositions du Code noir édicté en 1685 afin de réglementer le statut des esclaves. L'article 44 réduisait ceux-ci au statut de simples « biens meubles ». Trois siècles après sa « découverte » par Christophe Colomb en 1493, l'île en comptait près de cent mille. Une main-d'œuvre que les Français importaient massivement de nombreuses régions d'Afrique : Ghana, Togo, Dahomey (Bénin), Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun, Gabon, Congo ou encore Angola, comme le rappellent les marches en pierre de taille dédiées aux différentes ethnies des esclaves qui font face au Mémorial du tambour ka sur Grande-Terre.

L'esclave Solitude est née du viol d'une captive africaine sur un bateau négrier en 1772, avant de vivre l'enfer des habitations : les chaînes, fers aux pieds, entraves, carcans, garrots, colliers et masques de fer, cachots, lynchages rythmaient le quotidien des déportés. C'est pourquoi, dès l'annonce de l'abolition, en 1794, Solitude partit rejoindre une communauté de marrons, ces esclaves en fuite à l'époque coloniale, installés sur les mornes, les reliefs de l'île, avant de s'enrôler comme tant d'autres dans la troupe du colonel abolitionniste Delgrès lorsque la France bientôt impériale vint reprendre son dû.

Pendant plus d'un an, la répression fut féroce contre ceux qui osaient revendiquer leur liberté. Mais si le retour à la case départ fut proclamé et si les citoyens noirs de la Guadeloupe furent à nouveau asservis, rien n'allait cependant plus être comme avant. Aujourd'hui encore, 1802 reste une année gravée dans les mémoires locales. Peut-être autant que la date du 27 avril 1848, qui marque l'adoption de la seconde et définitive abolition de l'esclavage grâce au combat d'un député : Victor Schœlcher.

J. D.



LITTÉRATURES

AMÉRIQUES

LES ENFANTS CACHÉS DU GÉNÉRAL PINOCHET. Précis de coups d'Etat modernes et autres tentatives de déstabilisation. – Maurice Lemoine

Don Quichotte, Paris, 2015, 702 pages, 25 euros.

Maurice Lemoine propose un panorama des interventions américaines en Amérique latine, de la guerre froide à nos jours. Tentatives de coup d'Etat, déstabilisations, coups fourrés en tout genre : le récit nous mène du Venezuela au Paraguay en passant par Haïti, la Bolivie, l'Équateur, le Honduras... Enlevée, l'écriture mêle enquêtes, analyses et témoignages, ce qui rend la narration particulièrement accessible. D'une ampleur considérable, le projet conduit l'auteur à formuler une réflexion implicite sur le sort de cette gauche qui se lève aujourd'hui en Europe en revendiquant l'héritage de la vague qui a transformé l'Amérique latine au cours des années 2000. Dans quelle mesure des mouvements comme Syriza en Grèce et Podemos en Espagne doivent-ils craindre les mauvais tours des forces conservatrices ? Et sous quelle forme ? On peut regretter l'absence de table des matières ou d'index, qui auraient permis au lecteur de se repérer plus facilement. Le répertoire, en annexe, des « méthodes de l'action non violente selon Gene Sharp », politologue anticommuniste, est en revanche éclairant.

JULIEN MERCILLE

BACK CHANNEL TO CUBA. The hidden history of negotiations between Washington and Havana. – William LeoGrande et Peter Kornbluh

University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2014, 544 pages, 25,46 dollars.

Le 21 novembre 1963, à la veille de son assassinat, John Fitzgerald Kennedy avait envoyé à M. Fidel Castro un message d'ouverture. Quelques mois plus tard, le Cubain s'adressait secrètement au nouveau président américain, Lyndon Johnson : « J'espère sincèrement que Cuba et les États-Unis pourront finalement s'asseoir autour de la table dans un climat de bonne volonté et de respect mutuel et régler leurs différends. » En vain. Mais, comme cet essai le montre grâce à des documents déclassifiés, ces échanges n'ont presque jamais cessé depuis Dwight Eisenhower – ce qui n'empêcha pas M. Henry Kissinger, en 1976, de chercher les moyens de « détruire les Cubains ». La diplomatie américaine a toujours alterné la carotte et le bâton. L'Organisation des États américains (OEA) n'a annulé qu'en 2009 la résolution de 1962 excluant Cuba, et il a fallu un demi-siècle pour qu'un président, M. Barack Obama, engage officiellement un processus de normalisation, dans l'espoir que l'afflux de dollars permette le renversement tant espéré du régime.

JANETTE HABEL

ASIE

LE PARFUM DES HOMMES. – Kim Su-bak

Atrabile, Genève, 2014, 128 pages, 17 euros.

Le 5 mars 2007, Hwang Yumi meurt de leucémie. Employée dans une usine de semi-conducteurs appartenant à Samsung, la jeune femme est tombée malade moins de deux ans après son embauche. Sur la « ligne 3 », le secteur de l'usine où elle travaillait, cinq autres personnes ont contracté une leucémie. Mais Samsung refuse de reconnaître qu'il s'agit de maladies professionnelles, ce qui l'obligerait notamment à indemniser les victimes. « Le groupe Samsung est une entreprise qui représente notre pays... C'est la meilleure, ou c'est en tout cas l'image que tout le monde en a. » A partir du parcours de Yumi et du combat de son père pour faire reconnaître la responsabilité de la multinationale sud-coréenne, Kim Su-bak, l'auteur de cette bande dessinée, va méthodiquement déconstruire cette image. Dramas sanitaires, corruption, conflits d'intérêts, intimidation et pressions à l'encontre de la presse et des victimes : les actes d'accusation s'accumulent, comme autant d'appels désordonnés à relativiser le culte dont le groupe fait l'objet. Au fil du récit et des images, ces éléments s'imbriquent et l'ensemble gagne en cohérence pour former un réquisitoire implacable et poignant.

GUILLAUME BAROU

CAPITALISMES ASIATIQUES ET PUISSANCE CHINOISE. – Sous la direction de Pierre Alary et Elsa Lafaye de Micheaux

Les Presses de Sciences Po, Paris, 2015, 298 pages, 25 euros.

Depuis une trentaine d'années, l'Asie s'est majoritairement orientée vers le libéralisme, du moins dans ses discours. Cela a permis à la région de devenir un axe majeur de l'économie-monde et à la Chine, de se hisser depuis 2014 au premier rang mondial, devant les États-Unis, si l'on se fie au critère du produit intérieur brut (PIB) en parité de pouvoir d'achat. Cet ouvrage réunit les contributions de dix chercheurs en économie et sociologie qui réfléchissent aux paramètres de la construction de cette économie régionale qualifiée ici de « constellation de capitalismes asiatiques sous ascendant chinois ». Les approches vont d'études portant sur les recompositions régionales à des analyses thématiques par pays, notamment sur les problèmes liés au salariat en Chine, à la dépendance de Taïwan par rapport à son grand voisin, à la finance islamique en Malaisie ou à l'agro-industrie en Indonésie. Les conséquences environnementales sont également envisagées à travers le bras de fer sino-américain dans la lutte contre le réchauffement climatique.

FRÉDÉRIC DURAND

EUROPE

LA FIN DE L'EMPIRE DES TSARS. Vers la première guerre mondiale et la révolution. – Dominic Lieven

Editions des Syrtes, Genève, 2015, 502 pages, 18 euros.

Cet ouvrage cherche à renouveler un sujet déjà bien arpenté par les historiens : les causes de la première guerre mondiale. A rebours de la thèse de la concurrence fustée des vieux empires pour le contrôle des débouchés commerciaux, l'auteur affirme que c'est vers l'Europe de l'Est qu'il faut tourner son regard pour trouver les origines du conflit. Il choisit le cas russe parce qu'il est emblématique du bras de fer entre impérialismes et nationalismes qui constitue, selon lui, le principal mécanisme de basculement dans la guerre. La Russie d'avant 1914, minée par les poussées nationalistes à ses confins, s'est engouffrée dans la confrontation avec les empires austro-hongrois et allemand. L'analyse des revendications identitaires des Ukrainiens – encouragées par Vienne, réprimées par Saint-Petersbourg – ou encore la bataille d'influence entre la Russie et les Empires centraux dans les Balkans constituent des passages particulièrement stimulants et reliés à l'histoire récente.

HÉLÈNE RICHARD

LE MANIFESTE CONTRE LES ACCORDS TRANSATLANTIQUES. – Frédéric Viale

Erick Bonnier, Paris, 2015, 92 pages, 7 euros.

Militant altermondialiste et docteur en droit, Frédéric Viale décrypte dans ce court essai les accords de libre-échange que l'Union européenne négocie dans le plus grand secret avec le Canada et les États-Unis. Les moyens prévus dans ces textes renforceraient encore un peu plus le pouvoir des multinationales : tribunaux d'arbitrage privés pour condamner les États lorsque les investisseurs s'estiment lésés, mécanisme de « coopération réglementaire » pour défaire, hors de tout débat démocratique, les normes qui « entravent » le commerce. Partant du constat que les mouvements progressistes se battent depuis des décennies contre des projets aux noms différents mais aux buts similaires, Viale plaide pour s'attaquer directement aux causes : il faut, selon lui, sortir du libre-échange et rompre avec l'Union européenne pour gouverner à gauche – ce à quoi la France serait apte.

AURÉLIEN BERNIER

LA CORSE, ENTRE CLANISME ET NATIONALISME. – Sampiero Sanguinetti

Editions Albania, Ajaccio, 2015, 228 pages, 16 euros.

Le journaliste Sampiero Sanguinetti examine ici les évolutions institutionnelles depuis le rattachement de la Corse à la France en 1768 jusqu'à la V^e République, et la manière dont ces changements vont être assimilés et réinterprétés par une société corse caractérisée par le système clanique et son corollaire, le clientélisme. Le clanisme associe quatre éléments : le bipartisme, l'affiliation obligée, l'organisation en clientèle et l'exercice partisan du pouvoir. Il est à la fois l'instrument de l'*alta pulitica*, la « grande politique », lorsqu'il s'arrime à la sphère politique officielle et aux institutions étatiques, et l'expression de la *bassa pulitica*, la vie sociale de la Corse. Sanguinetti montre comment, aux XIX^e et XX^e siècles, le clan et son chef « ne sont pas des porteurs d'idées ou de projets, mais les rouages d'une sorte de syndicat en charge des intérêts locaux et individuels auprès du pouvoir et de l'Etat ». Malgré son titre, la question du nationalisme corse occupe peu de place dans l'ouvrage.

DOMINIQUE FRANCESCHETTI

AFRIQUE

ISABEL DOS SANTOS. Segredo e poder do dinheiro. – Filipe S. Fernandes

Casa das Letras, Alfragide (Portugal), 2015, 190 pages, 14,50 euros.

Fille du président angolais José Eduardo dos Santos, au pouvoir depuis 1979, M^{me} Isabel dos Santos est la femme la plus riche d'Afrique, avec une fortune estimée à 3,2 milliards d'euros. Banques, télécommunications, pétrole, diamants : elle possède la majorité des actions de dizaines d'entreprises en Angola, au Portugal et en Suisse. La presse présente volontiers cette personnalité ambitieuse et adroite comme un symbole de l'émancipation féminine en Afrique. Cette biographie cruellement dépourvue de distance critique illustre avec une candeur parfois touchante les mécanismes d'accumulation dont bénéficie une élite transnationale qui maintient des liens étroits avec le gouvernement angolais et circule entre Luanda, Londres, Zurich et Lisbonne aussi aisément que ses actions. Depuis 2008, M^{me} dos Santos est beaucoup plus présente au Portugal, dont l'endettement lui a offert de lucratives aubaines, en collaboration avec... l'homme le plus riche du Portugal, M. Américo Amorim. Selon l'auteur, Lisbonne ne serait plus que « la province portugaise de l'empire angolais ». Avec M^{me} dos Santos dans le rôle de l'impératrice ?

EVA SPIEKERMANN

MAGHREB

DOS DE FEMME, DOS DE MULET. Les oubliés du Maroc profond. – Hicham Houdaïfa

En toutes lettres, Casablanca, 2015, 110 pages, 13 euros.

Barmails de Casablanca contraintes de sombrer dans l'alcoolisme, saisonnières exploitées professionnellement et sexuellement, mineures « prêtées » à des hommes contre quelques milliers d'euros, victimes du mariage coutumier, jeunes femmes captées par des réseaux de prostitution dans les pays du Golfe... Avec les reportages de *Dos de femme, dos de mulet*, au titre emprunté à une expression de l'Atlas, le journaliste Hicham Houdaïfa montre comment le laxisme des institutions, les contraintes familiales et le poids des traditions semblent se lier pour infliger aux femmes des violences et des injustices insupportables. Bien que révisée, puis promulguée en 2004, la *moudawana* (code de la famille) est encore insuffisante, et les autorités, au minimum passives, apparaissent comme les principales responsables d'une oppression tenace. Celle-ci se nourrit largement de l'abandon scolaire précoce, notamment en milieu rural. De ce constat très dur émerge une lueur d'espoir : le travail de fourni des associations locales, auquel ce petit ouvrage rend, en creux, un hommage indispensable.

EMMANUEL RIONDÉ

THE REPORT: NIGERIA 2015 (*Oxford Business Group, Londres, 2015, 280 pages, 175 livres sterling.*) Devenu en 2014 la première puissance économique d'Afrique grâce à un nouveau calcul de son produit intérieur brut, le Nigeria tente de lutter contre de persistantes et profondes inégalités. Le rapport étudie, secteur par secteur, la stratégie de diversification et d'internationalisation d'une économie dépendante du pétrole.

Vertiges discrets du quotidien

Le Poids du temps
de Lutz Seiler

Traduit de l'allemand par Uta Müller et Denis Denjean, Verdier, Lagrasse, 2015, 250 pages, 19 euros.

Il est facile d'entrer dans le monde de Lutz Seiler, tant il paraît simple et innocent ; il est difficile d'en sortir, tant il vous enveloppe comme les fils d'un cocon à travers lequel on voit ensuite le monde alentour. Seiler ne fait pas que raconter : il donne à la perception une couleur qui perdure une fois le livre refermé.

Né en 1963 en Thuringe, il a d'abord travaillé comme maçon et charpentier avant de se tourner vers la littérature pendant son service militaire. Mais il lui faut attendre la réunification pour pouvoir publier ses poèmes, qui lui valent très vite de nombreux prix. Les treize récits de *Die Zeitwaage* – traduit par *Le Poids du temps* –, son premier recueil de nouvelles (2009), ont un charme qui tient à son talent de poète, mais sans que soit pour autant gommée la forte organisation de la narration. Le chemin qui court entre autobiographie et invention est parfois sinueux, mais la réunification forme une ligne de partage équilibrée entre un avant et un après. Avant, il y a l'école primaire, la vie avec les parents dans des baraquements, les réparations de voitures aux noms improbables, Zaporjets et Jigouli, et partout cet air familial fait de suie et de brume, « *féerie descendue le long des murs au point qu'on en avait la nausée* ». Après, il y a les études, les petits jobs à Berlin. La nostalgie exprimée en filigrane n'est pas celle d'un régime disparu, mais le regret de certaines images formant une trame d'enfance souvent teintée de culpabilité, à jamais indéchirable.

Si la lecture est aisée, si les impressions emportent le lecteur, étonnement, on ne trouve pas immédiatement les mots pour les formuler. Mais avec la dernière histoire, l'ensemble révèle son « *cœur secret* ». Le narrateur travaille alors comme serveur dans un bar de Berlin, où il voit un jour arriver un ouvrier qui l'impressionne par sa sérénité. « *Je n'avais jamais trouvé la porte d'accès au plus intime de la classe ouvrière, à sa sphère sacrée* ». Lorsque cet ouvrier meurt presque sous ses yeux dans un accident du travail, le narrateur devient malgré lui dépositaire de sa montre, qu'il fait régulièrement réviser par un horloger. Celui-ci vérifie son fonctionnement sur un chronocomparateur, un appareil destiné à mesurer les inégalités des battements d'une montre, façon de révéler, comme on dit dans le métier, son « *cœur secret* ».

Tout comme celui du livre, ce sont justement ces instants de vie qui ne coulent plus comme à l'ordinaire, ces accrocs du temps qui échappent au balancement de la routine : un baiser volé dans une cour d'école, une victoire aux échecs, la pointe d'un sanglot nocturne qui scelle une séparation, une brusque secousse dans un Transsibérien qui provoque une étreinte loufoque avec un cheminot, un merle blessé – autant d'îlots éphémères émergeant d'une mer sans colère. Mais Seiler ne se contente pas de nous montrer ces fragiles éruptions, il nous emmène dans les profondeurs, jusqu'au creux des vallées sous-marines d'où partent ces sommets livrés au soleil de la conscience. La plongée de l'écriture fait alors découvrir les arcanes de reliefs engloutis et les sensations éprouvées sont comparables à l'ivresse des profondeurs où tout est fragile, à la limite de la suffocation. Et où tout est immensément serein.

PIERRE DESHUSSES.

HISTOIRE

Troublante indulgence envers la collaboration

PLUS DE QUARANTE ANS après que Robert Paxton a liquidé, dans *La France de Vichy* (Seuil), la thèse de Robert Aron selon laquelle Philippe Pétain aurait servi de « bouclier » aux Français, les notions de « représentations », de « psychologie » et d'éthique triomphent dans le traitement de la collaboration et du gouvernement de Vichy. Sur la Résistance, le propos s'embarrasse moins de nuances.

L'exposition « La Collaboration (1940-1945) », présentée aux Archives nationales et accompagnée d'un ouvrage de ses commissaires scientifiques, Denis Peschanski et Thomas Fontaine (1), se pose en bilan de cinquante ans de recherches, dévoilant les « multiples visages de l'alliance avec les nazis » (*Liberation*, 7 décembre 2014). Elle s'étend sur la propagande des publicistes, sur les hommes de main, sur la police – René Bousquet, surtout –, sans décrire leurs liens avec le capital financier (à sa sortie de prison, en 1949, Bousquet devient directeur de la Banque d'Indochine). Elle fait silence sur les origines de Vichy, le complot contre la République et la débâcle mitonnés depuis 1924, notamment avec la création de la première vague des ligues fascistes, et ne dit presque rien des élites : obsession de Marc Bloch depuis « *l'étrange dé faite* » de 1940, l'armée de Vichy a ici disparu. Le haut clergé catholique collaborationniste se limite au cardinal Alfred Baudrillard (mort en 1942, à 83 ans), présumé « *réticent devant le premier statut des Juifs* ». S'impose « *l'autre histoire de la collaboration économique* », celle des « *intermédiaires, hommes de paille, petits escrocs ou grands truands* », représentés par l'ancien « *chiffonnier*

juif » Joseph Joanovici (quatre pages du livre, le panneau économique de l'exposition), qui a « *amassé la plus grosse fortune de toute l'Occupation* ». Sur le reste règne « *l'accommodation complexe* », sans rapport avec la collaboration, selon la formule de l'historien suisse Philippe Burrin.

Après avoir réhabilité les « *vichysto-résistants* (2) », Bénédicte Vergez-Chaignon poursuit sans faiblir sa longue normalisation de Vichy avec son *Pétain* (3). Le maréchal a-t-il été cagoulard, a-t-il comploté avec Pierre Laval avant 1940 ? Elle ne peut se prononcer sur les témoignages, mais elle a omis les sources policières. La psychologie sauve même ce « *brave homme d'ordre* » de l'antisémitisme, car le sien « *n'était pas, par vocation, meurtrier* » : il comprit trop tard « *que tous les Juifs se trouvant en France, quels qu'ils soient, seraient concernés* ». Erreur sur la cible, bornée aux étrangers, qui atténue sa faute. Traître ? Non, seulement partisan loyal d'une « *réconciliation* » franco-allemande pour la « *reconstruction d'une Europe pacifique* ».

L'amiral François Darlan, selon Bernard Costagliola (4), « *n'éprouva pas le sentiment de trahir* » non plus, mais aurait ruiné sur sa fin un digne parcours. L'auteur conclut au « *gâchis* » d'un grand « *chef défailant* », « *abasourdi par la dé faite* » (qu'il prépara à la tête de la Cagoule militaire, avec le maréchal Pétain et le général Maxime Weygand), anglophile résolu à l'offensive « *marquée au fer rouge par Mers El-Kébir* (5) » (anglophobe frénétique bien avant), aveuglé sur « *l'enjeu véritable du conflit* ».

La « complexité » s'écroule avec *Le Maquis de Glières* (6), de Claude Barbier, tenant du postulat d'Olivier Wieviorka, son directeur de thèse et éditeur : le rôle militaire de la Résistance aurait été dérisoire ; « *la bataille des Glières n'a pas eu lieu* ». Les Allemands réglèrent tout le 27 mars 1944, sans coup férir ni subir, les « *résistants* » ayant fui. Joseph Darnand, chef de la Milice et successeur de Bousquet, et son délégué, le colonel Georges Lelong, soumis à un « *cas de conscience* », voulaient éviter l'intervention allemande, puis soustraire les maquisards capturés à la féroce police de sûreté – services de sécurité (Sipo-SD) nazie. C'est contredire cruellement les archives (7)...

ANNIE LACROIX-RIZ.

(1) Denis Peschanski et Thomas Fontaine, *La Collaboration. Vichy-Paris-Berlin, 1940-1945*, Tallandier, Paris, 2014, 304 pages, 39,90 euros. L'exposition s'est tenue du 26 novembre 2014 au 5 avril 2015.

(2) Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les Vichysto-Résistants de 1940 à nos jours*, Perrin, Paris, 2008. Prix de l'Académie française 2009.

(3) Bénédicte Vergez-Chaignon, *Pétain*, Perrin, Paris, 2014, 1035 pages, 29 euros.

(4) Bernard Costagliola, *Darlan. La collaboration à tout prix*, CNRS Editions, Paris, 2015, 403 pages, 25 euros.

(5) Au cours de la bataille de Mers El-Kébir, dans le golfe d'Oran, le 3 juillet 1940, la marine britannique détruit une escadre française qu'elle craignait de voir tomber entre les mains des Allemands.

(6) Claude Barbier, *Le Maquis de Glières. Mythe et réalité*, Perrin – ministère de la défense, Paris, 2014, 466 pages, 24,50 euros.

(7) W3 : dossier Jacques Guérard, secrétaire général de Laval, organisateur de la répression, jamais cité ; archives allemandes dites « de Berlin » et fonds BB 30 de justice, Archives nationales.



DU MONDE

La fraternité des marginaux

Depuis que la samba est samba de Paulo Lins

Traduit du portugais (Brésil) par Paula Salnot, Asphalté, Paris, 2014, 304 pages, 22 euros.

« **L'**ARTISTE parle directement avec ce qu'il a de plus humain. L'art réinvente le monde, en montre d'autres, devine le futur, découvre le passé... » Cette sentence d'une prêtresse du candomblé, jadis la religion des esclaves au Brésil, éclaire tout le propos de Paulo Lins. C'est porté par cette conviction qu'il a écrit ce deuxième roman, tant attendu depuis le succès de *La Cité de Dieu* (Gallimard, 2003), plongée en apnée dans les bas-fonds de Rio de Janeiro. Le Carioca ancre son nouveau récit dans le même terreau social, les favelas où il est né en 1958, plus précisément à l'Estacio de Sá. La samba s'est trouvée transplantée dans ce quartier haut perché depuis l'abolition de l'esclavage, en 1888, pour devenir la samba carioca dans les années 1920, l'époque où se déroule le roman. Sur les contreforts du morne Santa Teresa, à deux pas du futur Sambodrome où les écoles de samba défilent désormais tous les ans en rangs serrés pour présenter une version télévisuelle de leur pratique, les ruelles mal éclairées et les bars borgnes de cette zone populaire furent le creuset de la bande-son de Rio. Là, bourgeois bohèmes et mauvais garçons venaient s'encanailler jusqu'à la fin de la nuit...

Parmi cette faune de toutes les couleurs, où passent de nombreux personnages réels, il y a le Noir Brancura et le Blanc Sodré. Le premier est un *malandro*, un malfait, proxénète à temps partiel et musicien à ses heures ; le second, fils de Portugais, est un banquier attiré par ce quotidien interlope.



Entre les deux, et convoitée par les deux, Valdirène, la plus belle des prostituées du quartier. Dans ce récit truculent, si le sexe donne le ton, avec quelques passages vigoureux, le fil narratif est scandé par la musique, qu'incarne la figure historique d'Ismael Silva, un ami de Brancura, auteur de sambas majuscules chantées par les grandes voix de l'époque et initiateur de la première école sambiste, Deixa Falar.

En bon journaliste, Lins rassemble tout à la fois les souvenirs d'une vie et ses nombreuses notes pour composer une fresque nourrie de faits authentiques, qui n'en finit pas de résonner d'échos actuels. Car tous ses thèmes constituent encore en 2015 le corpus thématique de la samba : l'amour, la mort, l'ivresse, la spiritualité... Mais également la lutte sociale, dans ce pays dont le tropisme est la stratification raciale. En s'attachant à décrire les premières heures de la samba et la personnalité de ses pionniers, Lins prend la hauteur nécessaire à l'évocation juste de l'ambigu Brésil, à la fois melting-pot dont on ne cesse de chanter les louanges et terre de toutes les exclusions. Ce roman haut en couleur n'est pas sans rappeler le *Banjo* (1929) de Claude McKay (1) : sous couvert de conter les débuts du jazz à Marseille, l'écrivain jamaïcain y pointait les luttes intestines qui allaient agiter au fil du XX^e siècle la diaspora africaine. En jeu, la question de l'intégration, l'affirmation d'une différence culturelle. Ce qui tarade tout autant le Brésil.

JACQUES DENIS.

(1) Claude McKay, *Banjo*, L'Olivier, Paris, 2015, 380 pages, 14,90 euros. Ce roman fut traduit en 1931 par Paul Vaillant-Couturier et Ida Treat pour les éditions Rieder. Les éditions André Dimanche en ont fait paraître en 1999 une nouvelle version dans la traduction de Michel Fabre, reprise par L'Olivier.

SOCIÉTÉ

Gastronomes de tous les pays...

NUL lecteur de Jules Verne n'a oublié cette révélation du capitaine Nemo au naturaliste français Pierre Aronnax, assis à la table du *Nautilus*, son sous-marin mythique : « Ce que vous croyez être de la viande, monsieur le professeur, n'est autre chose que du filet de tortue de mer (1). » L'histoire ne dit pas si Aronnax eut la même réaction que les consommateurs découvrant bien plus tard qu'on leur faisait avaler de la « vache folle » ou des lasagnes à la viande de cheval. On ne parlait pas de malbouffe en 1869. Le terme s'est imposé depuis que l'industrie alimentaire a transformé nos repas en champs d'expérimentation – avec leur lot d'obésité, de diabète, de maladies cardiovasculaires et autres joyeusetés. En 2013, les auteurs de *Vive la malbouffe, à bas le bio!* (2) dressaient un inventaire des substances toxiques, des fraudes et escroqueries concernant

la sécurité alimentaire, y compris dans la filière « bio ». L'ouvrage dénonçait d'une plume sarcastique « les fonds d'investissement qui ont pris le contrôle de notre assiette pour dégager un maximum de profits ».

Alors, « que se passe-t-il vraiment dans nos assiettes et nos campagnes ? » Marc Dufumier, spécialiste mondialement reconnu des questions d'agriculture et d'alimentation, apporte des réponses scientifiquement incontestables qui remettent en question beaucoup de nos idées reçues ou confirment des convictions empiriques (3). Du genre : « La plupart des tomates n'ont plus de goût » – « Vrai. Le goût ne fait pas partie des critères de sélection des aliments proposés. » « Il n'y aurait pas mieux que des tomates cubiques, afin d'en entreposer le maximum et de diminuer les coûts de transport. Les

tomates de toutes les formes, allongées, rondes, ovales, etc., brinquebalent et sont difficiles à ranger... »

Si l'on préfère, sinon retrouver l'appétit, du moins aiguïser sa gourmandise de façon inédite, on se plongera dans le délicieux voyage de Bruno Fuligni aux confins de la gastronomie aventureuse (4), en des temps où nul Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) n'aurait songé à lancer une campagne « Manger, bouger ». Depuis la nuit des temps, note Fuligni, l'explorateur est souvent traqueur, chasseur et rôtiisseur. D'après un vénérable pasteur de la religion anglicane perdu au bout du monde au XIX^e siècle, « tout ce qui se meut, s'agite, se traîne, vole, court, saute, rampe, nage, grouille, glisse dans le vaste champ de la nature peut glisser dans nos estomacs ». Ainsi des larves de hanneton en persillade, « plus délicates que l'escargot ». Au gré des voyageurs et des régions traversées, on découvrira les œufs d'autruche en omelette, la trompe d'éléphant et le pied d'hippopotame, le rôti de fesse d'ours, la pâte de fourmis – huileuse et au goût de foie de veau –, la friture de vers blancs ou, avec Paul-Emile Victor, le phoque ramené de la chasse – « quelque chose comme de la chair molle, sans sel, légèrement poivrée, dans laquelle on aurait laissé rouiller un couteau de cuisine ».

On estime à cinq mille les chats dévorés pendant le siège de Paris en 1870 sous leur véritable nom ; sous le pseudonyme de lapin, le nombre est incalculable. « Il en est de la cuisine comme de la morale, en déduit Hector France, ancien officier passé du côté de la Commune, critique précoce du colonialisme : vérité de ce côté-ci du mont, erreur au-delà. » Que penser en effet de ces quelques mets : le « parent malade à la moelle mode Batak » (de Sumatra) – « Un usage détestable », en dit Marco Polo ; le « boucan de prisonnier de guerre », dans l'Antarctique, vers 1557 ; les « petits Blancs à l'eau de feu » des Aborigènes australiens... Comme l'affirma une certaine Maryse Choisy, citée par Gaston Derys dans *L'Art d'être gourmand* (1929) : « Je ne vous garantis pas que vous aimerez ça tout de suite, tout de suite... Mais, enfin, vous pouvez toujours essayer. »

ARMANDO ALEXIS.

- (1) Jules Verne, *Vingt Mille Lieues sous les mers*, Paris, 1870.
 (2) Christophe Labbé, Jean-Luc Porquet, Olivia Recasens et Wozniak, *Vive la malbouffe, à bas le bio!*, Hoëbeke, Paris, 2013.
 (3) Marc Dufumier, *50 Idées reçues sur l'agriculture et l'alimentation*, Allary Editions, Paris, 2014, 256 pages, 18,90 euros.
 (4) Bruno Fuligni, *Les Gastronomes de l'extrême*, Editions du Trésor, Paris, 2015, 160 pages, 17 euros.

PHOTOGRAPHIE

Le Maroc de Plossu

DEPUIS le bateau *Ibn-Batouta*, la côte marocaine ne laisse deviner qu'un défilé de collines perdues dans le grain photographique. En 1975, trois mois après un premier voyage au Niger, le photographe Bernard Plossu entreprend sa traversée du Maroc. La décennie passée est celle de l'émergence d'une nouvelle génération d'intellectuels qui feront les grandes heures de l'intelligentsia de gauche dans le pays – avec Abdellatif Laâbi, Mostafa Nissaboury, Farid Belkahlia, pour ne citer que les plus connus. Un an plus tard, l'Espagne évacue le Sahara occidental, aussitôt repris par le royaume chérifien.



photographique sur le Maroc, et pas seulement d'un livre de photographies du Maroc. Un portrait captivant, porté par la légèreté du regard de Plossu, qui fait oublier le style parfois ampoulé de Karroum.

VLADIMIR SLONSKA.

(1) Bernard Plossu et Abdellah Karroum, *Maroc 1975*, Hors'Champs - La Non-Maison, Saint-Ouen - Aix-en-Provence, 2014, 142 pages, 30 euros.

La centaine de photographies présentées dans *Maroc 1975* (1) constituent un relevé précieux de cette période ; des scènes presque banales, instants suspendus par les fines nuances de gris du travail de Plossu. Proposée en français et en arabe, comme l'ensemble de l'ouvrage, l'introduction d'Abdellah Karroum, directeur de l'Arab Museum of Modern Art (Mathaf) à Doha, permet au livre, soigneusement réalisé, d'échapper à l'habituelle collection de belles images, à l'exotisme triste des photographies déracinées et orphelines du temps où elles ont été prises. Il s'agit bien ici d'un livre

IDÉES

PETIT LEXIQUE POUR COMPRENDRE L'ISLAM ET L'ISLAMISME. – Sous la direction de Hasni Abidi

Erick Bonnier, coll. « Encre d'Orient », Paris, 2015, 101 pages, 9 euros.

L'omniprésence de l'islam dans les médias occidentaux va souvent de pair avec une réelle méconnaissance de cette religion et de ses notions essentielles. Ainsi, il n'est pas rare de relever une confusion entre les termes *ijihad* (exégèse des textes coraniques) et *djihad*, ce mot étant d'ailleurs trop souvent réduit au sens de « guerre sainte », alors que la tradition musulmane l'interprète d'abord comme un « effort à faire sur soi ». On relèvera aussi la perception négative du mot *fatwa*, simple avis religieux souvent assimilé à une condamnation à mort. Réalisé sous la direction du politiste suisse Hasni Abidi, ce lexique offre des définitions à la fois concises et rigoureuses de près d'une centaine de termes relatifs à l'islam en tant que religion, mais aussi aux mouvements et concepts directement liés à l'actualité du monde musulman.

AKRAM BELKAÏD

MAIS OÙ SONT PASSÉS LES INDO-EUROPEÛENS? Le mythe d'origine de l'Occident. – Jean-Paul Demoule

Seuil, coll. « La Librairie du XXI^e siècle », Paris, 2014, 739 pages, 27 euros.

Dans cette somme, l'archéologue et historien de sa discipline Jean-Paul Demoule déconstruit méthodiquement le mythe selon lequel une civilisation originelle parlant une langue unique, l'indo-européen, aurait servi de berceau au « monde occidental ». Même si le ton est très souvent caustique, il ne s'agit pas pour le spécialiste de la protohistoire européenne de nier les avancées de la linguistique et de l'archéologie sur le plan de la comparaison des langues et des civilisations, mais d'en contester l'interprétation dominante, qui conduit à la thèse d'une civilisation séminale unique. Ce livre érudit et iconoclaste n'épargne personne – Ferdinand de Saussure, Emile Benveniste, Georges Dumézil et bien d'autres voient leurs flirts indo-européens dévoilés. Son mérite est de faire le procès conjoint des errements de la science et de l'idéologie dans ce domaine, en entreprenant de montrer que la paroi censée les séparer s'est révélée au cours de l'histoire d'une étonnante porosité.

ÉMILE GAYOSO

SOCIÉTÉ

PARLER PLUSIEURS LANGUES. Le monde des bilingues. – François Grosjean

Albin Michel, Paris, 2015, 228 pages, 19 euros.

Contrairement à une croyance assez répandue, le bilinguisme, entendu comme l'utilisation régulière, au quotidien, de deux ou plusieurs langues ou dialectes, n'est pas un phénomène marginal : la moitié de la population mondiale est bilingue. En France, si l'on prend en compte les populations immigrées, environ quatre cents langues sont parlées. S'appuyant sur les recherches les plus récentes, l'universitaire François Grosjean montre qu'un bilingue n'est pas la juxtaposition de deux ou plusieurs monolingues, mais un « être de communication à part entière », de même que « le biculturalisme entraîne la synthèse des normes de deux cultures en un seul répertoire comportemental ». Au passage, il rappelle que l'on peut devenir bilingue à tout âge : Joseph Conrad a écrit ses romans en anglais, sa troisième langue (après le polonais et le français), acquise à l'âge adulte. À l'intention des parents, il signale les nombreuses expériences montrant que le bilinguisme développe la flexibilité mentale et la créativité. En France, la réforme du collège prévoit quant à elle la suppression des classes dites « bilingues »...

BERNARD CASSEN

FOLIES ET RAISONS D'UNE UNIVERSITÉ: PARIS 8. De Vincennes à Saint-Denis. – Guy Berger, Maurice Courtois et Colette Perrigault

Editions Petra, Paris, 2015, 580 pages, 35 euros.

Comme toutes les contre-sociétés, l'université expérimentale de Vincennes n'a jamais laissé indifférent. Les auteurs de ce livre, acteurs de son histoire, éprouvent ce rapport affectif à une institution qu'ils interrogent néanmoins avec pertinence, au fil des trois parties de cet ouvrage très documenté : une histoire multidimensionnelle suivie de chapitres mettant en avant ses « particularités identitaires » – pour la plupart toujours d'actualité, au moins à titre mémoriel –, puis d'éclairages disciplinaires. Plusieurs aspects souvent délaissés de l'histoire universitaire, comme le rôle des personnels administratifs, sont ainsi abordés avec bonheur. Reste le fantôme de la normalisation, qui hante l'ensemble des pages : après le démantèlement du centre de Vincennes et le transfert forcé à Saint-Denis, Paris-VIII est aujourd'hui plongée dans le maelstrom concurrentiel créé par les élites néolibérales, qui vise à transformer les universités en lieux de production d'un savoir normalisé.

CHRISTOPHE VOILLIOT

GÉOPOLITIQUE

ATLAS DU RENSEIGNEMENT. Géopolitique du pouvoir. – Sébastien-Yves Laurent

Les Presses de Sciences Po, Paris, 2014, 191 pages, 24 euros.

L'ouvrage de Sébastien-Yves Laurent ne se contente pas de proposer une synthèse historique des services secrets. L'auteur s'attache également à montrer les grandes évolutions actuelles du monde du renseignement, notamment dans l'espace anglo-saxon. Il met l'accent sur les mutations du cadre d'action : autrefois, les services agissaient dans le cadre de l'État ; désormais, c'est vers la supranationalité qu'ils tendent, à l'image d'organes comme Interpol ou du réseau Echelon. Laurent prend également en compte d'autres paramètres d'évolution des pratiques, comme la demande de transparence de plus en plus prégnante de la part des opinions publiques ou la technologie. « Le Web est également pour les services un terrain d'opérations variées » et d'affrontements, souligne-t-il. La force de l'ouvrage réside aussi dans ses nombreuses chronologies et cartes, où sont par exemple détaillées les actions de la Central Intelligence Agency (CIA) entre 1945 et 1990 dans le monde.

MARIE ROY

RÉCIT

LE PHARE, VOYAGE IMMOBILE. – Paolo Rumiz

Hoëbeke, Paris, 2015, 168 pages, 16 euros.

Une île inhabitée, avec sa tour de lumière d'une hauteur phénoménale... Aujourd'hui, presque tous les phares ont été automatisés. C'est pourtant isolé sur ce rocher au milieu de la Méditerranée, avec pour seuls compagnons les gardiens – « des hommes durs, rivaux à leur récit » –, que Paolo Rumiz, le grand écrivain-voyageur italien, va vivre son périple le plus étonnant. « Ici, il n'y a ni villages, ni pubs, ni bières », et « la magnifique silence du Web ». S'arracher au vacarme de la terre ferme permet quelques réflexions. Un réseau complexe de lumières faites pour venir en aide aux navigateurs exige une certaine idée du monde : « Il exclut les jalousies protectionnistes et considère la mer comme un pont. » Mais elle se vide, la mer, nettoyée par la pêche industrielle : « Les trois ou quatre mille goélands entassés dans les prairies et sur les falaises n'ont presque plus rien à manger dans l'eau. » La solitude, le vent, le martèlement des vagues, le cri des oiseaux... Un récit prenant, lumineux. Même si l'obscurité actuelle s'y invite de façon subliminale, au milieu d'un récit de tempêtes hivernales, « quand les vaisseaux engloutis remontent à la surface et que la mer raconte ses récits de malheurs ».

A. A.



HISTOIRE

DANGEREUSEMENT À L'EST (1936-1945).
– Fitzroy Maclean

Viviane Hamy, Paris, 2015,
434 pages, 25 euros.

Issu de l'aristocratie écossaise, Fitzroy Maclean (1911-1996) n'a pas plus mérogé sur ses convictions conservatrices que sur son attrait pour l'aventure. Jeune diplomate à Moscou en 1938, il assiste au procès de Nikolaï Boukharine, victime des purges staliniennes, avant de s'élancer à la découverte de l'Asie centrale. Franc-tireur du Special Air Service (SAS, forces spéciales britanniques), il multiplie les raids derrière les lignes allemandes en Afrique du Nord. Puis, en 1943, il est parachuté en Yougoslavie auprès du maréchal Tito. De cette première rencontre, il tire une conclusion décapante : enfin un dirigeant communiste qui a le sens de l'humour. La sincère admiration qu'il voue aux partisans yougoslaves ne l'amène cependant pas à réviser ses convictions anticommunistes – à l'instar de Winston Churchill, qui lui avait lancé : « *Nous n'avons ni l'un ni l'autre l'intention de vivre en Yougoslavie après la guerre, mais Tito est celui qui combat efficacement les Allemands.* » Ce texte classique, enfin publié en français en extenso, est précieux en ces temps confus où l'on tente, en Serbie, de mettre sur un pied d'égalité partisans et tchetniks – ces nationalistes serbes tombés dans la collaboration.

JEAN-ARNAULT DÉRENS

POUR L'HUMANITÉ. La Ligue des droits de l'homme de l'affaire Dreyfus à la défaite de 1940.
– Emmanuel Naquet

Presses universitaires de Rennes, 2014,
684 pages, 29 euros.

La Ligue des droits de l'homme (LDH) attendait son histoire. Elle l'a désormais, pour la période 1894-1940, avec cette somme d'Emmanuel Naquet, issue d'une thèse de doctorat de 2005. L'auteur a bénéficié de l'apport des archives de l'association, jadis volées par la Gestapo, puis conservées à Moscou et restituées en 2000. Fondée lors de l'affaire Dreyfus, la LDH a pour « fonction première » « de lutter contre les injustices en défendant les droits ». Naquet étudie sa composition sociale – classe moyenne, quasi-absence de femmes dans les instances dirigeantes –, le parcours de ses responsables, dont Victor Basch, magistral président à partir de 1926, le problème de sa « subordination à la politique » et la question des procès de Moscou de 1937, quand une minorité au sein de la LDH proteste contre le silence de l'organisation. Il rappelle que la défense des étrangers devient une mission essentielle dès le congrès de 1913, ce qui n'alla pas sans heurts, notamment du fait de la présence de ligues dans les hautes sphères de l'Etat. Il livre ici un ouvrage fondamental sur cette association singulière, « *carrefour d'itinéraires et de pensées.* »

ANNE MATHIEU

1914-1918. La Grande Guerre des classes.
– Jacques R. Pauwels

Aden, Bruxelles, 2014, 851 pages, 33 euros.

Dans une gare d'Angleterre, les soldats blessés et mutilés d'un convoi sanitaire surchargé, de retour des boucheries de Flandre et de la Somme, observent des officiers qui dînent dans leurs wagons Pullman. A Paris, sur les boulevards, des poilus permissionnaires, momentanément rescapés des tueries de la Marne, croisent généraux médaillés, fournisseurs des armées enrichis et demi-mondaines attablés paisiblement aux terrasses des brasseries. La « Grande Guerre » fut aussi une guerre des classes. Celle qui opposa la clique des jusqu'auto-outouistes, grands bourgeois affairistes et ganaches aristocratiques, leurs suppôts du clergé et de la presse, à une génération de jeunes paysans, ouvriers, employés, prolétaires promis au massacre. L'occasion pour les premiers de reprendre en main les seconds, depuis longtemps tentés par le socialisme et la révolution... L'auteur multiplie les exemples de ces soldats qui, dans toute l'Europe, s'efforcent, malgré la répression, d'échapper à leur sort, moins hostiles à leurs semblables des tranchées d'en face qu'à leurs propres supérieurs. Le centenaire de la Grande Guerre a déjà fait couler beaucoup d'encre couleur bleu horizon. Celle de Jacques R. Pauwels est rouge vif.

CHRISTIAN DE BRIE

1177 AVANT J.-C. Le jour où la civilisation s'est effondrée.
– Eric H. Cline

La Découverte, Paris, 2015,
261 pages, 22 euros.

Il y a plus de trois mille ans, après des siècles de progrès, une brillante civilisation s'effondre dans un déluge de catastrophes : sécheresses, embargos, invasions, révoltes et pillages marquent la fin de l'âge du bronze. Le commerce de l'étain, ressource stratégique pour les royaumes mycéniens, s'interrompt brusquement. L'Égypte doit faire face aux incursions des Peuples de la mer. La guerre de Troie a bien lieu en Anatolie. Les cités-États déclinent, puis les traces d'échanges internationaux résiduels s'estompent. Déstabilisée par ces crises à répétition, la civilisation du bronze disparaît, vraisemblablement victime de la fragilité de son modèle de développement, fondé sur les échanges internationaux méditerranéens. Des ruines de l'Ancien Monde émergent de nouveaux foyers de civilisation, caractérisés par l'usage du fer, l'émergence du monothéisme et de la démocratie, ainsi que l'apparition d'alphabets nouveaux. Dans le contexte contemporain, où la résilience de certains systèmes, notamment financiers et politiques, s'avère douteuse, ce drame historique n'est pas sans résonances.

ANDRÉ PRIOU

MUSIQUE

Scott Walker, brouilleur de frontières

LES VOIX singulières sont rares, de celles qui envoient ou mettent mal à l'aise. C'est le cas de Scott Walker, crooner baryton passé de la pop des années 1960 à l'avant-garde actuelle après une traversée du désert et l'adaptation émerveillée de Jacques Brel en anglais. Né à Cleveland, aux Etats-Unis, émigré en Angleterre, Noel Scott Engel connaît la gloire avec les Walker Brothers, qui ne sont ni frères ni Walker : en 1966, *The Sun Ain't Gonna Shine Anymore* devient un tube planétaire. Mais le chanteur-bassiste, qui s'est choisi le pseudonyme de Scott Walker, préfère écrire les faces B.

Ne supportant pas de devenir un pop star, il s'éloigne de la scène. Derrière ses lunettes noires, une écharpe lui cachant le bas du visage ou une casquette de base-ball abaissée sur le front, il se protège – les entretiens avec lui se comptent. Si ses interprétations de Brel sont calquées sur les originaux sans la théâtralisation, il n'en est pas moins un romantique. Minimaliste explosif, si l'on ose dire, il joue du suspense et des coups de théâtre par ses orchestrations contemporaines qui lorgnent vers les classiques. Ses références sont avant tout cinématographiques (Ingmar Bergman, Federico Fellini, Robert Bresson), littéraires (les poètes de la Beat Generation) et psychanalytiques. Résolument rock, ce mélange de sources réfléchit bien la démarche poétique de son auteur, qui manie en alchimiste le trivial et le sublime, le bien et le mal, le passé et le futur.

Walker, qui, vers le milieu des années 1990, opère un tournant radical vers la musique expérimentale, est l'équivalent musical de Pier Paolo Pasolini. Sa poésie obscure ouvre sur des champs inexplorés, provocations d'associations inouïes nous offrant de nouvelles lectures à chaque passage sur la platine. Car cette musique qui ne ressemble qu'à elle-même ne peut se satisfaire de la compression MP3 et du flux ininterrompu des baladeurs. Dans *30 Century Man*, le film que lui a consacré Stephen Kijak et dont David Bowie est le producteur exécutif, on voit comment il façonne et peaufine le moindre son (1). Ses chansons sont tendues sur un fil au-dessus de paysages cauchemardesques, son sommeil arbrant des démons comme seuls Edgar Poe ou Howard Phillips Lovecraft les révélèrent. La voix, aussi monotone que celle du musicien Michael Mantler, semble étrangère à l'harmonie,

ni dissonante ni consonante. Dans *The Drift*, son chef-d'œuvre, les guitares électriques déchirent le continuum des cordes, les percussions rythment des nappes menaçantes, des poings frappent un morceau de viande, un âne braie (2)...

Le précédent album, *Bish Bosch*, était exclusivement électronique. *Soused*, son dernier, est une collaboration avec le groupe de drone metal Sunn O))), fusion incandescente où les guitares saturées jouent des basses continues, sculptant l'espace en prenant leur temps (3). Coups de fouet de *Brando*, cargo de *Herod 2014*, vrombissements de *Bull*, mécanique ferroviaire de *Fetish*, cliquetis régressifs de *Lullaby*, la plongée dans le rock est vivifiante, à l'opposé des revivals que l'industrie du disque nous inflige, faute d'investir dans l'avenir. Les textes, aussi noirs que la pochette, moins explicitement politiques que certaines chansons des précédents albums *Tilt* ou *The Drift*, soulèvent bien des questions sans réponse, et les guitares de Sunn O))) électrisent le nouvel opus. Ces poèmes symphoniques enchanteront les curieux avides de sensations nouvelles, prêts à plonger dans les abysses pour s'y débarrasser des produits Kleenex insipides qui encombreront l'espace sonore avant de disparaître à jamais.

Walker est-il en phase avec son époque ou appartient-il à cette catégorie d'artistes qu'on dit en avance sur leur temps parce que le monde autour traîne paresseusement les pieds ? La vitesse et le temps dépendent toujours du système de repères choisi. On les dits relatifs depuis qu'un violoniste a posé que l'énergie était égale au produit de la masse par la vitesse au carré. Mais il est difficile de plaire aux masses en jouant sur la lenteur, même si l'énergie déployée ici ferait sauter les plombs de n'importe quel système moderne. Cela se comprend, puisque moderne et mode sortent étymologiquement du même moule. La renaissance passe par la résistance, et ce combat s'exerce aussi envers soi, les habitudes et les confort.

JEAN-JACQUES BIRGÉ.

(1) *30 Century Man*, de Stephen Kijak, Scott Walker : DVD/Blu-Ray, Verve, New York, 2010, 95 minutes, 12 euros.

(2) Scott Walker, *The Drift*, 4AD, Londres, 2006, 69 minutes, 35 euros.

(3) Scott Walker et Sunn O))), *Soused*, 4AD, 2014, 49 minutes, 18 euros.

SPORT

Corruption et ballon rond

QUATRE JOURS après sa réélection pour un cinquième mandat à la tête de la Fédération internationale de football association (FIFA), M. Joseph « Sepp » Blatter a été contraint d'annoncer sa démission, le 2 juin dernier. Juste avant l'ouverture du congrès, la police zurichoise avait, à la demande des autorités américaines, arrêté sept dirigeants de la FIFA. Parmi eux figuraient deux vice-présidents et deux anciens dignitaires, dont le sulfureux Jack Warner, ex-bras droit de M. Blatter. Tous poursuivis pour « racket, escroquerie et blanchiment d'argent », ils auraient perçu 150 millions de dollars de pots-de-vin depuis 1991 « en échange de droits médias et marketing lors de compétitions organisées aux Etats-Unis et en Amérique du Sud ». Et des membres haut placés auraient vendu leur vote lors de l'attribution de la Coupe du monde à la France (1998), à l'Afrique du Sud (2010), à la Russie (2018) et au Qatar (2022).

Créée à Paris en 1904 par le Français Jules Rimet, qui en fut le président de 1921 à 1954, la FIFA a déjà une longue histoire. Une histoire que le docu-fiction de Frédéric Auburtin *United Passions* (1) entend retracer de ses origines jusqu'à l'attribution de la Coupe du monde à l'Afrique du Sud, cent ans plus tard. Emaillé d'images d'archives, avec Gérard Depardieu dans le rôle de Jules Rimet, le film est financé par l'institution suprême du ballon rond et ne cache pas du tout ses intentions hagiographiques. « *Les Coupes du monde que nous organisons font plus pour la paix dans le monde que toutes les résolutions de l'ONU.* » Cette phrase est prononcée par le Brésilien João Havelange (incarné par Sam Neill), qui, président de la FIFA de 1974 à 1998, a lancé le *foot business* en vendant la Coupe du monde aux sponsors comme Adidas ou Coca-Cola et aux télévisions. Une évolution à peine évoquée...

Dans une scène typiquement hollywoodienne, M. Blatter (joué par Tim Roth) prononce un discours d'intronisation façon chevalier blanc : « *Nous devons à présent être exemplaires en tous points. La moindre incartade sera sévèrement punie.* » Allusion au scandale qui a discrédité son prédécesseur, M. Havelange, accusé d'avoir reçu des dizaines de millions de dollars de la société International Sport and Leisure – créée par le fondateur d'Adidas, Horst Dassler –, qui gérait les droits télévisés pour les Coupes du monde. A l'époque, le fait

d'accepter un pot-de-vin n'était pas considéré comme un crime par la loi suisse...

Tout aussi hagiographique, *Le Journal de Jules Rimet* (2) brosse un portrait flatteur du père fondateur à travers des extraits de son propre ouvrage (3) et un hommage appuyé de son petit-fils. Démocrate-chrétien élevé dans le catholicisme social, Rimet prétendait faire du football un vecteur de paix entre les peuples. Si son bilan en la matière est maigre, ses compromissions avec des dirigeants belliqueux ne manquent pas. Ainsi, pendant la Coupe du monde de 1934, organisée par l'Italie fasciste, il ne brilla pas par son esprit de résistance. « *Le jour de l'inauguration du stade, il a fallu que mon grand-père lève le bras. Tous les gens qui étaient présents autour de lui ont levé le bras. Il en a fait autant, il ne l'a pas gardé baissé et il s'en est toujours voulu.* » relate son petit-fils. A l'issue de la compétition, la FIFA remercia la fédération italienne, présidée par le général Giorgio Vaccaro, qui se faisait fort de « *montrer à l'univers ce qu'est l'idéal fasciste.* » Pari tenu : l'Italie remporta le tournoi.

La FIFA redoute suffisamment le journaliste britannique Andrew Jennings pour avoir tenté de faire interdire son précédent livre et pour avoir, semble-t-il, usé de la menace au sujet du nouveau, *Omerità* (4), dans lequel il affirme qu'elle correspond en tout point à la définition d'un syndicat du crime organisé. Ce que l'expert Mark Pieth, nommé président de la Commission indépendante de gouvernance afin de redorer le blason de la FIFA, exprime à sa façon : « *L'absence de structures transparentes et la culture du népotisme pèsent sur la réputation de l'institution et minent ses efforts pour montrer le chemin d'une gouvernance éthique du sport.* »

DAVID GARCIA.

(1) *United Passions*, de Frédéric Auburtin, 110 minutes, uniquement en vidéo à la demande. Aux Etats-Unis, le film est sorti sur les écrans début juin.

(2) Renaud Leblond (avec la participation d'Yves Rimet), *Le Journal de Jules Rimet. Le récit rare du fondateur de la Coupe du monde de football*, First Editions, Paris, 2014, 180 pages, 9,95 euros.

(3) Jules Rimet, *L'Histoire merveilleuse de la Coupe du monde*, Union européenne d'éditions, Monaco, 1954.

(4) Andrew Jennings, *Omerità. La FIFA de Sepp Blatter, histoire d'une mafia*, édition électronique Kindle, 2014, 247 pages, 9,99 euros.

DANS LES REVUES

□ **SURVIVAL.** La stratégie militaire et politique de l'Organisation de l'Etat islamique (OEI) et les raisons du recours aux violences sexuelles par ses combattants. (Vol. 57, n° 3, juin-juillet, bimestriel, sur abonnement. – Routledge Journals, 4, Park Square, Abingdon, OX14 4RN, Royaume-Uni.)

□ **THE ATLANTIC.** La cruauté de la mise à mort par injection létale aux Etats-Unis. Comment M^{mes} Hillary Clinton, Elizabeth Warren, Angela Merkel et Christine Lagarde ont fait de leur âge un avantage. Les clés de la réussite du studio d'animation Pixar. (Juin, mensuel, 4,95 dollars. – 600 New Hampshire Avenue, NV, Washington, DC 20037, Etats-Unis.)

□ **COLUMBIA JOURNALISM REVIEW.** Du quotidien de l'Iowa Des Moines Register, qui propose des expériences de réalité virtuelle, au modèle financier du site BuzzFeed, en passant par le magazine numérique Nautilus et ses magnifiques illustrations, onze idées jugées « à l'avant-garde du journalisme ». (Vol. LIV, n° 1, mai-juin, bimestriel, 4,95 dollars. – PO Box 422492, Palm Coast, FL 32142, Etats-Unis.)

□ **NEW LEFT REVIEW.** Le durcissement de la politique étrangère japonaise sous l'impulsion du premier ministre Abe Shinzo. Pablo Iglesias explique Podemos. Mike Davis relit les textes politiques de Karl Marx. Que veut N+1, cette revue new-yorkaise littéraire et politique ? (N° 93, mai-juin, bimestriel, 10 euros. – 6 Meard Street, WIG OEG, Londres, Royaume-Uni.)

□ **POLITIQUE ÉTRANGÈRE.** La Russie actuelle : une puissance faible ? Selon les auteurs, le régime du président Vladimir Poutine se définit de plus en plus par opposition à l'Occident, en tentant de modifier le visage de la mondialisation, et reste animé en son cœur par la chose militaire. (N° 2-2015, printemps, trimestriel, 23 euros. – IFRI, 27, rue de la Procession, 75343 Paris Cedex 07.)

□ **ÉTUDES COMPARATIVES EST-OUEST.** La Moldavie et ses grands défis : réforme électorale, émigration, partenariat avec l'Union européenne, tourisme, etc. Un article sur les inégalités socio-économiques du temps de l'URSS et l'importance du capital social. (Vol. 45, n° 3-4, trimestriel, 19 euros. – 44, rue de l'Amiral-Mouchez, 75014 Paris.)

□ **NORDIQUES.** L'héritage des Vikings demeure considérable, et pas seulement en Europe du Nord. Cette civilisation encore largement méconnue inspire les artistes et les créateurs dans de nombreux domaines, en dépit des usages faits par l'extrême droite de l'image du Viking. (N° 29, printemps, semestriel, 19 euros. – Bibliothèque de Caen, place Louis-Guillaud, 14053 Caen Cedex.)

□ **NOUVELLES D'ARMÉNIE.** Alors que le parti kurde HDP, qui vient de faire une percée électorale en Turquie, a mis à son programme la reconnaissance du génocide arménien, la revue dresse un état des lieux du dialogue avec les « voix qui viennent de l'autre rive » : échanges intellectuels, voyages, mobilisation commune. (N° 219, juin, mensuel, 6,50 euros. – 20, rue de Patay, 75013 Paris.)

□ **MAGHREB-MACHREK.** Un dossier complet sur la situation en Algérie, pays dont la stabilité apparente ne manque pas d'interpeller les observateurs. (N° 221, avril, trimestriel, 20 euros. – Editions ESKA, 12, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris.)

□ **POLITIQUE AFRICAINE.** Un dossier sur l'Algérie et les activités politiques, sociales ou économiques qui se déploient en marge de l'Etat. Avec un point sur la contestation des chrétiens dans le sud du pays. (N° 137, mars, trimestriel, 19 euros. Abonnement France : 80 euros. – Editions Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris.)

□ **L'HISTOIRE.** Plusieurs articles sur Bagdad, ancienne capitale des Abbassides. Un entretien avec l'urbaniste Caecilia Pieri à propos des dommages et des transformations subis par cette ville depuis la première guerre du Golfe, en 1991. (N° 412, juin, mensuel, 6,40 euros. – 8, rue d'Aboukir, 75002 Paris.)

□ **AFRIQUE RENOUVEAU.** La revue des Nations unies consacrée au continent africain se penche sur la condition féminine : violences, parité politique, scolarisation des petites filles. A signaler, l'approche originale adoptée par l'Union africaine dans ce domaine. (Vol. 29, n° 1, avril, trimestriel, gratuit. – Nations unies, New York, NY 10017-2513, Etats-Unis.)

□ **REPORT ON THE AMERICAS.** « *Au regard de l'évolution des pratiques des lecteurs et des coûts d'impression, nous avons conclu qu'un magazine papier n'était plus le meilleur moyen d'accomplir notre mission.* » A l'âge de 47 ans, la publication passe en ligne. (Vol. 47, n° 4, hiver, bimestriel, 10 dollars. – North American Congress on Latin America, 38 Greene Street, 4th Floor, New York, NY 10013, Etats-Unis.)

□ **QUELLE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.** Quel avenir pour les relations professionnelles ? Trois scénarios pour l'Europe : détérioration progressive, réforme proposée par les élites ou contre-mouvement du terrain. (Vol. 154, n° 1, mars, trimestriel, sur abonnement. – Bureau international du travail, 4, route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse.)

LITTÉRATURE

Panaït Istrati, roi des vagabonds

*Il fait partie de ces écrivains rares et précieux
qui ont chanté les marginaux et choisi
le camp des pauvres. Panaït Istrati, autodidacte
né en Roumanie, fit ainsi passer un grand
souffle lyrique sur la littérature française.
Inclassable et intrépide, il ne renonça jamais
à croire que la révolution devait être
faite sous le signe de l'enfance.*

PAR SÉBASTIEN LAPAQUE *

C'EST une étrange affaire, pour un écrivain, de ne s'être jamais attaché durablement à aucun parti, de s'être efforcé de n'être l'homme d'aucune coterie. L'artiste capable de se soustraire à « l'ordre dégradant de la horde », pour reprendre l'expression de Pier Paolo Pasolini dans ses *Ecrits corsaires*, risque de voir sa solitude effrontée coûter cher à son œuvre, en particulier après sa mort. Pendant des années parfois, aucun éditeur ne s'en sentira le responsable, aucun universitaire le gardien, aucune patrie la légataire universelle (1).

Ce fut le destin posthume de Panaït Istrati, le romancier de *Kyra Kyralina* (1923), *Oncle Anghel* (1924) et *Les Chardons du Baragan* (1928). Né en Roumanie, près du delta du Danube, le 10 août 1884, cet Européen vagabond, fils d'une blanchisseuse roumaine et d'un contrebandier grec, a composé l'essentiel de son œuvre en français. Mais comme il a regagné son pays natal pour y mourir, le 16 avril 1935, après s'être beaucoup promené autour de la Méditerranée – Grèce, Turquie, Liban, Égypte –, on ne songe pas à lui attribuer la place éminente qu'il mérite dans l'histoire de la littérature de langue française du XX^e siècle. Ses cadets Eugène Ionesco et Emil Cioran ont été plus avisés de finir tranquillement leurs jours à Paris. Aujourd'hui, ils sont l'un et l'autre publiés dans la « Bibliothèque de la Pléiade ». La postérité est cruelle avec les littérateurs à l'état civil incertain, surtout si on n'a pu les obliger à être à jour de cotisations ici ou là.

Les errants, les asociaux, les bohémiens et les apatrides contrarient l'esprit de clocher qui prévaut dans la république des lettres. En particulier lorsqu'ils aiment mettre en scène des marginaux et qu'ils prennent un malin plaisir à défier les conventions sociales. « On est fort malheureux quand on a raison et qu'on reste seul », observe Elie le Sage dans *Présentation des haïdoucs*, publié à Paris (éditions Rieder) en 1925 (2). Un livre inspiré par l'histoire roumaine et salué par la critique parisienne comme l'installation d'une nouvelle étoile au firmament des lettres, deux ans après *Kyra Kyralina*, roman d'apprentissage pittoresque qui avait émerveillé Romain Rolland : « Cette force, cette passion, ce démon de vie, ce n'est plus de notre temps en Occident. Cela me fait penser au XVI^e siècle et aux grands tigres du théâtre élisabéthain (3). »

Quels qu'aient été leur tradition et leur préjugé, les premiers lecteurs d'Istrati furent généreux avec cet écrivain autodidacte et extravagant qui semblait surgir de nulle part, sinon du jeune royaume roumain né en 1878. Une monarchie parlementaire fragile, ultérieurement assaillie par le fascisme, qui avait refusé de faire jouer l'alliance secrète signée avec les empires centraux au moment du déclenchement de la première guerre mondiale et proclamé sa neutralité avant de se joindre aux Alliés en 1916. Venu de ce pays francophile dont les citoyens suscitaient spontanément la sympathie à Paris, Istrati n'avait pas encore été identifié comme un écrivain politique aux fidélités rugueuses.

Durant les années de formation (1896-1922), au cours desquelles il avait été tour à tour peintre en bâtiment, débardeur dans les gares et les ports, manutentionnaire aux chantiers navals, installateur de poteaux télégraphiques et photographe ambulant, ses expériences ouvrières lui avaient permis de mesurer la puissance du « talon de fer » et de partager l'attente révolutionnaire du « peuple d'en bas », pour citer Jack London. « J'en reviendrai toujours à l'homme qui fait le pain et n'en mange pas », jurait-il. Tout à ses projets littéraires, jouissant de ce que sa biographe Monique Jutrin nomme ses « années de gloire (4) », l'Istrati des années 1925-1927 n'avait pas oublié sa révolte contre l'injustice, lorsqu'il était secrétaire des ouvriers de Braïla, le port des bords du Danube où il avait vu le jour quelque quarante ans auparavant. Mais il en proposait une version métaphorique, notamment inspirée par la tradition orale de son pays natal.

* Journaliste et écrivain.



ANDRÉ MASSON.
« Errance I », 1959

On a du mal à imaginer l'apparition d'une telle comète dans le paysage littéraire. 1925, c'est l'année de la publication de *L'Or* par Blaise Cendrars, de *Raboliot* par Maurice Genevoix et de *Paulina 1880* par Pierre Jean Jouve. Même si la critique et le public n'étaient pas blasés par l'incroyable fécondité créatrice de ces « années roman », *Présentation des haïdoucs*, livre sombre et tout hérissé de piques, tranchait avec la « ligne claire » qui prévalait alors dans la littérature française. Cette suite de récits est composée en hommage aux bandits d'honneur roumains du temps des occupations turque et grecque, du XIV^e siècle au milieu du XIX^e siècle : « Qu'est-ce que ça veut dire, haïdouc ? – Tu ne sais pas ? Eh bien ! C'est l'homme qui ne supporte ni l'oppression ni les domestiques, il vit dans la forêt, tue les gospodars [nobles] cruels et protège les pauvres. » L'œuvre est une belle initiation à l'univers d'Istrati, marqué par l'attachement à la mémoire populaire, une langue rustique et imagée à la fois, une inclination pour les personnages issus des « bas-fonds (5) ».

Cette inspiration folklorique est caractéristique d'une littérature roumaine soucieuse de se démarquer des modèles russe, allemand et français depuis le XIX^e siècle. Ce qui est étonnant, chez cet imaginaire écartelé entre l'Orient et l'Occident, c'est le choix de la langue d'Honoré de Balzac et d'Emile Zola, des maîtres qu'il avait lus en roumain entre 14 et 17 ans dans des traductions populaires. Ce passage d'une langue à l'autre lui coûta beaucoup d'efforts. Mais la « puissance créatrice » d'Istrati était suffisamment prodigieuse pour que Rolland et tous ceux qui accompagnaient ses débuts l'aient encouragé jusqu'à la révélation de 1923.

LANCÉ dans la carrière à Paris, fêté jusqu'à Bucarest, Istrati fut invité à Moscou en octobre 1927 pour les célébrations du dixième anniversaire de la révolution. Sans être membre du Parti, il faisait figure de communiste convaincu. Rapportés par *L'Humanité*, ses premières impressions furent enthousiastes. « J'ai sacrifié onze ans à l'Occident. Je n'ai trouvé nulle part des hommes qui espèrent et qui aiment. Ici, c'est la foi, la confiance, l'élan jeune de tout un peuple (6). » Ces transports furent brefs. Quelques semaines après l'exclusion de Léon Trotski du comité central, la situation était très tendue en URSS. Istrati, qui voyageait en compagnie du romancier grec Nikos Kazantzákis, l'auteur d'*Alexis Zorba*, comprit peu à peu qu'au pays des soviets, la critique du Parti était interdite et l'opposition pourchassée (7). Victor Serge, qui semble avoir joué un rôle important dans cette prise de conscience, a rapporté la réponse que fit Istrati à un membre du Parti qui lui expliquait, pour justifier les injustices commises, qu'on ne « faisait pas d'omelette sans casser des œufs » : « Bon, je vois les œufs cassés. Où est votre omelette (8) ? »

C'est une épreuve d'avoir raison tout seul. « Vaincus sont les hommes qui se trouvent au déclin de leur vie en désaccord sentimental avec les meilleurs de leurs semblables. Je suis un de ces vaincus », écrivit-il dans *Après seize mois dans l'URSS*, le témoignage brûlant qui le publia à son retour à Paris en 1929.

Istrati n'était pas absolument seul, puisque Victor Serge et Boris Souvarine avaient participé anonymement à la rédaction de *Vers l'autre flamme*, le volume dans lequel fut imprimé *Après seize mois dans l'URSS*. On comprend cependant son accablement. Pour aggraver leur cas, ses amis et lui avaient raison trop tôt. Ils dénonçaient le « présent d'une illusion », quand le confort recommande de n'en dénoncer que le passé.

UNIQUE signataire de *Vers l'autre flamme*, Istrati fut le seul à essuyer les attaques de la presse communiste, qui le traita de « fasciste », tandis que la critique bourgeoise allait dès lors se montrer indifférente au travail romanesque de ce « cosmopolite ». Une longue errance commença alors pour Istrati, qui se coupa de très nombreux amis – même Rolland semble avoir pris ses distances. Il ne croyait à la révolution que faite sous le signe de l'enfance, mais il était resté fidèle à son intention d'origine, redite avec force dans un article fameux, publié dans *Les Nouvelles littéraires* en avril 1933 : « Parler cruellement, sans pitié, dans ce siècle où le mensonge social règne dans toutes les classes et s'empare journellement de beaux cerveaux (9) ! » Ses derniers mois et les œuvres qu'il composa alors furent très sombres. Souvent amer, mais resté fidèle aux grands rêves de sa jeunesse, il continua à porter sur le monde un regard marqué par sa lucidité inquiète et par un attachement entêté aux hommes capables de dire la vérité.

Loin du monde, près de la vie, il avait atteint l'élevation désenchantée d'un moraliste classique sans perdre la fièvre d'un révolté de grand style. « Nous chasserons les pharisiens de l'Église chrétienne et les fous de la maison communiste. Nous accepterons la vie dure et le martyre », écrivit-il en 1933 à François Mauriac, depuis le sanatorium Filaret de Bucarest où il était soigné pour tuberculose. Istrati espérait qu'on se souviendrait un jour de son œuvre et de sa vie. « Là, on verra comment il a été possible à un homme de n'adhérer à rien. » Ce même homme qui affirmait : « Je suis pauvre et j'espère mourir pauvre, parce que je marche dans ma vie d'aujourd'hui accompagné de l'immense famille des gueux rencontrés sur mes routes (10). »

(1) L'Association des amis de Panaït Istrati a maintenu sa présence, et un festival a été organisé à Paris par la librairie Quilombo et le Centre international de culture populaire du 15 au 17 mai 2015.

(2) Panaït Istrati, *Présentation des haïdoucs*, préface de Sidonie Mézaize, postface de Carmen Oszi, L'Echappée, Paris, 2014.

(3) Cité dans Panaït Istrati, *Œuvres I*, édition établie et présentée par Linda Lè, Libretto, Paris, 2015.

(4) Monique Jutrin, *Panaït Istrati. Un chardon déraciné*, L'Echappée, 2014 (1^{re} éd. : 1970).

(5) Dans sa préface à *Kyra Kyralina*, Rolland parle d'Istrati comme d'un « nouveau Gorki des pays balkaniques ». Cf. *Œuvres I*, op. cit.

(6) Monique Jutrin, *Panaït Istrati. Un chardon déraciné*, op. cit.

(7) Lire Jean-Arnault Dérens, « Minuit dans le siècle », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

(8) Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Lux, Montréal, 2010.

(9) Panaït Istrati, *Œuvres III*, édition établie et présentée par Linda Lè, Libretto, Paris, 2015.

(10) Cf. Panaït Istrati, *un écrivain vagabond*, film documentaire d'Hélène Lioult, Aïrelles Vidéo, Aix-en-Provence, 1998.

DANS LES REVUES

□ **HOMMES & MIGRATIONS.** Dans le dossier sur le « troisième âge de la migration » : étude de cas à Grenoble, où sont installés de nombreux Italiens ; les enjeux de l'accès au soin ; une comparaison des conditions de vie des personnes âgées immigrées et des nationaux, etc. (N° 1309, mars, trimestriel, 15 euros. – Musée de l'histoire de l'immigration, 293, avenue Dausmesnil, 75012 Paris.)

□ **CRITIQUE INTERNATIONALE.** Un dossier sur le « plaidoyer », terme qui désigne les activités d'influence, proches du lobbying et en vogue depuis une vingtaine d'années, mises en place par des associations ou des organisations internationales. (N° 67, avril-juin, trimestriel, 22 euros. – Presses de Sciences Po, 117, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.)

□ **ETUDES.** Un article consacré aux trajectoires des jeunes djihadistes français, qui ne sont plus seulement de jeunes musulmans « désaffiliés » des banlieues, mais des jeunes gens, hommes ou femmes, issus des classes moyennes, pour qui le djihadisme serait « la conséquence de l'éclipse du politique comme projet collectif porteur d'espérance ». (N° 4217, juin, mensuel, 12 euros. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

□ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Guerre contre l'obésité ou guerre de classe ? Dans ce numéro sur « le poids des corps », une enquête indique qu'entre 1998 et 2009 le nombre de prises de parole des obèses dans les journaux télévisés français a été divisé par deux, alors que le nombre de reportages sur le sujet a plus que doublé. (N° 208, juin, trimestriel, 16,20 euros. – EHESS, 105, boulevard Raspail, 75005 Paris.)

□ **JACOBI.** Un numéro spécial sur les technologies numériques : comment rompre avec la fausse opposition entre critique technophobe et consentement techno-béat ? Les géants de la Silicon Valley ambitionnent-ils de privatiser la Voie lactée ? (N° 17, printemps, trimestriel, 9,95 dollars. – 388 Atlantic Avenue, Brooklyn, NY 11217, Etats-Unis.)

□ **PROJET.** Alors que l'isolement et le chômage minent la société, la revue constate que le secteur social, loin du rêve français d'après-guerre, a été abandonné aux gestionnaires, aux logiques comptables et aux lois du marché. D'où cette interrogation thématique de fond : « Social : réparer ou reconstruire ? » (N° 346, juin, bimestriel, 13 euros. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

□ **RÉFRACTIONS.** « Déjouer les séductions de l'extrême droite » : le dossier se penche sur les analogies et les différences entre les années 1930 et aujourd'hui, alors que le capitalisme a changé de nature et que la gauche ne fait plus rêver. Également, les ambiguïtés de l'antisémitisme, la persistance de l'antisémitisme, et « être ou ne pas être Charlie ? ». (N° 34, printemps, semestriel, 15 euros. – Publico, 145, rue Amélie, 75011 Paris.)

□ **RUPTURES.** L'équipe de feu *Le Nouveau Bassin-République-Nations* lance un nouveau mensuel. Au sommaire, une plongée dans les turpitudes de l'Union européenne : le Conseil européen, les propositions du « rapport des quatre présidents » sur l'intégration monétaire, un reportage en Grèce et un tour d'horizon des élections dans les Etats membres. (N° 1, juin, mensuel, 5,50 euros. – 8, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Ancien journaliste passé par Les Verts puis par le Mouvement démocrate (MoDem) avant de créer son propre Front démocrate en 2014, M. Jean-Luc Bennahmias reçoit le titre d'« écotartufe du mois ». Critique de l'« écologie high-tech », selon laquelle le salut viendra d'un surcroît d'innovation. (N° 120, juin, mensuel, 2,50 euros. – 52, rue Crillon, BP 36006, 69411 Lyon Cedex 06.)

□ **SILENCE.** Comment l'action locale peut-elle répondre au défi climatique ? Quelles seraient les stratégies gagnantes et que faut-il attendre de la COP21 ? Également un article sur le programme de Podemos en matière d'environnement. (N° 435, juin, mensuel, 4,60 euros. – 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04.)

□ **POLITIQUES DE COMMUNICATION.** Quelle articulation entre les dispositions sociales et les processus de réception des productions culturelles, médiatiques et politiques ? Un exemple retenu : « l'appel du Diplo » de 1997, au moment de la constitution de l'association Attac. (N° 4, printemps, 25 euros. – Presses universitaires de Grenoble, 5, place Robert-Schuman, BP 1549, 38025 Grenoble Cedex 1.)

□ **POUR.** Ce journal belge, poil à gratter des possédants dans les années 1970, renait de ses cendres (il fut victime d'un incendie criminel en 1981) pour un numéro spécial consacré au grand marché transatlantique. (Juin, parution irrégulière, sur commande : www.pour.press – 4, tienne Saint-Lambert, 5340 Mozet, Belgique.)

□ **FRUSTRATION.** Une poignée de multinationales règnent sur notre alimentation. Que faire pour « reprendre le pouvoir » ? Ecartant l'option de la nourriture bio, inaccessible aux plus pauvres, la revue présente un projet de supermarché coopératif lancé dans un quartier populaire de la capitale. (N° 4, juin, parution irrégulière, 4,70 euros. – 26, rue du Simplon, 75018 Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet,
une sélection plus étoffée de revues :
www.monde-diplomatique.fr/revues

LA CRISE GRECQUE DANS LES MÉDIAS FRANÇAIS

« Syriza delenda est »

PAR PIERRE RIMBERT

« C'EST l'édition d'Arnaud Leparmentier, bonsoir Arnaud. Ce soir, vous poussez un cri à pleins poumons : "Tsipras, démission !" », lance Nicolas Demorand, présentateur sur France Inter d'une émission consacrée à l'actualité internationale (15 juin).

– Si Tsipras ne signe pas, il faudra que ce soit un autre. Vous avez bien entendu, Nicolas : tel Cassandra, je vous prédis un possible changement de gouvernement à Athènes. (...) Tsipras a fait à son peuple des promesses intenables ; il est grand temps qu'il change de coalition ou quitte le pouvoir. »

Trouverait-on meilleure illustration du métier d'éditorialiste que cet appel au renversement d'un gouvernement élu il y a moins de six mois, mais coupable de vouloir tenir ses promesses? *Syriza delenda est* – il faut détruire Syriza : la formule orna bien souvent le menu des « sommets de la dernière chance » destinés à « sauver » Athènes. Entre la coalition emmenée par le premier ministre grec et les créanciers, l'affrontement fut d'emblée idéologique. A aucun prix l'Europe conservatrice ne laisserait poindre la perspective d'une autre voie possible, fût-elle sobrement sociale-démocrate comme le programme de Syriza.

Capitulation politique ou chaos économique : la presse française a fait preuve d'une discrétion extrême sur cette stratégie du coup d'Etat furtif que les journaux d'affaires britanniques ont détaillée. « De nombreuses personnalités, dont plusieurs ministres des finances de la zone euro, ont indiqué en privé qu'un accord ne serait possible qu'à une condition : que le premier ministre grec se débarrasse de l'aile gauche de Syriza au gouvernement, révélait le *Financial Times* début avril. L'idée serait qu'Alexis Tsipras forge une nouvelle coalition avec le centre gauche (1). »

Eluder pareille tentative de déstabilisation politique, c'était déjà prendre le parti des créanciers. Restait à habiller ce choix d'un traitement moral (« il faut payer ses dettes » [2]), psycho-pathologisant (« ramener les Grecs à la raison ») et centré sur le choc des personnalités. Celles des ministres des finances grec et allemand, l'« exaspérant » Yanis Varoufakis contre l'« impassible » Wolfgang Schäuble.

Celle, aussi, de M. Tsipras. Quel autre chef de gouvernement européen a été dépeint comme un « marionnette » (Jean-Pierre Elkabbach), « l'idiote utile » de *Poutine* » (Jean-Baptiste Naudet), partisan de solutions politiques « débiles et ridicules » confinant même à « la jobarderie, et le mot est faible » (Franz-Olivier Giesbert), « un chef de secte » (Nicolas Baverez) « empapaouté » par un « gourou imposteur », son ministre de l'économie, qui « passe son temps à faire le gros malin » (Eric Le Boucher)? M. Tsipras est le « Petit Chaperon rouge du grand soir » (Christophe Barbier), le forgeron d'une « alliance des rouges-bruns » (Bernard-Henri Lévy), qui débobine « un invraisemblable cinéma, fait de ridicules roulements de mécaniques et d'embardees scandaleuses » (Gaëtan

de Capèle) aux dépens d'un pays devenu sous sa coupe « une sorte de Zimbabwe au cœur de l'Europe » (Christian Menanteau). Dépravation suprême : « Lui, il promet. Nous, on paye » (Jean-Michel Apathie) (3).

Le forfait du gouvernement hellène était assurément pendable : vouloir rompre l'enchaînement des prêts destinés à rembourser d'autres prêts, eux-mêmes octroyés au prix d'une austérité qui provoquait l'effondrement de l'économie et des conditions de vie. Les médias ne faisaient d'ailleurs pas mystère du « bilan social calamiteux du plan de sauvetage » (*Les Echos*, 22 janvier). Si bien que l'on constatait en feuilletant les journaux le coudoisement de deux points de vue radicalement déconnectés : celui, confiné en pages intérieures, des reporters et correspondants en Grèce dépeignant un désastre ; et celui, tout en gros titres, d'analystes ventriloquant le discours officiel.

Les relations entre Syriza et l'éditocratie française ont pourtant connu une éclaircie. Quand, début janvier, les sondages donnent le parti anti-austérité en tête, les commentateurs s'avisent que, tout bien considéré, le programme de M. Tsipras « n'a rien d'extravagant », d'autant que le chef de file de la gauche radicale « ne cesse de mettre de l'eau dans son retsina » (Laurent Joffrin, *Libération*, 24 et 27 janvier). « Non seulement il n'y a pas là de raison de paniquer, se relaxe Bernard Guetta à l'approche du scrutin, mais, si les urnes tenaient les promesses que les sondages font à ces mouvements, les rapports de forces en seraient changés dans l'Union » (France Inter, 6 janvier). Laquelle ferait alors couler encore plus de lait et de miel sur le front des peuples, comme chacun a pu le vérifier depuis. L'ivresse de la victoire gagna jusqu'au présentateur du journal télévisé de France 2, David Pujadas, qu'on vit déambuler devant le Parthénon pour s'enquérir du salaire des ouvriers, avant que le très orthodoxe expert économique François Lenglet ne confesse en direct que l'austérité, « ça ne tient pas, parce que ça défie à la fois l'économie et le bon sens » (26 janvier). Les Grecs, pensaient-ils tous, s'assoupliraient. Ils apprendraient.

Les tuteurs se pressaient d'ailleurs au portillon. Auteurs d'une étude sur « le rôle des médias dans la mise en forme d'une opinion publique négative » vis-à-vis des pays endettés d'Europe, des chercheurs de l'université Leibniz de Hanovre relèvent « l'occurrence fréquente, et particulièrement révélatrice, de la métaphore professeur-élève », ce dernier rôle étant dévolu aux nations débitrices. « Les élèves reçoivent des instructions de leurs maîtres, ils doivent accomplir des travaux, passer des examens et se conformer à un calendrier. Tous ne réussissent pas : alors que l'Irlande apparaît comme un élève modèle, la Grèce adopte un comportement désobéissant (4). »

Fin février, les maîtres exultent : ils ont « amené Athènes à résipiscence » (*Le Monde*, 25 février). L'accord transitoire concédé par la Grèce constitue en lui-



JANNIS KOUNELLIS. – « Sans titre (détail) », 2012

même une bonne leçon. Que M. Tsipras soit « en train de se coucher », explique Thomas Sotto, prouve qu'« on ne peut pas résister face à l'Europe » (*Europe 1*, 24 février). Le récit des négociations décline le thème du « rude apprentissage européen de la Grèce » (*Le Monde*, 20 mars). Il met en scène un gang de garnements mal élevés, incapables d'entendre la « leçon d'Europe » dispensée par des précepteurs patients, à l'écoute, « prêts à les aider ». Hélas, il fallut se rendre à l'évidence : la résipiscence demeurait incomplète et, dans une tribune éloquente publiée par *Le Monde* le 31 mai, le chef du gouvernement grec alertait sur le danger d'une « abolition de la démocratie en Europe ».

LA pédagogie contrariée des instructeurs en chef s'avère d'autant moins fructueuse qu'ils ne croient pas un mot de leur propre leçon. Nul parmi eux n'ignore que la Grèce ne pourra pas honorer sa dette, mais chacun juge urgent d'entretenir l'illusion. En dehors des voix hétérodoxes habituelles – et de la plume isolée du journaliste Romaric Godin à *La Tribune* –, les origines spéculatives de la crise et les scénarios politiques alternatifs ne furent guère explorés. Faut-il s'en étonner? Selon une enquête de l'association Acrimed, au premier trimestre 2015, « 71 % des économistes invités par *Le Monde* pour traiter de la politique de la zone euro sont membres des banques, de grandes entreprises ou de la Banque centrale européenne (5) ». En la matière, le quotidien vespéral ne fait pas figure d'exception.

Ruse de la déraison journalistique, ces mêmes experts bancaires se répandent sur tous les supports pour expliquer qu'un défaut grec coûterait aux Français « près de 1 000 euros par habitant » (*Le Journal du dimanche*, 21 juin), comme si Athènes ne négociait pas avec d'impersonnelles bureaucraties, mais avec chaque contribuable. Ils se gardent de préciser que leurs employeurs furent les premiers bénéficiaires des « plans de sauvetage », comme l'admettait bien volontiers l'économiste vedette du *Financial Times*, Martin Wolf : « L'essentiel des prêts à la Grèce n'a pas été accordé au bénéfice du pays, mais à celui de créanciers privés ineptes » (17 juin).

Au même moment (15 juin), *Les Echos* publiaient une tribune des Gracques, « groupe informel d'anciens hauts fonctionnaires socialistes », contre le « gouvernement rouge-brun de M. Tsipras » : « Le risque de contagion grec n'est plus financier. Il est politique. (...) Céder à la Grèce encouragerait des Etats plus importants à élire des gens qui proposent les mêmes stratégies d'extorsion. » La fureur des socialistes libéraux contre la gauche anti-austérité pointe en creux la tâche aveugle de la presse hexagonale : la responsabilité du pouvoir français. La mise en scène d'un affrontement entre Athènes et Berlin aura eu pour effet de concentrer les critiques de gauche sur les positions allemandes. Ce faisant, un troisième acteur, la France, sortait discrètement du champ.

Que la droite allemande se conforme au conservatisme, l'information était moins renversante qu'une autre, vite escamotée : l'exécuteur « socialiste » français, élu sur la promesse de casser le cycle austéritaire européen, gouverne lui aussi comme la droite allemande. Deuxième puissance économique de la zone euro, Paris avait les moyens d'affirmer dès les élections grecques un soutien inébranlable à Athènes, susceptible de rebattre les cartes. Celui de *L'Humanité* excepté, les éditorialistes n'auront pas imaginé un scénario mettant en scène des socialistes français de gauche. L'exercice appelait, il est vrai, un prodigieux effort d'imagination.

(1) Peter Spiegel et Kerin Hope, « Frustrated officials want Greek premier to ditch Syriza far left », *Financial Times*, Londres, 6 avril 2015.

(2) Lire Renaud Lambert, « Dette publique, un siècle de bras de fer », *Le Monde diplomatique*, mars 2015.

(3) Sources : Europe 1, 7 juin 2015 ; L'Obs.fr, 8 avril 2015 ; *Le Point*, Paris, 7 juin 2012 et 29 janvier 2015 ; *Le Figaro*, Paris, 22 juin ; Slate.fr, 21 février ; *L'Express*, Paris, 28 janvier ; *Le Point*, Paris, 5 février ; *Le Figaro*, 20 janvier ; RTL, 17 juin ; Twitter, 18 février.

(4) Hans Biekes, Tina Otten et Laura Chelsea Weymann, « The financial crisis in the German and English press : Metaphorical structures in the media coverage on Greece, Spain and Italy », *Discourse and Society*, Londres, vol. 25, n° 4, juillet 2014.

(5) Denis Souchon et Mathias Reymond, « Europe : quels économistes s'expriment dans *Le Monde*? Les banquiers! », Acrimed (Action-Critique-Médias), 4 mai 2015, www.acrimed.org

SOMMAIRE

PAGE 2 : Fureur à l'Elysée..., par SERGE HALIMI. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 : Michel Onfray ou l'amour de l'ordre, par EVELYNE PIEILLER.

PAGES 4 ET 5 : Sortie de l'euro, une occasion historique, par COSTAS LAPAVITSAS. – Convertir la dette en investissements, par GABRIEL COLLETIS, JEAN-PHILIPPE ROBÉ ET ROBERT SALAIS.

PAGE 6 : En Espagne, un baïllon sur la colère, par CECILIA VALDEZ. – Un passeport pour les apatrides, par CHLOÉ MAUREL.

PAGE 7 : Podemos, « notre stratégie », suite de l'article de PABLO IGLESIAS. – Les tongs voyagent à l'œil, par PIERRE RIMBERT.

PAGES 8 ET 9 : Tunisiennes après la révolution, par FLORENCE BEAUGÉ. – L'autre combat des femmes kurdes d'Irak, suite de l'article de NADA MAUCOURANT.

PAGES 10 ET 11 : Les Balkans, nouvelle ligne de front entre la Russie et l'Occident, par JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN. – La Macédoine au cœur des manœuvres (J.-A. D. ET L. G.). – Rejouer en Ukraine la guerre des années 1990 (J.-A. D. ET L. G.).

PAGE 12 : Panamá sans les Panaméens, par ALLAN POPELARD ET PAUL VANNIER.

PAGE 13 : Ma maison, ma voiture, mon puits de pétrole, par CHRISTELLE GÉRARD.

PAGES 14 ET 15 : Quand l'art du roman s'empare de l'histoire, par GUY SCARPETTA.

PAGES 16 ET 17 : Police de la pensée économique à l'Université, par LAURA RAIM. – Le monde si simple de Jean Tirole, par GILLES ROTILLON.

PAGE 18 : Bientôt des yuans dans toutes les poches ?, par DING YIFAN.

PAGE 19 : Conjurer la fragmentation au Mali, par DANIEL BERTRAND.

PAGES 20 ET 21 : Non, les hommes n'ont pas toujours fait la guerre, par MARYLÈNE PATOU-MATHIS.

PAGES 22 ET 23 : Darbousier, mémoire tenace de l'esclavage, par JACQUES DENIS. – Le combat de Solitude (J. D.).

PAGES 24 À 26 : LES LIVRES DU MOIS : « Le Poids du temps », de Lutz Seiler, par PIERRE DESHUSSES. – « Depuis que la samba est samba », de Paulo Lins (J. D.). – Troublante indulgence envers la collaboration, par ANNIE LACROIX-RIZ. – Gastronomes de tous les pays..., par ARMANDO ALEXIS. – Le Maroc de Plossu, par VLADIMIR SLONSKA. – Scott Walker, brouilleur de frontières, par JEAN-JACQUES BIRGÉ. – Corruption et ballon rond, par DAVID GARCIA. – Dans les revues.

PAGE 27 : Panaït Istrati, roi des vagabonds, par SÉBASTIEN LAPAQUE.